

Moscou et le PCF

On savait de longue date que les dirigeants soviétiques ne nourrissent pas une estime excessive pour M. Georges Marchais. La polémique qui a éclaté dans les colonnes des « Izvestia » et de « l'Humanité » (« le Monde » du 5 mai), entre Moscou et le PCF, est pourtant sans précédent et révélatrice de tensions d'un type nouveau.

Certes, ce n'est pas la première fois que des désaccords s'expriment ouvertement entre communistes français et soviétiques. Ainsi le PCF avait-il timidement dénoncé en 1968 l'invasion de la Tchécoslovaquie et critiqué par intermittence les pratiques répressives qui persistaient en URSS sous le règne de Brejnev.

Mais on n'a pas souvenir qu'une telle volée de bois vert ait été infligée de Moscou à la direction du PC français. Si son auteur, M. Bovine, ne s'exprime pas au nom du PC soviétique, comme s'est empressé de le souligner, après que la polémique eût éclaté, le rédacteur en chef des « Izvestia », il s'agit tout de même du journal du gouvernement de l'URSS, et la distinction peut paraître subtile entre ce dernier et la direction du parti. Ses critiques, au demeurant, ne font que reprendre, en les appliquant plus précisément au PC français, celles que M. Dobrynin, secrétaire du comité central, avait exprimées quelques temps plus tôt à Prague (« le Monde » du 16 avril) à l'égard du mouvement communiste dans son ensemble. L'originalité, mais elle est significative, est que le réquisitoire porte sur la politique suivie en France même par le PCF, non sur des orientations d'ordre international.

Le franc-parler est-il l'une des conséquences de la « glasnost » aujourd'hui à l'honneur en URSS, et qui veut que l'on dise tout haut ce que, hier, on réservait à de discrètes confidences ? Si oui, il faudra aller au fond des choses, et les historiens ne seront pas les seuls à en tirer profit. A moins qu'au nom de la « Realpolitik » ce genre de traitement ne soit destiné qu'à des partis en voie de marginalisation, au bénéfice de relations nouvelles avec des partis socialistes ou sociaux-démocrates participant au pouvoir.

En reprochant, d'autre part, au PC français d'être en retard d'une « perestroïka », les « Izvestia » se conforment-elles bien au principe plusieurs fois énoncé par M. Gorbatchev de stricte non-ingérence dans les affaires d'un parti frère ? On retrouve ici trace de l'ambiguïté de la démarche adoptée vis-à-vis du mouvement communiste international par le secrétaire général du PC soviétique, qui, tout en parlant beaucoup d'indépendance et de spécificités nationales, ne cesse d'inviter les partis communistes à une « interaction ».

Les PC à travers le monde doivent-ils continuer — pour le meilleur ou pour le pire — à définir leur stratégie et leur tactique en fonction d'orientations définies, ou de leçons données, à Moscou ? Les communistes italiens ont depuis longtemps manifesté leurs réserves à l'égard d'une résurrection, même sous une forme renouvelée, du mouvement communiste international. On conçoit qu'à Paris, au fond des difficultés dans lesquelles il se débat, le PCF ne soit pas plus enthousiaste.

M 0146 - 0609 D - 6,00 F

3790146006000 05090

Durcissement à la fin de la campagne, divisions de la droite, appels au centre

Le second tour marque la première étape de la recomposition du paysage politique

Après une fin de campagne particulièrement rude, le second tour de l'élection présidentielle marque la première étape d'une recomposition du paysage politique français. M. Mitterrand devait prendre la parole, le samedi 7 mai, en fin d'après-midi à La Haye, devant le « Congrès de l'Europe 1988 ». Il avait répondu à une invitation de M. Enrique Baron Crespo, président de ce mouvement et vice-président du Parlement européen, avant

même d'annoncer sa candidature. La veille à Toulouse, il avait appelé aux « républicains », quitte à « laisser sur le bord de la route » ceux qui, aujourd'hui, le contestent le plus violemment.

M. Chirac, lui, a achevé sa campagne à Clermont-Ferrand où M. Giscard d'Estaing lui a demandé, s'il est élu le 8 mai, d'avoir comme premier objectif de faire travailler ensemble les deux moitiés de la France ».



L'écart déterminant

par Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhorneau

M. Chirac chasse sur les terres abstentionnistes du premier tour et sur celles des mécontents lepénistes. M. Mitterrand rôde sur le territoire des modérés. Ainsi s'est terminée la campagne du second tour de l'élection présidentielle.

Pour parvenir à leurs fins, les amis de M. Chirac n'hésitent pas à présenter leur candidat comme l'homme qui a rendu son honneur à la France, en obtenant la libération des otages du Liban et celle des gendarmes de Nouvelle-Calédonie, le seul capable de sauver une V^e République mise en danger par un homme faible, M. Mitterrand, amateur de « magouilles » politiques.

Cette présentation des enjeux du débat était de nature à donner au second tour l'allure d'un combat traditionnel depuis 1965 — première élection, sous la V^e République, du président au suffrage universel — d'une épreuve de force camp contre camp. La France serait donc, à nouveau, divisée en

deux blocs et se préparerait, conformément à la pratique spécifique de cette République, à désigner un vainqueur et un vaincu.

M. Giscard d'Estaing souhaite, depuis longtemps, mettre fin à ce jeu qui consiste à livrer la France à une seule moitié d'elle-même, à exclure une partie et à assurer la domination de l'autre. Telle est pourtant la logique de l'élection présidentielle qui explique largement le durcissement des derniers jours de campagne. M. Mitterrand cherchait à dépasser cette logique. M. Chirac s'y soumet au contraire pleinement. D'abord parce qu'il est en position de rival. Ensuite parce qu'il agit en conformité avec sa situation politique : il lui faut préserver sa majorité politique du 16 mars 1986 et, donc, s'il est élu le *status quo* parlementaire. En revanche, pour M. François Mitterrand, toute la question est de savoir de quelle marge d'action il pourra disposer, s'il est élu. Celle-ci peut être une ultime étape dans sa marche en avant personnelle : 44,80 % en 1965 face au général de Gaulle,

49,19 % en 1974 face à M. Giscard d'Estaing, 51,75 % en 1981... Mais l'essentiel est de savoir si son résultat du 8 mai 1988 lui donnera ou non les moyens d'obtenir, enfin, la « recomposition » du paysage politique à laquelle il aspire. Si sa victoire est aussi large que le lui promettaient les sondages publiés jusqu'au 30 avril (55 % contre 45 % selon la SOFRES) le séisme, à droite, est assuré. En revanche, si la marge est étroite, il lui faudra batailler ferme contre une droite battue, mais pas abattue, sur laquelle M. Chirac aurait de fortes chances d'assurer son leadership.

Les derniers jours de campagne s'expliquent par cette obsession qu'a eue M. Chirac, sinon de gagner, du moins de réussir sa sortie en interdisant à M. Mitterrand une réélection glorieuse, de même que M. Barre a pu, grâce à une belle fin de campagne, rester dans le jeu malgré sa défaite, de même M. Chirac comptait-il sur une belle sortie, à défaut d'une victoire.

(Lire la suite page 6.)

Violents combats à Beyrouth

Amal et le Hezbollah s'affrontent

PAGE 3

Les otages du Liban racontent...

Humiliations, chaînes, simulacres d'exécution...

PAGE 3

La situation en Nouvelle-Calédonie

Calme précaire à la veille du second tour

PAGE 9

Le Danemark vote le 10 mai

La fidélité à l'OTAN, enjeu central du scrutin

PAGE 4

Les « prisons privées » sur la sellette

La commission centrale des marchés demande une enquête de l'inspection des finances

PAGE 10

Eau polluée à Mulhouse

La nappe phréatique atteinte par des produits chimiques

PAGE 10

Le sommaire complet se trouve en page 20

Les nouveaux anti-européens

par Jacques Amalric

Quelle que soit l'issue du second tour de l'élection présidentielle, la vie politique française va être affectée à assez court terme par l'un des résultats, peu noté, du premier tour : l'apparition, le 24 avril, d'un parti anti-européen, celui du Front national. M. Le Pen, emporté dans des nostalgies européennes d'un autre âge et d'une tout autre signification (« L'Europe sera impériale ou ne sera pas », déclarait-il en avril dernier à Strasbourg), ne paraît pas encore s'en être très bien rendu compte. On peut cependant lui faire confiance pour rattraper assez vite son oubli et jouer dorénavant à fond sur toutes les frayeurs et les inquiétudes encore diffusées que fait naître dans de nombreux secteurs économiques et sociaux la perspective de ce grand marché unique dans lequel douze peuples devront vivre — et se concurrencer — à partir du 1^{er} janvier 1993.

Une étude rapide des résultats du premier tour de l'élection présidentielle interdit d'expliquer les 14 % de M. Le Pen uniquement

par le ralliement d'autant de Français aux valeurs traditionnelles de l'extrême droite. Et si les problèmes posés par l'immigration peuvent aider à comprendre le succès du Front national sur tout le pourtour méditerranéen, ils ne servent guère à éclairer ce qui s'est passé en Alsace et en Lorraine ainsi que dans beaucoup d'autres circonscriptions rurales où les frictions ethniques ne sont pas particulièrement violentes.

Alors ? Force est de constater que M. Le Pen, parfois sans le chercher ouvertement, a obtenu les votes des descendants de ceux qui ont fait jadis les beaux jours du ponjardisme : artisans, commerçants, paysans, petites gens mal formés ou pas formés du tout à affronter le grand large, cette concurrence tous azimuts que nous promet le grand marché européen dans cinq ans. Les angosés de ces survivants d'un ordre économique et social menacé sinon condamné, sont infiniment plus profondes qu'on ne le pense, même si elles ne sont pas encore clairement formulées.

(Lire la suite page 8.)

La baisse du chômage fait craindre un retour de l'inflation

Les paradoxes américains

Le chômage continue de baisser aux Etats-Unis. Retombé à 5,4 % de la population active en avril, il retrouve son niveau de 1974. Ce bon résultat confirme la solidité de la croissance américaine. Les milieux financiers craignent cependant une surchauffe de l'économie, favorisant une reprise de l'inflation.

WASHINGTON de notre correspondant

Tout va bien, trop bien, donc tout pourrait aller mal... Le chômage s'est à nouveau fortement contracté en avril aux Etats-Unis, pour atteindre son niveau le plus bas depuis quatorze ans (5,4 % de la population active, deux fois

moins qu'en Europe), et divers indices attestent de la vigueur persistante de l'économie américaine.

Mais les Cassandre, qui après le krach de Wall Street, à l'automne dernier, annonçaient une récession, n'ont pas vraiment déposé les armes. Elles ont simplement changé leur fusil d'épaule et prévoient désormais une reprise de l'inflation.

Les chiffres publiés, le vendredi 6 mai, par le département du travail sont encore meilleurs que prévu. En un mois (de mars à avril), le taux de chômage a diminué de 0,2 % contre une réduction moyenne de 0,1 % au cours des mois précédents. Au total, plus d'un million d'emplois ont été créés aux Etats-Unis depuis le début de cette année. L'emploi

retrouve son niveau de 1974, au début du premier choc pétrolier, même si un nombre assez important d'embauches sont à temps partiel. Le regain concerne en particulier des régions touchées ces dernières années par une crise sévère, notamment certains Etats du Midwest et de la « Ceinture de rouille », où une multitude de petites entreprises se sont créées récemment.

Ce haut niveau d'activité est dû à la fois au maintien d'une forte consommation intérieure (les inquiétudes nées de la crise boursière semblent déjà oubliées) et d'un haut niveau des commandes à l'exportation, qui laissent prévoir une poursuite de l'amélioration de la balance commerciale.

JAN KAUZE

(Lire la suite page 17.)

bracelet tennis de Fred.

La nouvelle fureur vient des Etats-Unis. Votre « Bracelet-Tennis » vous attend chez Fred. Or et Diamants. A partir de 7 500 F.

FRED

6, rue Royale, Paris. 42.68.30.65

Le Claridge, 74, Champs-Élysées, Hôtel Meridien, Espace Galeries Lafayette, Paris • Aéroport d'Orly, 21, bd de la Croixette, Cannes • Hôtel Iloew, Monte-Carlo, 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

Dates

Il y a cent vingt ans

La libéralisation de la presse

Plusieurs fois modifié, le régime de la presse en France a été défini par la loi du 29 juillet 1881, qui a fixé les règles du jeu entre le gouvernement et le quatrième pouvoir. Mais c'est un quart de siècle plus tôt, en 1856, que furent adoptés les textes fondateurs — qui ont ouvert la voie à l'expansion de la presse politique.

Le projet de loi, mis au point dès mars 1856, renouait donc au régime préventif du contrôle arbitraire *a priori* par l'administration pour adopter le régime répressif du contrôle judiciaire *a posteriori*. Il rencontra l'hostilité farouche du personnel administratif de l'Empire autoritaire, en particulier de Rouher, ministre d'Etat, qui offrit sa démission, de Baroche, garde des sceaux, de l'impératrice et de la plupart des journalistes officieux à Paris ou en province. Les libéraux y virent un progrès, certes insuffisant — ils demandaient le jury — mais significatif.

Le projet ne fut pas soumis à la délibération pendant la session de 1857. Il fut longuement discuté au Corps législatif du 19 janvier 1858 au 11 mars. Rouher fut contraint de défendre un texte dont il avait réclamé le retrait. Les libéraux exigeaient toujours le jury, la réduction du cautionnement, la liberté du colportage. Berryer, Thiers, Pelletan, Jules Faure, Jules Simon illustrèrent ces débats. Le

DANS l'histoire de la presse française, 1856 marque une double inflexion décisive. La loi du 11 mai, d'abord, marque le début d'une libéralisation qui s'épanouit ensuite sous la III^e République. A plus d'un titre, la loi du 29 juillet 1881 n'en fut que l'aboutissement logique, retardé seulement par les graves crises politiques des années 70. Ensuite, et c'est sans doute le plus important, le système mis en place par le Second Empire dans les années 1856 s'est accompagné d'une extraordinaire progression du marché de la presse, alors que la loi de 1881 n'a entraîné aucun changement notable en la matière. De 1857 à 1880 le nombre des journaux quotidiens est passé de 78 à 272, et leur tirage global de 970 000 exemplaires à 2,8 millions : cette progression n'a d'équivalent dans aucun autre pays à l'époque. En desserrant la tutelle administrative sur les journaux, c'est la loi du 11 mai 1856 qui a permis ce formidable épanouissement.

Surtout, un des aspects les plus originaux et les plus habiles de la politique impériale fut de développer la diffusion de la presse non politique. Il s'agissait de satisfaire le besoin croissant de lecture des classes moyennes et populaires où le nombre des alphabétisés ne cessait de croître (53 % de conscrits illettrés en 1832, 27 % en 1870) en le détournant vers des publications idéologiquement inoffensives de littérature romanesque ou de vulgarisation culturelle. Une loi postale de 1856 permit la vente au numéro de ces journaux non politiques, donc bon marché parce que non « timbrés ». La surprenante réussite de cette politique fut celle du *Petit Journal*, quotidien à un sou de demi-format, et de ses imitateurs qui, en 1867, diffusaient cinq cent mille exemplaires par jour, deux

tirèrent la vie politique de son long sommeil, le gouvernement fut contraint de lentement alléger la contrainte qu'il faisait peser sur les journaux. Il leur rendit, le 24 novembre 1860, le droit de commenter les débats du Corps législatif. Il autorisa la création de feuilles nouvelles, dont le *Temps* en 1861 et le *Figaro* en 1866, avec l'arrière-pensée d'affaiblir l'opposition en multipliant les organes rivaux.

Après le 4 septembre 1870, la République effaça les dernières traces du régime préventif : le timbre fut supprimé le 5 septembre, le cautionnement le 10 octobre. Le 12 octobre, on facilita la diffusion des journaux politiques en ballots, favorisant par là leur vente au numéro. La loi du 15 avril 1870 établit le jury, mais la loi du 6 juillet 1871 rétablit la correctionnelle et le cautionnement. Il fallut attendre le 8 février 1878 pour que le colportage soit définitivement débarrassé de la surveillance des autorités. La loi de 1881 rétablit définitivement le jury et supprima le cautionnement : les autres réformes libérales qu'elle confirma étaient depuis longtemps acquises.

Le système des « avertissements »

Dès le coup d'Etat du 2 décembre 1851, le gouvernement de Louis-Napoléon Bonaparte avait ordonné, grâce à l'état de siège, une hécatombe de journaux. A Paris, leur nombre fut réduit de 52 à 13, et en province ne survécurent que les organes préfectoraux et cléricaux. Le décret du 23 février 1852 organisa la surveillance des feuilles survivantes. Le *cautionnement* — lourde charge financière (50 000 F pour un quotidien parisien, l'équivalent de 500 000 F de 1988) que peu de commanditaires pouvaient accepter de fournir aux journaux qui couraient le risque d'une amende ou de la suppression — fut maintenu, ainsi que le *timbre* à 6 centimes par exemplaire de quotidien dans les grandes villes, qui accroissait de 25 % à 30 % le prix de l'abonnement et interdisait pratiquement la vente au numéro. L'*autorisation préalable* était rétablie, ce qui permettait aux préfets de refuser la création de feuilles hostiles et d'interdire le passage des feuilles dévouées dans le camp de l'opposition. Les débats parlementaires ne pouvaient être commentés et devaient être présentés par la seule publication de leur résumé officiel. Sans rétablir la censure, le système des *avertissements* délivrés arbitrairement par l'autorité administrative aux feuilles qui avaient mécontenté le pouvoir permettait de contrôler fort efficacement le contenu des journaux : le premier était sans effet, le second entraînait une suspension brève, le troisième la suppression.



Madame Anastasie par Gill.

Publications inoffensives

Commentant ce décret, Armand Bertin, directeur du *Journal des débats*, déclarait à un ami : « On dira ce que l'on voudra du décret, sauf que son auteur est une bête. Il me constitue surveillant des écarts de mon propre journal et fait de moi un fonctionnaire gratuit chargé d'empêcher les attaques contre la Constitution et de maintenir l'ordre au profit du gouvernement. » C'était le moyen le plus hypocrite et le plus efficace d'imposer aux journaux la plus conformiste des autocensures, et son efficacité fut telle qu'il fut peu employé : la simple menace d'un avertissement suffisait, le plus souvent, à ramener les directeurs de journaux dans les chemins du dévouement et à retenir la plume de leurs journalistes.

Le décret prévoyait aussi l'obligation pour les journaux de publier les *communiqués* que leur adressait l'administration pour rectifier leurs « erreurs » d'interprétation de la vérité officielle.

Sous l'effet de nombreux facteurs qui à la fois affaiblirent l'autorité du pouvoir et

fois plus que l'ensemble des quotidiens politiques parisiens. On avait donc alors créé un double marché de la presse : une presse populaire, bon marché, d'une grande inoffensivité politique, vendue au numéro, et une presse d'opinion, chère, réservée aux seuls abonnés ou aux cabinets de lecture.

Contrôle judiciaire

La montée de l'opposition libérale et républicaine, les échecs extérieurs affaiblissaient l'Empire. Napoléon III décida de changer de cap. Sa lettre du 19 janvier 1857 annonçait sa volonté de libéraliser le régime, cédant, en quelque sorte, à la revendication des « libertés nécessaires » formulées par Thiers au Corps législatif dès le 11 janvier 1854 et aux sollicitations de Persigny au Sénat, le 14 février 1856, en faveur des « libertés accessoires ». Elle annonçait qu'une loi serait proposée « pour attribuer aux tribunaux correctionnels l'appréciation des délits de presse et supprimer le pouvoir discrétionnaire du gouvernement ».

Une formidable effervescence

Le projet de loi, mis au point dès mars 1856, renouait donc au régime préventif du contrôle arbitraire *a priori* par l'administration pour adopter le régime répressif du contrôle judiciaire *a posteriori*. Il rencontra l'hostilité farouche du personnel administratif de l'Empire autoritaire, en particulier de Rouher, ministre d'Etat, qui offrit sa démission, de Baroche, garde des sceaux, de l'impératrice et de la plupart des journalistes officieux à Paris ou en province. Les libéraux y virent un progrès, certes insuffisant — ils demandaient le jury — mais significatif.

Napoléon III tira la leçon des faits : il renvoya ses anciens ministres, appela Emile Ollivier au pouvoir. Celui-ci lui assura la victoire contestée du plébiscite de janvier 1870. Le 16 mai 1870, il déposait un projet de loi confiant au jury la sanction des délits de presse — qui ne put être voté car la guerre franco-prussienne éclatait en juillet.

Après le 4 septembre 1870, la République effaça les dernières traces du régime préventif : le timbre fut supprimé le 5 septembre, le cautionnement le 10 octobre. Le 12 octobre, on facilita la diffusion des journaux politiques en ballots, favorisant par là leur vente au numéro. La loi du 15 avril 1870 établit le jury, mais la loi du 6 juillet 1871 rétablit la correctionnelle et le cautionnement. Il fallut attendre le 8 février 1878 pour que le colportage soit définitivement débarrassé de la surveillance des autorités. La loi de 1881 rétablit définitivement le jury et supprima le cautionnement : les autres réformes libérales qu'elle confirma étaient depuis longtemps acquises.

PIERRE ALBERT,
Professeur à l'université de Paris-II.

* **OUVRAGES DE RÉFÉRENCE** : Louis Girard, *Napoléon III*, Fayard 1986. La contribution de Pierre Guiral au tome 2 de *l'Histoire générale de la presse française*, PUF, 1969. Voir également la thèse inédite de l'École des chartes de Philippe Vallès, *La Presse politique parisienne après la loi de 1856*.

Rendez-vous

- Dimanche 8 mai. — *Equateur* : second tour de l'élection présidentielle. RFA : élections régionales dans le Schleswig-Holstein.
- Lundi 9 mai. — *Canada* : visite de la reine Béatrix des Pays-Bas. *Bolivie* : visite de Jean-Paul II.
- Mardi 10 mai. — *Danemark* : élections générales anticipées. *Roumanie* : visite de M. Gromyko.
- Mercredi 11 mai. — *Genève* : Nouvelle rencontre entre M. Shultz et M. Chevannes (jusqu'au 12). *Autriche* : congrès extraordinaire du Parti socialiste. *Chili* : grève générale à l'appel du Commandement national des travailleurs.
- Vendredi 13 mai. — *Iran* : deuxième tour des élections législatives.
- Samedi 14 mai. — *Pérou* : visite du pape Jean-Paul II à l'occasion du Congrès eucharistique international (jusqu'au 16).
- Dimanche 15 mai. — *Afghanistan* : début du retrait des troupes soviétiques.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M.M. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Woods.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Sintes.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

TELEMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	MONDIAL	SWISS TUNISIE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1.337 F
9 mois	954 F	1.089 F	1.404 F	1.952 F
1 an	1.200 F	1.380 F	1.800 F	2.530 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENOUVER CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

8 MAI
LA NUIT PRÉSIDENTIELLE
avec **Le Monde** et **IPSOS**
ÉLECTION
36.15 LM

8 MAI
LA NUIT PRÉSIDENTIELLE
avec **Le Monde** et **IPSOS**
ÉLECTION
36.15 LEMONDE

صكزامن الأصل



rendez-vous
M. M. SIDENTIELLE
Le Monde
LUNDI
MORNING

Après la libération des otages français au Liban

La France mise en observation par ses alliés occidentaux

Pas de contrepartie mais des intérêts. A en croire une source autorisée...
Du son côté, M. Mitterrand a indiqué, vendredi, avoir contribué à parvenir à la libération des otages. « Il n'y a pas de distinction entre le gouvernement et moi dans une matière aussi sensible » que le problème des otages, a-t-il simplement dit dans un entretien à TF 1.
En tout état de cause, l'épouse de Michel Seurat, enlevé en même

temps que Jean-Paul Kauffmann et décédé en détention, s'est montrée révoltée par l'attitude des autorités françaises. D'une part, a déclaré M^{me} Mary Seurat, M. Chirac a publiquement « remercié » les « assassins » de son mari. D'autre part, elle a qualifié de « manipulation psychologique » les déclarations de Jean-Paul Kauffmann selon lesquelles Michel Seurat serait mort d'un cancer. Elle a accusé les autorités d'avoir souflié cette explication au journaliste. « Pourquoi m'a-t-on

Les conditions de détention de MM. Carton, Fontaine et Kauffmann

Humiliations, chaînes, simulacres d'exécution : trois ans de cauchemar

La volonté de lutter, la foi en Dieu, la conviction d'être libre un jour, ont permis à Jean-Paul Kauffmann, l'un des trois otages français libérés mercredi dernier à Beyrouth, de tenir le coup tout au long d'une captivité de plus de trente-cinq mois extrêmement éprouvante. « Dieu m'a protégé. Je n'ai jamais cédé, jamais vraiment désespéré. Je savais que j'allais m'en sortir. Quand je me sentais découragé, je priais et, le lendemain, quelques petits signes me permettaient de remonter la pente », a déclaré à l'AFP le journaliste, à l'hôpital parisien du Val-de-Grâce, qu'il a quitté vendredi 6 mai, de même que Marcel Carton et Marcel Fontaine.

interdit à mes enfants et qu'on nous offrait deux ou trois fois par mois, était un cadeau du ciel...
« Comme partout ailleurs, j'imagine, certains de nos geôliers étaient très humains, mais dans un contexte très dur », souligne le journaliste français. « Il y avait un Abou Hassan qui ne parlait pas un mot de français mais qui était ardent, et venant, toujours de bon humeur, ce qui n'était pas de cas de beaucoup de ses comparses, très instables, parfois pervers. La plupart n'arrivaient pas à se tenir à une position médiane. Le meilleur alternait avec le pire pour des raisons qui nous échappaient ».

maintes reprises, l'ont « momifié » avec des bandes de sparadrap et l'ont enfermé dans une sorte de cercueil bricolé sous la caisse d'un camion.
« Il leur fallait une bonne quinzaine de minutes pour fixer les bouillons. Avant de partir, nous devions jurer d'être silencieux à chaque arrêt du véhicule sous peine d'être exécutés. D'habitude, les trajets duraient peu de temps, mais cette fois-là, nous nous sommes rendus au Liban sud, et le déplacement a duré trois heures. Le chaleur de la tête était telle que j'ai eu les jambes légèrement brûlées. L'odeur de gaz et d'essence était étouffante. Ils me disaient : « Si tu continues à crier, on va te tuer. » Et je répondais : « Tuez-moi, tuez-moi, ça m'est égal. » C'est la seule fois où je me suis vraiment moqué de moi propre mort », dit-il.

« Longtemps non pratiquant, je suis aujourd'hui imbatteable sur la Bible, ajoute-t-il avec un sourire. Sa relecture avec des yeux neufs m'a permis de découvrir un ouvrage proprement révolutionnaire. Avec Genèse et le livre de Tobie, que j'ai lu entièrement vingt et une fois, la Bible a constitué un réconfort permanent ».
Pourtant, même si ses geôliers, à l'exception des deux derniers mois, lui ont régulièrement fourni des lectures plus ou moins intéressantes — il avait eu riante avoir « dévoré avec appétit » de nombreux titres de la collection à l'eau de rose « Harlequin », — la vie quotidienne, entrecoupée de nombreux « démantègements » — dix-huit au total, — fut loin d'être une sinécure.

« Tuez-moi, tuez-moi ! »
Jean-Paul Kauffmann cite le cas d'un certain Ali, dont le comportement frisait la cruauté : « Il nous laissait dans la saleté, car pour lui nous étions impurs. Il ne cessait de multiplier les humiliations, sans parler d'un simulacre d'exécution, en juin 1987, particulièrement éprouvant. Les premiers ennés, et surtout les premiers semaines, ont été les plus dures, car j'ai mis du temps à me mettre dans la peau d'un prisonnier. Le privilège de nager était brutalement plongé dans l'enfer de Dana. Ils essayaient de nous infantiliser ; ils nous déposaient de tout, y compris de notre prénom ». Le journaliste explique que ses ravisseurs leur avaient choisi à chacun un prénom : Habib, pour Marcel Carton ; Najib, pour Marcel Fontaine, et Labib pour lui-même... Il y a deux mois seulement que ses geôliers l'ont à nouveau appelé Jean-Paul.

Exception faite de la maladie atroce de Michel Seurat, l'un des pires souvenirs de Jean-Paul Kauffmann remonte au début de 1987, quand les Syriens sont entrés à Beyrouth. Pris de court, ses ravisseurs, comme ils l'avaient déjà fait à

Des explications apaisantes

Reste à savoir si les explications de MM. Raimond et Pasqua ont réussi à apaiser les inquiétudes des Occidentaux — et plus particulièrement des Américains — sur les conditions exactes de la libération des otages français. Il semblerait que Washington ait décidé de garder la France en « observation » pendant encore quelque temps. « Nous prenons note des déclarations françaises à ce propos et nous surveillons avec attention tout développement futur », a ainsi déclaré le porte-parole du département d'Etat. « Nous serons particulièrement sensibles à toute action pouvant être interprétée comme une récompense aux preneurs d'otages », a ajouté M. Redman.
Celui-ci a en outre relevé que le gouvernement français avait « publiquement remercié l'Iran » et que ce dernier pays « s'était attribué le mérite » de la libération des otages. « Ceci démontre une fois de plus que l'Iran exerce une influence substantielle sur les preneurs d'otages, et la question demeure à présent de savoir ce qui a amené le gouvernement iranien à user de son influence », a conclu M. Redman.
Ministres français, proches de M. Chirac et membres de l'équipe Marchiani se sont pour leur part relayés vendredi pour démentir avec

LIBAN

Combats meurtriers entre miliciens chiites dans la banlieue sud de Beyrouth

De très violents combats opposaient, le samedi 7 mai, et pour la deuxième journée consécutive, les deux milices chiites Amal et Hezbollah (intégréistes pro-iraniens). Depuis environ cinq heures, le bruit de la canonnade était entendu dans les différents quartiers de Beyrouth-Ouest, et les secouristes ont affirmé ne pas pouvoir évacuer les blessés en raison des tirs.

réglé « par le dialogue » le conflit Amal-Hezbollah, ne se sont pas même réunis. Ce n'est qu'en fin de soirée qu'un bref cessez-le-feu a été obtenu, après une réunion à l'ambassade d'Iran entre les délégués d'Amal ainsi que ceux du Hezbollah et l'ambassadeur d'Iran à Beyrouth.

Polémique autour de la bataille de Mالدون

BEYROUTH de notre envoyée spéciale

La très vive tension qui régnait depuis trois mois entre les deux mouvements qui se disputent le contrôle de la communauté chiite a dégénéré. C'est la première fois que des affrontements de cette ampleur — selon un bilan provisoire, il y a déjà seize morts et des dizaines de blessés — opposent aux forces de Beyrouth-Ouest, où est déployée l'armée syrienne, les miliciens des deux mouvements. Les troupes de Damas, qui contrôlent tous les accès à la banlieue sud, n'y ont jamais pénétré.
Amal et le Hezbollah se sont rejoints la responsabilité du début des combats. Ils ont commencé à l'aube de vendredi, après qu'un incident, qualifié tout d'abord d'« individu », eut fait quatre morts, trois miliciens d'Amal et un du Hezbollah. Immédiatement, les partisans des deux bords se sont déployés dans toute la banlieue sud et ont dressé des barrières avant de s'affronter à l'arme automatique, au lance-roquettes puis bientôt au canon et, enfin, au mortier. Les deux milices comptent chacune environ cinq mille hommes dans cette banlieue surprise où vivent, dans des conditions précaires, quelque trois cent mille chiites.

Cette flambée de violence est intervenue au lendemain de la vive polémique qui oppose le Hezbollah à Amal au sujet de la bataille de Mالدون, petit village chiite de la Bekaa-Ouest, occupé, après de sanglants affrontements, par l'armée israélienne qui l'a rasé maison par maison mercredi et jeudi. Le Hezbollah et Amal se disputent la paternité de cette bataille, dans laquelle le mouvement intégriste a perdu quinze hommes.

Dans un discours à Bealbek, au cours de l'enterrement de douze d'entre eux, le cheikh Ibrahim Al Amine, porte-parole du Hezbollah, a mis en cause le mouvement Amal, sans toutefois le nommer, en déclarant que seuls les intégristes avaient défendu Mالدون, « théâtre de guerre et non de suite ». Il a toutefois affirmé, alors que les affrontements se déroulaient déjà dans la banlieue sud : « Nous ne voulons pas nous perdre dans les méandres des conflits et des complots internes, et nous ne voulons pas porter les armes contre quiconque à l'intérieur du Liban ».

Il ne fait pas de doute que la résistance du Hezbollah contre l'armée israélienne, qui a perdu trois hommes, dont un officier, à Mالدون, base de la résistance islamique, a donné une brusque impulsion au mouvement intégriste, encore sous le coup de sa défaite dans le sud du Liban.

La bataille engagée dans la banlieue sud de Beyrouth revêt une importance d'autant plus grande que celle-ci constitue le principal fief du Hezbollah dans la capitale libanaise où il est en liaison directe avec l'ambassade d'Iran, que le sort de otages occidentaux encore détenus par les pro-iraniens peut être mis en cause et que, enfin, l'armée syrienne campe à toutes les entrées de la banlieue.

FRANÇOISE CHIPPAUX.

ISRAËL

Washington proteste contre l'expulsion d'un Palestinien de citoyenneté américaine

M. Moubarak Awad, militant palestinien de la non-violence dans les territoires occupés, a œuvré « contre l'existence même de l'Etat d'Israël de concert avec les organisations terroristes palestiniennes », a indiqué, le vendredi 6 mai, un

communiqué officiel de la présidence du conseil israélien, il est dit notamment que M. Awad se trouve « en situation illégale depuis le 22 novembre 1987 », son visa de séjour en Israël ayant expiré à cette date et les autorités israéliennes ayant refusé, depuis, de le lui renouveler.
Les Etats-Unis se sont élevés contre cette mesure. « Nous avons protesté contre cet ordre d'expulsion aux niveaux les plus élevés du gouvernement israélien », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman. Il a fait valoir que M. Awad ne devrait pas être forcé de partir sans avoir eu droit à être entendu par la justice. M. Redman a noté que M. Awad est un citoyen américain né à Jérusalem « qui prône la non-violence et la réconciliation entre Palestiniens et Israéliens ».

Il a rappelé l'opposition du gouvernement américain aux mesures d'expulsion, estimant qu'elles ne font qu'« approfondir le ressentiment » entre les deux communautés.
Le porte-parole a toutefois évité de se prononcer sur le bien-fondé des accusations portées contre M. Awad, précisant que, « si le gouvernement israélien pense que M. Awad s'est livré à des activités illégales », ce dernier devrait néanmoins être soumis à un processus judiciaire « complet et public pour pouvoir se défendre ». — (AFP).

Deux questions sur ce sujet : faut-il bannir des scènes françaises de musé-hall un Sud-Africain du cru comme Johnny Clegg, qui popularise mieux que personne la lutte anti-apartheid sans porter le drapeau de quiconque ? Et fallait-il interdire à Pierre-André Albertini de se rendre au Ciskei pour écouter, lutter et enfin lancer un utile pavé dans une vitrine de l'apartheid ?
PATRICE CLAUDE.
* Un Français en apartheid, de Pierre-André Albertini, Gallimard, collection « Au vir du sujet », 85 F.

● ALGERIE : la profanation de la synagogue, « acte crapuleux », selon les autorités. — Huit adolescents, âgés de quatorze et quinze ans, ont été arrêtés après la profanation de la synagogue d'Alger le 7 mai.
« L'arrestation de police indique que le vol a été le seul mobile de cet acte. Plusieurs objets dérobés ont été récupérés chez un reculeur » et les autorités algériennes condamnant cet acte crapuleux », écrit l'agence Algérie Presse Service, le vendredi 6 mai. — (AFP).

Afrique

« Un Français en apartheid », de Pierre-André Albertini

Le voyageur engagé

En octobre 1986, un jeune coopérant français de vingt-six ans est arrêté par la police du Ciskei, un bantoustan sud-africain pseudo-indépendant. Libéré un an plus tard à la suite d'un mouvement d'opinion en France et dans le cadre d'un échange de prisonniers à l'initiative de Paris, décrit par l'Angola et l'Afrique du Sud, Pierre-André Albertini livre aujourd'hui son témoignage. Attention ! prévient-il modestement dans la préface, « je ne suis pas le héros de ces pages [...], je ne suis qu'un témoin ». L'auteur ne précise pas qu'il est « engagé », mais les premières lignes de son ouvrage ne laissent aucun doute à cet égard.
Pour le Congrès national africain, l'ANC, qui est interdit en Afrique du Sud et qui constitue le principal mouvement armé contre l'apartheid, Pierre-André Albertini revendique haut et fort avoir « servi de courrier, transmis des messages et transporté des armes ». C'est pour cela qu'il fut arrêté, mis au secret et torturé — chambre à air sur la bouche — par la police du bantoustan. Et c'est pour avoir refusé de témoigner contre ses amis noirs arrêtés en même temps que lui — et, eux, lourdement frappés — qu'il fut condamné à quatre années de prison.
Fils de militants communistes, pigiste à Révolution, P.-A. Albertini

la propagande gouvernementale de Pretoria. Ce sont des hommes de chair et de pensée qui ne sont peut-être pas aussi angéliques que leur compagnon blanc veut le croire, mais qui se battent pour survivre dans un environnement sans pitié.
« L'Afrique du Sud est en guerre », affirme l'auteur, ce qui est vrai si l'on considère que la guerre sévit partout où des hommes affrontent la répression pour acquiescer leur dignité, et faux au sens littéral du terme. En réalité, c'est l'un des drames de l'ANC, après soixante-dix ans d'existence et plus de vingt années de lutte armée, personne ne peut même prétendre que le pays est en situation pré-insurrectionnelle généralisée. Au total, le problème sud-africain est trop complexe pour tenir dans les deux cent cinquante pages signées par un généreux et passionné coopérant français dont l'analyse exhaustive n'était d'ailleurs pas l'ambition.

Pour le boycottage total

La question sud-africaine ne se résume en aucun cas à une lutte entre des « bons Noirs » et des « méchants Blancs ». P.-A. Albertini affirme en substance la même chose dans sa préface. Pourtant, sauf le respect dû à celui qui a ris-

qué sa vie et sa liberté pour aider une cause juste d'une manière jugée par lui appropriée, on se serait bien passé des clichés par trop simplistes du genre « Les Blancs sont mal habillés, aucun style, aucune tenue, aucune classe », alors que les Noirs, eux, « même les plus démunis, sont élégants ».
L'ouvrage est ainsi émaillé de petites connotations anti-Boers qui contredisent le credo de l'ANC selon lequel « l'ennemi n'a pas de couleur ». Il ne faudrait pas qu'emporté par sa passion et sa haine des Boers, ces « paysans » responsables de tous les maux sud-africains selon Albertini, il désigne la nation africain tout entière à la vindicte de ses lecteurs. Ces anglophones, qui représentent environ 35 % des Blancs sud-africains, et contre qui l'auteur s'abstient, en revanche, de toute critique, ne sont pas seulement, comme il dit, « les otages de l'apartheid », ils en sont aussi, économiquement, les principaux bénéficiaires.
Dernière réserve sur le contenu politique de l'ouvrage : Albertini avoue ne pas comprendre comment un gouvernement socialiste a pu, en 1981, conclure un accord de coopération culturelle avec « le régime fasciste et raciste » de Pretoria. Lui milite pour un boycottage total et complet des échanges culturels avec

BIBLIOGRAPHIE

« Un Français en apartheid », de Pierre-André Albertini, Gallimard, collection « Au vir du sujet », 85 F.

Europe

DANEMARK : les élections législatives anticipées du 10 mai

Le gouvernement de M. Schlüter fait de la fidélité à l'OTAN l'enjeu central du scrutin

Pour la seconde fois en huit mois, les Danois vont se rendre aux urnes. Le 10 mai, ils éliront cent soixante-dix-neuf députés à l'Assemblée nationale - le Folketing. Douze partis, contre seize l'année dernière, présentent des listes, et l'issue du scrutin est, comme d'habitude dans ce pays où l'instabilité est chronique, particulièrement incertaine.

Le chef du gouvernement minoritaire de centre-droit, M. Poul Schlüter, avait décidé le 19 avril de dissoudre la Chambre, cinq jours après le vote par l'opposition de gauche et les radicaux d'une résolution de nature, selon le premier ministre, à « isoler le Danemark au sein de l'OTAN ». Aux termes de ce texte, le gouvernement doit adresser aux capitaines des navires de

guerre alliés, américains et britanniques, nommant dans les ports danois une lettre rappelant que « le Danemark n'accepte pas le passage dans ses eaux territoriales de bâtiments équipés de missiles nucléaires ». Cette résolution avait aussitôt provoqué de vives réactions tant à Londres et à Washington qu'au quartier général de l'Alliance atlantique à Bruxelles.

COPENHAGUE

C'est pratiquement la première fois depuis le début de siècle qu'une campagne électorale au Danemark porte sur des questions de politique étrangère, de défense et de sécurité. Habituellement, ce sont les problèmes économiques, les querelles sur les impôts les plus lourds d'Europe et les réformes sociales qui dominent le débat politique. A l'évidence, la discussion autour de cette fameuse résolution durcissant la politique antinucléaire danoise ne passionne pas les électeurs.

Huit mois après les dernières législatives, les partis ne se sont pas lancés dans une nouvelle et coûteuse opération d'affichage, au demeurant toujours discrète ici. Dans certains milieux politiques, on se demande si ces élections s'imposent vraiment. Néanmoins, deux partis peuvent en tirer profit à gauche, les socialistes du peuple, qui ne cessent de grignoter des voix à un Parti social-démocrate divisé et en déclin depuis dix ans à l'extrême droite, les « progressistes », qui veulent expulser manu militari du Danemark « tous les musulmans et les réfugiés de complaisance ». Le royaume ne doit pas devenir « un nouveau Liban » ou quelque « bureau d'assistance et d'aide sociale » pour le monde entier. Ce discours populiste à son huit, accompagné d'une déclaration de guerre contre le fisc, « paye » aussi au Danemark, et le Parti du progrès devrait, selon les sondages, réaliser un score supérieur aux 4,8 % des suffrages de septembre 1987.

Le « tréfle à quatre feuilles », autrement dit le gouvernement quadripartite de centre-droit minoritaire

de M. Poul Schlüter, veut faire de ce scrutin une sorte de référendum sur l'OTAN et la « pleine appartenance à l'Alliance atlantique ». En fait, il estime que la « résolution » de 14 avril a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. C'était en effet la vingt-troisième fois depuis son arrivée au pouvoir à l'automne 1982 que la coalition était mise en minorité au Parlement sur des questions de politique étrangère par une opposition de gauche majoritaire contestant systématiquement la stratégie de l'OTAN, le déploiement des croiseurs, les dépenses d'infrastructure, etc. A vingt-deux reprises, M. Schlüter, estimant qu'il s'agissait de manœuvres tactiques de la part de sociaux-démocrates prêts à tout pour revenir aux affaires, a refusé de démissionner. Mais le mois dernier - les limites du supportable étaient dépassées -, et cette lettre, rappelant la politique antinucléaire danoise, qui devait être remise aux capitaines des navires de guerre alliés, mettait en péril à ses yeux la position de son pays au sein de l'OTAN. L'alliance atlantique a toujours en pour principe de ne fournir aucune information sur le type d'armement - nucléaire ou conventionnel - qui équipe ses navires.

mobile », voient mal comment ils pourraient à l'avenir effectuer des exercices dans les détroits et le Skagerrak. Les Norvégiens commencent à s'inquiéter pour la défense du sud de leur pays, de même que les Allemands pour le nord et l'est de leur territoire. Du côté américain, les Scandinaaves ont des divisions au sein de l'alliance ne peuvent que faire le jeu des Soviétiques. Le fait que les députés danois richement à augmenter substantiellement les crédits militaires, comme le souhaite le gouvernement afin de moderniser les matériels, ne fait qu'ajouter à la confusion actuelle.

Le Danemark est un pays profondément pacifiste, où l'on a longtemps considéré un peu naïvement que « la meilleure défense est une société homogène et harmonieuse ». Plus de 60 % de ses habitants sont catholiques, et l'OTAN, mais selon le premier ministre conservateur et ses partenaires du « tréfle à quatre feuilles » (libéraux, centristes démocrates, chrétiens populistes), cette appartenance doit être « à part entière » et non « symbolique ». En d'autres termes, les Scandinaaves doivent respecter leurs engagements et ne pas seulement profiter des avantages de l'OTAN. « Bien sûr », déclare le ministre des affaires étrangères, M. Ellemann-Jensen, nous sommes pour la paix et le désarmement, mais un petit pays comme le nôtre ne peut prendre d'initiatives unilatérales. Ces initiatives pour le désarmement nucléaire, auquel nous sommes attachés, doivent être décidées en concertation avec nos alliés. Seuls, nous ne sommes pas crédibles. » Comme le dit un sociologue de l'extrême droite, « les petits pays qui n'ont pas de poids économique ou politique n'ont plus qu'un terrain pour se faire remarquer : celui de la morale et des principes généraux ».

A gauche, les sociaux-démocrates, qui ne prévoient sans doute pas les dégâts que causerait leur résolution « anodin », accusent le gouvernement de faire « un big show de petits détails » et d'appeler à son secours Margaret Thatcher et Ronald Reagan. Sur leurs affiches, on peut lire : « Ce ne sont pas eux qui décident pour vous. Le Danemark décide lui-même ! » Selon le leader du PSD, M. Svend Auken, il s'agit « simplement » de rappeler aux alliés une politique appliquée depuis trente ans. Incontestablement, le parti fait sur ce point marche arrière à l'approche du scrutin et veut éviter « une crise dans les relations avec l'OTAN ». En fait, M. Auken était personnellement favorable à un compromis avec le gouvernement, mais il a été débordé par l'aile gauche de son parti commandé par l'ancien premier ministre, M. Anker Jørgensen.

Dans cette campagne, les sociaux-démocrates préfèrent parler des « vrais problèmes cruciaux qui préoccupent les Danois », à savoir la dégradation de la situation économique et le chômage, qui est de l'ordre de 8 %.

Quel gouvernement ?

Le thème de la « pleine appartenance à l'OTAN » doit normalement favoriser les quatre partis de la coalition, tandis que le « non aux armements nucléaires », une question en quelque sorte subsidiaire, et l'emploi avantageant les formations de gauche. Au soir des élections de mardi prochain, la situation parlementaire danoise risque d'être encore plus confuse que dans l'Assemblée sortante. Le « tréfle à quatre feuilles », au pouvoir depuis plus de cinq ans et qui ne contrôle que 70 des 179 sièges du Folketing, paraît en effet un peu fatigué. L'entente laisse à désirer entre conservateurs, libéraux, centristes démocrates et chrétiens populistes. Des divergences de plus en plus nettes se font sentir sur l'orientation de la politique économique, la politique agricole et l'aide au tiers-monde. Par ailleurs, les chrétiens populistes ne sont pas sûrs d'obtenir le 10 mai les 2 % de voix nécessaires pour siéger au Parlement.

L'incertitude plane également à gauche, où les socialistes du peuple, forts de leurs 14,6 % de voix aux élections de septembre dernier, rêvent de former une coalition « rouge » avec les sociaux-démocrates. Ils multiplient les avances et les concessions, en acceptant par exemple du bout des lèvres l'OTAN et le statut commun qu'ils rejettent catégoriquement voici quelques années. Les sociaux-démocrates demeurent très prudents et choisiraient sans doute, en cas de victoire, de constituer un cabinet minoritaire homogène.

Une fois de plus, il est probable que le Parti radical (16,2 % des voix en 1987) jouera un rôle-clé entre les deux blocs de force sensiblement égale, au lendemain de la consultation. Champion du pacifisme, de la coopération internationale et du compromis sur la politique étrangère, ce parti désire que son leader, M. Niels Helveg Petersen, conduise les négociations sur la formation du futur gouvernement, qui pourraient cette fois être longues...

Elections superflues ? Beaucoup le pensent à Copenhague. Durant la campagne, on a parlé de l'OTAN, de la politique antinucléaire danoise, des armements atomiques britanniques et américains, de M^{rs} Thatcher et de Ronald Reagan, qui veulent « imposer leur loi aux Danois ». Pas un mot en revanche des navires soviétiques porteurs d'armes nucléaires qui naviguent dans les eaux internationales au large des côtes danoises...

ALAIN DEBOVE.

(Publicité)

JOBERT : « LA FRANCE DANS LA NASSE »

Le chef de la diplomatie notre compatriote observateur, consciencieux et érudit de calcul ou de tact à l'impasse, dans le monde arabe.

Dans le numéro de mai d'ARABIES en kiosques et en librairies 78, rue Jouffroy, 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14.

Diplomatie

Le retour de M^{me} Prieur en France Le Quai d'Orsay invoque également de « graves raisons familiales »

Le capitaine Dominique Prieur a été accueilli, dans la nuit du vendredi 6 mai au samedi 7 mai, à l'aéroport militaire de Villacoublay, par le ministre de la défense, M. André Girard. Un petit groupe de journalistes et de photographes présents était tenu à distance par les services de sécurité. M^{me} Prieur, qui est âgée de trente-huit ans, portait, malgré l'obscurité, les lunettes noires, apparemment pour camoufler son visage. Elle était accompagnée de son époux, le commandant Joël Prieur.

Vendredi, en fin d'après-midi, un porte-parole du Quai d'Orsay avait déclaré que M^{me} Prieur était accueilli, et que son retour revêtait « un caractère d'urgence particulière pour des raisons familiales graves ». « Le gouvernement néo-zélandais », a-t-il précisé, « a été immédiatement informé en même temps qu'il était invité, en application de l'accord franco-néo-zélandais du 9 juillet 1986, à procéder à une expertise médicale. » « La base médicale de Hao ne disposant pas de facilités appropriées, le rapatriement vers la métropole de Dominique Prieur a été décidé », a-t-il ajouté.

« Donner une réaction », a-t-il déclaré à l'AFP.

Après avoir déclaré que ce transfert s'était effectué sans le consentement de son gouvernement - donc, apparemment, contrairement à l'accord franco-néo-zélandais - le premier ministre de Wellington a décidé, depuis, d'attendre l'issue du scrutin présidentiel de dimanche pour faire d'autres déclarations sur cette affaire. Dans la capitale néo-zélandaise, on estime qu'il rejettera alors les explications françaises. Jeudi, en annonçant le retour en métropole de M^{me} Prieur, M. David Lange avait contesté qu'un état de grossesse pouvait justifier un transfert. « L'accord ne dit rien de tel. Il est précis et ne prévoit pas cela. Depuis des temps immémoriaux, les gens du Pacifique ont des bébés sans aller en France. L'accord stipule que les agents - Je cite - n'auront sous aucun prétexte le droit de quitter l'atoll [de Hao] sauf accord mutuel entre les deux gouvernements ».

Entre-temps, cette affaire ainsi que les circonstances de la libération des trois otages au Liban et la tragédie de Nouvelle-Calédonie sont l'objet de graves critiques outre-Manche. « Honte à Chirac », titre, samedi, le Times de Londres, en commentant : « La politique française est devenue un horrible mélange d'arrogance brutale à l'égard des Néo-Zélandais, les militants de Greenpeace, les Néo-Calédoniens, et les Canaques de Nouvelle-Calédonie - et de servilité à l'égard d'un Etat qui semble avoir aujourd'hui emprise sur la France. Et tout cela pour servir de petits intérêts politiques, au détriment de ceux du pays et du monde libre. » « Il ne s'agit pas de patriotisme mais de vulgaire opportunisme, indigne d'une grande nation », estime le quotidien conservateur.

Le Daily Telegraph parle, pour sa part, de « cynisme » et d'« impudence » en ajoutant : « La conduite française est déplorable (...) mais il est bien évident que la moitié n'a jamais eu la moindre part dans la diplomatie française. » Le Financial Times, qui à l'instar du Telegraph, donne M. François Mitterrand « grand favori », estime que la campagne électorale a pris, au cours des derniers jours, le ton d'une « mauvaise farce ». Au-delà « des questions restées en suspens » dans les affaires des otages du Liban et de la Nouvelle-Calédonie, les deux événements « posent de sérieux problèmes de principes politiques », ajoute le quotidien des milieux d'affaires. « Et pour couronner le tout », M. Chirac ordonne le rapatriement de M^{me} Prieur « au mépris de la sentence prononcée contre elle », conclut-il.

Enfin, l'organisation Greenpeace a fermement condamné le départ de M^{me} Prieur, exprimant sa « colère contre l'arrogance de l'action française ».

Vendredi soir, M. Louis Maire, le père de M^{me} Prieur, lui-même hospitalisé, a déclaré, dans un entretien téléphonique diffusé par RMC, que le retour de sa fille constituait une surprise « absolue ». « Je suis très malade, ce qui me fera plaisir, c'est de la revoir avant de mourir », a-t-il dit. Il a néanmoins affirmé sa surprise en ajoutant : « Elle disait qu'elle n'en avait plus que pour dix-sept ou seize mois » dans sa dernière lettre.

De son côté, M. Jacques Chirac a déclaré, vendredi à Agen (voir par ailleurs l'article de Patrick Jarreau), que le retour de l'agent de renseignement français était « conforme aux accords franco-néo-zélandais ». « M^{me} Prieur est actuellement enceinte et l'accord prévoyait que, dans cette circonstance, elle devait être rapatriée à Paris. Moi, je respecte ma signature. Son état a été officiellement constaté par la faculté, j'ai pris la décision de la ramener à Paris », a-t-il dit en regardant un vif hommage au capitaine Prieur ainsi qu'au commandant Mafart, ramené en métropole en décembre également pour raisons de santé.

Entre-temps, le représentant de la France à l'ONU, M. Pierre-Louis Blanc, a informé le secrétaire général de l'Organisation internationale du Travail, M. Perez de Cuellar, des raisons du retour en métropole de M^{me} Prieur. L'ONU avait facilité, en 1986, le règlement du contentieux franco-néo-zélandais en offrant son arbitrage. M. Perez de Cuellar a refusé de donner suite à la demande de M. Blanc, mais a tenu à saluer le capitaine Prieur. « Je n'ai pas encore eu le temps d'étudier cette affaire et il est encore trop tôt pour

ment manifesté à plusieurs reprises pour protester contre le manque de moyens des universités et des écoles techniques.

Par ailleurs, M. Tritsis s'était fait remarquer en 1987 en faisant voter une loi sur l'expropriation des biens de l'Eglise orthodoxe, lui valant les foudres des autorités religieuses. Après plusieurs mois de conflits, le gouvernement et l'Eglise sont parvenus à un compromis au début de l'année. - (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Deux photographes soviétiques tués

Alexander Sekretariov et Sergueï Sevovitch, photographes aux Izvestia, ont été tués à la suite d'une ambuscade tendue par la résistance le mercredi 4 mai, à un convoi militaire à proximité du tunnel de Salang, sur la route reliant Kaboul à la frontière soviétique.

D'autre part, le département d'Etat américain a indiqué, vendredi, qu'un gouvernement provisoire formé par la résistance, pour faire pièce à celui de Kaboul, devrait répondre à certains critères, dont le contrôle d'une partie du territoire afghan, pour être reconnu par Washington.

Enfin, avant de quitter New-Delhi, où il a effectué une visite officielle de trois jours, le président Najibullah a confirmé qu'il refusait de prendre une mesure de grâce en faveur du Francis Alain Guillo et de l'italien Feusto Blasiano, deux journalistes en prison à Kaboul pour « actes d'espionnage et de subversion ». - (AFP.)

URSS

M. Gorbatchev souhaite qu'une « nouvelle page » s'ouvre dans les relations avec le Japon

Moscou. - M. Mikhaïl Gorbatchev a souhaité, le vendredi 6 mai, qu'une « nouvelle page » s'ouvre dans les relations entre l'URSS et le Japon. « Il est grand temps de tourner, enfin, une nouvelle page », a-t-il déclaré lors d'une rencontre avec le chef du Parti socialiste japonais, M^{rs} Takako Doi, selon l'agence officielle soviétique Tass. L'approche soviétique des relations bilatérales est guidée par « les réalités de l'après-guerre », a ajouté le numéro un soviétique, faisant apparemment allusion aux îles Kouriles du Nord, rattachées à l'URSS en 1945 et dont le Japon réclame la restitution.

Cette question est la principale entrave à l'amélioration des relations bilatérales. L'Union soviétique refuse d'aborder le problème, affirmant que le Japon a renoncé à sa demande de restitution de l'archipel en signant un traité de paix en 1951. M. Gorbatchev a estimé « anormal » l'état actuel des relations soviéto-japonaises alors que des progrès sont réalisés dans les relations de l'Union soviétique avec l'Europe occidentale, l'Amérique latine et même, en dépit de grandes difficultés, avec les Etats-Unis.

Grèce

Démission du ministre de l'éducation et des cultes

Le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou, a accepté la démission, le vendredi 6 mai, du ministre de l'éducation et des cultes, M. Antonis Tritsis. Le départ d'un des chefs de file du PASOK (Parti socialiste au pouvoir) intervient alors que les enseignants du secondaire ont décidé une grève illimitée à partir du 23 mai, lorsque débiteront les examens de fin d'année. Ils se sont déjà mis plusieurs fois en grève depuis le mois de janvier pour réclamer des hausses substantielles de salaire et la modernisation du système d'éducation. A la fin de l'année dernière, les étudiants avaient égale-

POLOGNE

Les autorités envisagent des mesures d'exception pour mettre fin aux grèves

Selon un projet de loi qui lui confère des pouvoirs « extraordinaires » et qui doit être présenté à la Diète le 11 mai, le gouvernement polonais pourra interdire « toute grève et toute forme de protestation » et condamner les organisateurs à un an d'emprisonnement. Ce projet a été discuté, le vendredi 6 mai, au cours d'une réunion du conseil économique et social de la Diète, présidé par M. Mieczyslaw Rakowski. Ces pouvoirs exceptionnels seraient également accordés au gouvernement jusqu'à la fin de l'année pour mettre en œuvre les réformes « qui sont à l'origine des

troubles sociaux ». Ils permettront au pouvoir de contourner les réglementations bureaucratiques existantes afin de « geler les prix et les salaires, créer de nouveaux impôts, procéder à des licenciements, accélérer les procédures de mise en faillite pour les entreprises déficitaires, renvoyer des dirigeants d'entreprise et ordonner des changements dans les structures de gestion ».

Les ouvriers des chantiers navals Lénine à Gdansk ont entamé, le samedi 7 mai, leur sixième jour de grève et d'occupation des usines, autour de Lech Walesa, le leader de

Solidarité. Le complexe industriel était toujours encerclé par un important dispositif policier. Le nombre des ouvriers, qui étaient trois mille au début du mouvement, a sensiblement diminué au fil des jours. Ils ne sont plus à présent que mille cinq cents. Un grand parti d'extrême droite, peut-être effrayé par les rumeurs d'une offensive « toujours imminente » des forces de l'ordre, ont préféré rentrer discrètement chez eux. Mais, selon Solidarité, dix des douze mille employés des chantiers sont prêts à se mobiliser « en cas d'urgence ».

Aux aciéries de Nowa-Huta, la situation est beaucoup plus confuse. Les autorités indiquent que les activités n'ont que « partiellement » repris en dépit de la brutale intervention, jeudi, des forces de l'ordre. Plusieurs ouvriers ont été déferés, vendredi, devant des tribunaux de simple police. Les premières condamnations rendues publiques témoignent d'une grande sévérité : entre deux semaines et un mois de prison ferme ou 80 000 zlotys d'amende, soit l'équivalent d'environ deux mois de salaire en Pologne.

M. Bogdan Lis, membre de la direction nationale de Solidarité, a été condamné, vendredi, à Gdansk, à trois mois d'emprisonnement pour « incitation à la grève ». Les responsables du syndicat dissous pour la région de Varsovie ont appelé, le 6 mai, tous les ouvriers des entreprises de la province à entreprendre des « actions de protestation » pour soutenir les grévistes de Gdansk et Nowa-Huta. L'agitation continue à se développer par ailleurs dans le milieu étudiant à Gdansk, Cracovie, Lublin, Varsovie et Wrocław.

De son côté, l'épiscopat polonais a officiellement annoncé, vendredi, l'échec des deux missions de médiation qui s'étaient rendues, sous son patronage, à Nowa-Huta et à Gdansk pour tenter de trouver une solution aux conflits.

A Londres, le Foreign Office a appelé le gouvernement polonais à recourir « à la persuasion et au dialogue plutôt qu'à la coercition et à la répression » dans la situation actuelle. En France, les confédérations CFTD, CFTC, CGC, FO et FEN protestent dans un texte commun qui a été remis, le 6 mai, à l'ambassade de Pologne à Paris « contre l'attitude du pouvoir polonais qui essaye, par une répression brutale, d'écraser les grèves » et soulignent que celui-ci « entame des négociations avec les comités de grève ». - (AFP, Reuters.)

ESPAGNE

Les dirigeants socialistes en proie à la calomnie

Ces derniers sont accusés d'avoir bénéficié des faveurs de l'administration dans des opérations immobilières, notamment en Andalousie. Derrière ces critiques ponctuelles se dessine, dans certains organes de presse, une campagne plus insidieuse, présentant l'ensemble des responsables politiques comme des professionnels de la comédie, et le Parlement comme une simple source de dépenses excessives grevant le contribuable.

« Nous faisons face à une véritable tourmente antidémocratique », affirmait, il y a quelques jours, M. Alfonso Guerra, vice-premier ministre. Si l'expression a été jugée exagérée, elle n'en reflète pas moins l'inquiétude réelle du gouvernement. Certains de ses membres soulignent en privé que la faiblesse électorale de l'opposition est en train de provoquer un pourrissement du débat politique national. Face à l'hégémonie du Parti socialiste, la critique à l'égard du pouvoir tend à se concentrer de plus en plus dans les colonnes de la presse, féroce et hostile dans sa grande majorité au gouvernement, plutôt qu'à la tribune du Parlement, ce qui rend la réplique difficile, d'autant que la lenteur traditionnelle de la justice espagnole rend illusoire le voie du recours en diffamation. Vainqueurs indécis dans le combat électoral, les socialistes espagnols semblent avoir perdu tragiquement la bataille des moyens de communication.

Thierry Malinik.

MADRID

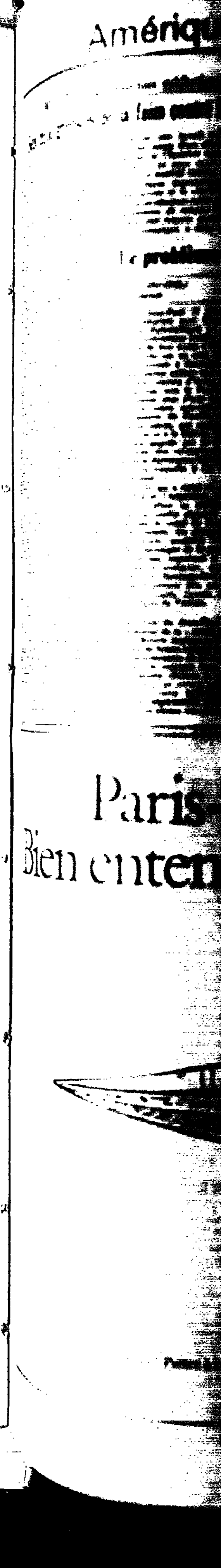
de notre correspondant

Une campagne est en cours visant à « saper la confiance des citoyens dans leurs responsables politiques » et, par là même, à « affaiblir la crédibilité du système démocratique ». Depuis plusieurs semaines déjà, certains dirigeants socialistes se laissent entendre. Cette fois, c'est le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez lui-même, qui l'a franchement affirmé lors d'une conférence de presse, donnée le vendredi 6 mai au palais de la Moncloa à Madrid.

M. Gonzalez a dénoncé les « coïncidences dans les attaques sur l'honorabilité » des hommes politiques aujourd'hui au pouvoir. Habituellement très réservé dans ses déclarations, il n'a cette fois pas mâché ses mots : « Certains identifient aujourd'hui classe politique et vénalité, et le font depuis des positions liées au passé le plus sombre de l'Espagne. Ce qui leur déplaît, c'est que les socialistes aient obtenu deux fois de suite la majorité absolue. Cela déplaît à ceux qui étaient habitués à penser que le pouvoir constituait un droit naturel de la classe ou du petit groupe auquel il appartenait. »

Qu'est-ce qui a motivé de la sorte l'ire gouvernementale ? Diverses attaques, toujours très étiées, lancées ces dernières semaines par plusieurs journaux et reprises ensuite par l'opposition, mettant en cause certains proches de M. Gonzalez.

Thierry Malinik.



صكزامن الأصل

Politique

La campagne de M. François Mitterrand

« La République demain, la République toujours »

PORTET-SUR-GARONNE (Haute-Garonne) de notre envoyé spécial

M. François Mitterrand n'a pas vraiment apprécié que les partisans de M. Jacques Chirac tentent de se poser — face à lui qui en serait le fossoyeur — comme les défenseurs éphémères de la République. En organisant un rassemblement de défense de la République à Paris, en développant ce thème, ils lui ont, en quelque sorte, fourni l'essentiel de la trame du dernier grand discours électoral de sa carrière politique.

M. Mitterrand a donc prononcé un discours aux accents très républicains, commencé sur un ton badin et ironique pour mieux introduire, comme à l'accoutumée, les accents lyriques de la suite.

Ironie d'abord pour évoquer la manifestation paritaire : « Encore, dit l'orateur, les passions politiques brûissent-elles de la place de la Concorde, où l'on prétend sauver la République, mais je ne sais pas laquelle, contre le président élu par les Français ! Seulement voilà, cela prouve d'abord qu'ils ne sont pas tranquilles sur les résultats de dimanche ! Ensuite, c'est supposer que le peuple français, dans sa majorité, serait disposé à se laisser faire ! Et cela laisserait penser que moi-même je serais disposé à me laisser faire ! Eh bien ! Je dis en souriant — parce qu'il y a dans tout cela beaucoup de bruit pour rien — que je compte bien qu'à partir du moment où la France se sera prononcée nous allons nous mettre au travail en laissant sur le bord de la route un certain nombre d'hommes et de femmes qui ne se sont pas encore remis de leur agitation chronique ! »

Lyrisme ensuite pour évoquer, sous la vague d'applaudissements qui enfle à mesure, « la République.

M. François Mitterrand a tenu, le vendredi 6 mai, à Portet-sur-Garonne, près de Toulouse, le dernier meeting de sa dernière campagne présidentielle. Devant environ cinquante mille personnes, il s'est attaché à dénier aux chiraquiens le monopole de la République, tout en adressant un hommage appuyé à M. Lionel Jospin et une sorte d'adieu aux nombreux dirigeants socialistes présents, dont M. Michel Rocard, qu'il a également félicités. La chanteuse Barbara, qui avait interprété, lors du premier meeting à Rennes, le 8 avril, sa chanson *Regarde*, composée après le 10 mai 1981, l'a également chantée, cette fois en duo avec Jacques Higelin, pour cette tombée de rideau.

demain, demain, la République, encore, la République, toujours plus », pour rappeler « l'histoire que nous portons aujourd'hui et que j'entends porter plus loin », pour dire qu'il a « vécu avec au fond de [lui] l'image de ces foules montantes, de ces foules souffrantes (...), de ces foules abandonnées qui, depuis le début de l'ère industrielle, avaient fini par croire que seul le désespoir serait leur lot, pour eux et pour leurs enfants... »

La République que définit M. Mitterrand pour demain devrait se fonder sur un projet : « Liberté (...), égalité des chances (...), respect des autres. » A travers cette devise actualisée, le président-candidat peut brasser tous les thèmes qui lui tiennent à cœur : la décentralisation, parce qu'« en France il y a autant de républiques qu'il y a de façon d'être », la cohésion sociale, la nécessité du « partage », la Nouvelle-Calédonie (voir pour ailleurs), parce que c'est l'éducation qui ancre en l'homme « le désir [...] acharné [...] du respect de l'autre, aussi indispensable là-bas qu'ici ». Mais aussi la nécessité d'introduire la « beauté » dans la vie de tous les jours, de penser à la vie quotidienne des gens parce que l'extrême droite se nourrit des « désordres intimes d'une société sans équilibre ». « La France, c'est quand même d'abord les Français ! », lance M. Mitterrand.

Accusé d'être un mauvais républicain, un homme du passé, un diviseur des Français, le président-candidat, l'air de rien, s'emploie à réfuter minutieusement, point par point, la République ? On l'a vu. L'avenir ? « Une quelque chose » qu'il faudra commencer dès le 9 mai — « Nous n'avons pas besoin, cette fois-ci, de promettre le changement. Ils se fera, si l'ose dire, tout seul », — est l'un des leitmotivs d'un discours entamé, comme pendant toute la campagne, par un complet sur l'Europe. Le rassemblement des Français ? Le Sud-Ouest, lui aussi, avallera sa louche de potion d'« ouverture » politique et de « rassemblement », pimentée d'ancrage à gauche, puisque M. Mitterrand ne veut surtout pas faire de peine à ses amis socialistes, dont, d'une certaine façon, il prend congé. « J'en appelle au rassemblement contre l'affrontement », dit le président-candidat, qui juge lui-même qu'il s'agit de « paroles de sagesse », mais qui « seront entendues jusqu'au plus petit village de France ».

« Sortir de nos propres frontières »

Reste l'ouverture : « On ne peut, a souligné le président-candidat, élargir ses bases qu'à la condition première de rester fidèle à soi-même. On ne peut chercher à rassembler l'immense majorité des Français, y compris nombre de ceux qui nous combattent encore aujourd'hui, que si nous leur offrons, ouvertement et franchement, tout ce que nous sommes en mesure de proposer pour la France, à partir de nos convictions. Nous ne voulons humilier personne, mais il y a assez de chantiers qui s'ouvrent devant nous pour que des bras multiples s'y attaquent. Nous ne sommes pas assez nombreux nous-mêmes. Nous avons besoin des Français au-delà de nos rangs. Nous avons besoin de sortir de nos propres frontières. »

La salle applaudit, bien sûr. D'accord pour l'ouverture. Mais il y a des limites à ses dispositions pacifiques, comme en témoigne ce dialogue de M. Mitterrand avec la foule. Le président : « Des législatives, oui, mais quand ? [...] D'abord, est-ce qu'il faut ? » « Oui », rugit la salle. « Plus tard, ou plus tôt ? »

reprend le président. « Plus tôt ! », hurle très distinctement l'assistance. « Vous êtes bien pressés, répond le président, moi je n'en sors pas ! »

Féroce pour les « statistiques déplorable » du gouvernement — la relative embellie des chiffres du commerce extérieur arrache à M. Mitterrand un cruel : « Dans un naufrage, il n'est pas désagréable de sauver quelques planches », — pressé d'en finir avec la « parenthèse » 1986-1988, M. Mitterrand sera, avec une certaine coquetterie, resté fidèle jusqu'au bout à sa ligne de conduite : un dédain — qui se veut d'autant plus meurtrier qu'il est plus affiché — des attaques, jugées trop basses, de l'adversaire : « Je n'attaquerai pas spécialement les personnes, lance-t-il au début du meeting. Je ne l'ai pas fait ; je n'ai pas été payé de retour. Mais si je pense, pardonnez cette vanité, que je puis fournir un assez bon sujet de dissertation pour mes adversaires, eux ne m'intéressent pas assez pour que je compose la rédaction ! »

Et à la fin de la réunion : « Je ne me livrerai à aucune véhémence ni à aucune polémique hargneuse ; je n'aurai pas un cri de colère, même si, parfois, j'en ai ressenti le besoin. Si les injures entendues de jour en jour pendant des mois (...) avaient pu m'user, il ne resterait rien de moi (...), mais je dispose peut-être de l'intérieur de moi d'une forme de résistance qui me permet de traverser ces périodes difficiles avec le sentiment qu'un bout du compte je ne rendrai pas la pareille, avec cependant un petit sourire satisfait d'avoir à me dire, avec tous ceux qui m'entourent (...) : après tout, c'est nous qui sommes là... »

JEAN-LOUIS ANDRÉANL

● Derniers appels pour M. Mitterrand. Plusieurs personnalités d'origine maghrébine ont signé un appel à voter pour M. François Mitterrand au second tour de la présidentielle. Elles ont expliqué qu'il fallait « faire barrage au danger qui passe sur la République française », c'est-à-dire tout simplement parce qu'il y a 15 % de voix pour Le Pen et que Pasqua a les mêmes valeurs que lui. Parmi les signataires, on relève les noms de M. Mohamed Bengouer, ancien préfet, Tahar Ben Jeloun, ancien ministre, et M. Gérard Touati, président du conseil national des jeunes entrepreneurs, qui avait conduit la liste initiatives 1984 aux élections européennes de 1984, appelé lui aussi à voter pour M. Mitterrand, qui « a réussi ce pari extraordinaire de réconcilier les Français et leurs entreprises ». Il critique ainsi la prise de position de M. Bernasconi en faveur de M. Chirac, « dont le gouvernement, d'après M. Touati, n'a rien fait pour les petites et nouvelles entreprises ».

Les adieux à Toulouse

PORTET-SUR-GARONNE (Haute-Garonne) de notre envoyé spécial

Cela ressemblait à des adieux, en termes de music-hall, à une première sortie. François Mitterrand a pris, le vendredi 6 mai au soir, congé de Toulouse, la ville fétiche des meetings de fin de campagne. Il sait qu'on n'y dressera plus de chapiteau pour son compte, puisque, après le 8 mai, il ne briguera plus, dans sept ans, de nouveau mandat.

Aussi s'est-il autorisé, sans lyrisme, comme pour une confidence en famille, à dresser un bilan de son œuvre, à évoquer son départ, un jour, et le testament qu'il laissera derrière lui. Copartout ? Toute la soirée, le chef de l'Etat a parlé comme s'il pensait raisonnablement être élu dimanche. Mais, bouleversant les règles de la chronologie, il a précipité sa chronique personnelle. Les candidatures à la présidence de la République (...), « il est expliqué, « tout cela n'a qu'un temps, et d'abord la vie, et d'abord la mienne. Je sais bien que j'ai engagé en ces mois de mars, d'avril et de mai l'ultime bataille politique (...), il me faudra désormais aider les autres à assurer la suite ».

Il n'éprouve « ni de peine ni de nostalgie ». « Parce que nous commençons quelque chose », Mais avec lui, après lui, un jour, d'autres viendront. « Le témoin passe. » « Il y aura d'autres combats. Vous y serez. Je n'en serai pas très éloigné. » Pour François Mitterrand, le mouvement lancé le 10 mai 1981 doit s'amplifier le 8 mai 1988 au rassemblement au-delà du Parti socialiste. Pour la suite, plus tard, il rêve d'une large majorité républicaine, mais il a prévenu, vendredi, comme une évidence : il n'en sera plus. Ou alors comme un sage retiré des affaires de la cité après lequel on pourra aller chercher conseil.

Lui aura assuré la première phase et il s'en accorde quelques mérites. « Avoir tenu les anneaux de la chaîne assez longtemps pour avoir changé mon temps. » Avoir donné « à la société française un sens nouveau ». « Alors, s'il est affirmé, je suis très tranquillement, alors j'aurai le sentiment d'avoir réussi ma propre vie (...). »

A d'autres reviendra la charge de poursuivre « le rassemblement des Français ». Plus à lui. Plus au PS non plus, qui, avec les années, devra convaincre d'autres courants de l'opinion. Alors, avec ces adieux d'avant l'heure, paradoxaux à la veille d'une victoire qu'il estime possible, le président-candidat a aussi évoqué cette page à tourner, dans l'avenir du prochain septennat, en saluant les socialistes de la première époque.

Lionel Jospin surtout, dont François Mitterrand a rappelé qu'il allait bientôt quitter, à sa propre demande, la tête du Parti socialiste. Il a distingué ses autres compagnons, son lieutenant (dont M. Jospin est l'un des représentants à l'Assemblée), et en veut la peine. « J'ai passé en revue la troupe de ses fidèles, « les bons soldats qui [n'avaient] pas cherché à devenir des capitaines ». Les capitaines aussi, dans une liste apparemment chronologique. Pierre Mauroy, « l'homme des fondations », Laurent Fabius, « l'homme des éclairs », Michel Rocard, « l'homme de tant de renouveau », ont été passés par la foule. En parlant d'eux, en remontant le temps, c'était déjà une manière avant terme de passer la main. Toulouse, en fin de premier tour, avait été de bon augure en 1981. François Mitterrand a renouvelé son vœu auprès d'elle en 1988. Il était donc normal qu'elle fût la première à être remerciée « pour l'avoir accompagné jusqu'à cette étape de [son] chemin ».

Ph. BOGGIO.

En Gironde Un militant socialiste blessé dans une altercation

Un militant du PS et de la Ligue des droits de l'homme, M. Jean-Paul Lafon, a été blessé à l'œil, dans la nuit du 4 au 5 mai, à Souillac (Gironde), d'un coup de pistolet à gaz lacrymogène au cours d'une altercation entre colliers d'affiches. M. Lafon rentrait chez lui après une distribution de tracts en compagnie de trois camarades, dont Jean-Pierre Dubernet, secrétaire de la section socialiste de Saint-Vivien-de-Médoc. Les quatre hommes surprisent une équipe électorale en train, selon M. Dubernet, de « recouvrir d'affiches et d'inscriptions Chirac 88 les

panneaux indicateurs de la commune et le Perron de la mairie ». Les militants socialistes poursuivirent en voiture l'équipe adverse, qui rentra à Souillac.

Devant le domicile de l'un des colliers d'affiches, il y eut une altercation. Toujours selon M. Dubernet, « l'un des hommes s'est enervé, a sorti un pistolet et a tiré sur Jean-Paul Lafon ». Celui-ci a été hospitalisé dans un service ophtalmologique du CHR de Bordeaux, et son avocat, M. Gérard Boulanger, a déposé une plainte contre X. — (Correux)

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

L'HORIZON du prochain septennat est celui de l'Europe, de 1992 et au-delà. Voici deux manières de s'en préoccuper. La première s'inscrit dans une perspective volontariste et engagée, la seconde décrit des évolutions dominantes et envisage, à partir de ces données, l'avenir. A l'heure du message superficiel et rapide, qui privilégie l'ampleur de la diffusion plutôt que la profondeur de la réflexion, il faut beaucoup d'énergie et pas mal de courage pour lancer une revue trimestrielle de quelque deux cents pages. Saluons donc l'entreprise d'Edgard Pisani et de ses amis qui proposent le premier numéro de l'événement européen. Revue politique et culturelle, européenne au sens large, qui veut « épouser la gauche européenne » sans être l'émanation d'un parti, explique Edgard Pisani. Lequel enchaîne aussitôt avec une réflexion sur « le socialisme et le socialisme ».

On en retiendra la double invitation qui est faite aux socialistes français. La première est de s'ancrer davantage dans la société, plus, en tout cas, que dans l'Etat. La seconde est d'inventer une autre France qui dépasserait « une défiance négative de la nationalité » pour aller vers « la construction continue de la nation ». Dans sa manière habituelle l'auteur n'hésite pas à bousculer les modes de pensée et les certitudes de ses amis socialistes. Ils doivent devenir, affirme-t-il, des acteurs sociaux du quotidien plutôt que de s'enfermer dans des débats de section !

Les autres socialistes européens ne sont pas plus avancés et Edgard Pisani les appelle à se remettre pareillement en cause, sans perdre leur spécificité mais

en s'accordant avec leurs partenaires démocratiques et durables qui se trouvent en Europe, aucune, notent les auteurs, n'a échappé « à la transformation de son économie libérale en économie mixte ».

Il décrit comment les principaux pays concernés ont vécu cette évolution et comment le corps social a réagi à travers le jeu combiné de ses divers acteurs (électorat, groupes de pression, syndicats, personnels politiques). On voit bien que, derrière la grande variété des situations, des comportements et des structures, il y a une communauté de problèmes. Ce qui conduit les auteurs à s'interroger sur les orientations que prendront les sociétés européennes, suivant qu'elles continueront ou non à s'étriquer et à se composer.

Plusieurs facteurs entraveront en jeu, parmi lesquels Matteo Dogan et Dominique Pelassy recensent « l'ubiquité de la social-démocratie en Europe », le rôle de « la nouvelle classe mandarinale », concept désignant « le clergé étatiste », qui favorisent la croissance de l'Etat ; la capitalisation des pensions, l'actionnariat populaire, la participation des salariés au capital de leur entreprise, la limitation de la fonction immobilière de l'Etat au profit de l'accession à la propriété, qui développeront la société civile en réduisant la part étatique de la gestion. Une approche de l'Europe de demain qui devrait intéresser tous ceux qui s'interrogent à ce sujet.

* L'événement européen : la gauche dans tous ses états. Seuil, 173 pages, 75 F.

* Le Moloch en Europe, par Matteo Dogan et Dominique Pelassy. Economica, 226 pages, 98 F.

L'écart déterminant

(Suite de la première page.) Le premier ministre aura, de toute manière, durci le combat si radicalement que le débat politique de l'après-8 mai en sera marqué. Comme l'explique pour, semble-t-il, le regretter l'un des plus « chiraquiens » des représentants de l'UDF, M. André Rossi, président du Parti radical, la bataille a été si rude qu'elle ne peut conduire qu'à une dissolution rapide de l'Assemblée nationale et à une nouvelle guerre de tranchées législative.

Pour M. Mitterrand, la victoire de 1981 était l'aboutissement d'une stratégie, celle de l'union de la gauche, le début d'une réhabilitation du socialisme au pouvoir et la manifestation attendue des vertus de l'alternance politique. Une nouvelle victoire le 8 mai serait le commencement d'autre chose, d'une « aventure » — comme dit M. Chirac — dont on ne connaît pas les contours. Pour le dessiner, M. Mitterrand disposerait de deux instruments : la formation d'un gouvernement de large ouverture ou, du moins, qui ne serait pas, comme celui de M. Mauroy en 1981, socialiste quasi homogène ; le programme de ce gouvernement établi sur la base de sa campagne présidentielle — revenu minimum, impôt sur les grandes fortunes, crédits pour l'éducation et latitude laissée à l'Assemblée, donc aux centristes, de modifier la loi électorale, — mais orienté de telle sorte qu'il pourrait correspondre soit à l'espoir de faire naître des majorités d'idées, soit à la volonté de dissoudre immédiatement l'Assemblée nationale.

JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES LHOMEAU

POINT DE VUE

Rassembler, vite !

par Jean Vries (*)

Plus encore que la clé du second tour, c'est la clé de l'après-8 mai que nous livrent les résultats du 24 avril. Ils démontrent à la fois le mal et le seul remède possible. Le mal, dont le vote Le Pen n'est plus seulement le symptôme, mais un des aspects les plus inquiétants, le mal, c'est la peur ; peur de l'autre, peur du futur, peur de se perdre.

Peur née de la crise économique ; du brouillage de nos points de repère culturels et moraux ; de tous nos dysfonctionnements, ajustements sauvages, retards à l'allumage... Ce pays stressé, floué, ce pays qui semble ne dédaigner ceux qui lui parlent de guerre sociale que pour s'attrouper autour de ceux qui ont besoin d'une cure de confiance.

Mais cette confiance ne pourra lui être inspirée ni par le Parti socialiste à lui seul, ni par l'actuelle majorité à elle seule : cela aussi est un enseignement du 24 avril. La mission que les chiffres du premier tour impartissent à François Mitterrand est dès lors claire, pour difficile qu'elle soit : mobiliser, au-delà de la gauche, le plus grand nombre de bonnes volontés démocratiques, pour s'attaquer, avec l'énergie, la lucidité et la générosité qui imposent, aux causes objectives de la peur.

Les mesures à prendre sont coûteuses ; leur cohérence peut ne pas apparaître au premier abord ; il faut

dra retrousser ses manches et se creuser la tête ; ne faut-il pas à la fois transférer des ressources en faveur de la formation et alléger les charges des entreprises ? Favoriser la prise de risques et combattre l'exclusion ? Intégrer les étrangers et lutter plus efficacement contre l'immigration clandestine ? Construire l'Europe et retrouver la faveur de la patrie ? Déposer la SIDA et faire respecter les droits des personnes atteintes ?

De telles mesures ne peuvent être assumées que par un gouvernement suffisamment à l'abri des polémiques et des surenchères. Un gouvernement qui n'ait pas à se garder constamment à sa droite et à sa gauche. Un gouvernement dont les initiatives n'aient rien de grave à craindre du débat public. Un gouvernement qui ferait taire, pour un temps, les querelles désormais dérisoires entre ces sociaux libéraux qui sont devenus les socialistes et les libéraux sociaux de la « droite civilisée ». Un gouvernement d'ouverture préparant, lorsque les rancœurs seraient digérées, un gouvernement de coalition.

Encore faut-il que le rassemblement ne soit pas seulement le fruit d'une habileté de candidat, le produit d'un compromis d'appareil. Rassembler deux Français sur trois ; nous savons déjà que c'était possible. Depuis le 24 avril, nous savons que c'est vital.

(*) Pseudonyme d'un groupe de hauts fonctionnaires.

EN BREF

● Quatre anciens premiers ministres pour M. Chirac. — MM. Michel Debré, Maurice Couvès de Murville, Jacques Chaban-Delmas et Pierre Messmer, qui furent premier ministre du général de Gaulle ou de Georges Pompidou, ont lancé un appel pour voter pour M. Chirac afin de « sauver la V^e République ». Car, d'après eux, M. Mitterrand en « ne cachant pas qu'il gouvernera avec des majorités de rancœurs parvient l'esprit des institutions (...) et veut augmenter le pouvoir des formations politiques ».

● M. STIBOIS : contre Khomeiny. — Lors d'un meeting, le vendredi 6 mai à Poissy (Yvelines), M. Jean-Pierre Stibois, secrétaire général du Front national, a commenté « la soudaine libération des otages du Liban », estimant : « Il est clair que Khomeiny a voté Chirac, tout aussi sûrement que moi Stibois, je ne voterai jamais Khomeiny ».

● M. STASI : pas de rélèvement. — Dans une interview à l'Express, M. Bernard Stasi affirme qu'il n'est « pour le moment pas question » de rejoindre une nouvelle majorité en cas de réélection de M. Mitterrand. Il ajoute : « Je suis et je reste solidaire de mon parti. Simplement j'entends me battre pour éviter toute dérive. (...) Nous refusons le tout ou rien. Nous ne serons pas des opposants systématiques. Nous ne sommes pas à droite. Pour le reste on verra. »

● Le Mouvement des démocrates vote blanc. — Le Mouvement des démocrates qui préside M. Michel Jobert, ancien ministre du commerce extérieur dans le gouvernement Mauroy, préconise de voter par un « bulletin blanc » afin de « renvoyer des à dos les deux candidats » et « sanctionner leur comportement négatif puisque, quel que soit l'élu, celui-ci ne pourra affirmer la capacité nécessaire pour mener utilement le septennat à son terme ».

صكذامن الاصل

Politique

La campagne de M. Jacques Chirac

Les partisans du premier ministre place de la Concorde

« Tout est possible »

Chacun a travaillé dans son « créneau ». Chantal Goya, l'idole des rockers des bacs à sable, a lancé un message vibrant : « Pour tous les enfants de France, j'appelle à voter Jacques Chirac. » Alain Prost, plus pilote que jamais, a demandé à tous un bon geste pour que Chirac puisse mettre « la France en pole position ». Et Paul-Loup Sulitzer, auteur de best-sellers et brasseur d'affaires, a clairement signifié qu'il ne fallait pas donner « de chèques en blanc à des littéraires », les socialistes, qui « font de l'économie comme la Cicciolina fait de la politique ».

Sur le pont arrière du podium installé place de la Concorde, à Paris, Jean d'Ormesson, éditeur de *Figaro Magazine* et organisateur, avec l'amiral Philippe de Gaulle, de cette manifestation pour « la défense de la V^e République », pouvait, enfin, respirer. Non, il n'était pas cet « inconscient », ce « rêveur », cet « hurluberlu » qu'il avait redouté d'être durant trois jours : plusieurs dizaines de milliers de Parisiens, massés entre l'avenue des Champs-Élysées et les Tuileries, étaient bien devant lui, tous occupés à agiter des drapeaux bleus, blancs, rouges, et à crier : « Chirac, Chirac ! »

Alors, Jean d'Ormesson a pris le micro des mains de Nicolas Sarkozy, maire RPR de Neuilly, et Monsieur Loyal de cette réunion, pour revigorer une foule ne sachant plus s'il faut encore y croire ou déjà se préparer à l'échec. « Vous êtes maintenant plus de trois cent mille ! » s'est-il exclamé. Hum... Des sourires sages ont accueilli cette hyperbole. Mais c'est vrai qu'ils furent nombreux à passer faire un tour, après le bureau ou plus tard, profitant d'une journée magnifique, pour entendre les déclarations énamourées, graves, inquiètes de Jacques Martin (« soucieux pour sa famille »), de Philippe Bouvard (« Je crois de tout mon cœur que Jacques Chirac est le président qu'il faut à la France ») ou encore de Jacques Faizant (« Voter blanc, c'est voter rose. Je voudrais dire à ces daltoniens qu'en votant blanc on ne sachant pas qu'ils votent rose, ils nous ramènent les Dalton »).

Sur un rythme disco énergique, les grands patrons de médecine, les vedettes du show-biz, les entrepreneurs émérites, les sportifs de haut niveau n'ont pas arrêté de graver les marches du podium pour venir saluer les sympathisants de la majorité ou jeter trois mots bien sentis et bien préparés. C'était, en termes de spectacle, un plateau de rêve avec, au corde à corde, Francine Gomez et Guy Druy, Jean Desailly et le professeur Cabrol, Yves Saint-Martin et M^{me} Lino Ventura, et même Aurel Corné, ancien otage au Liban, annoncé au micro par Nicolas Sarkozy, le président Antoine Pinay, la famille Debré et tant d'autres. C'était ébouriffant,

mais jamais l'on ne sentit ce souffle qui soulève l'enthousiasme. En réalité, ce n'était pas tant une fête en l'honneur de Chirac que la « fête » de François Mitterrand, brocardé mille fois, moqué sur tous les tons. Le Mouvement initiative et liberté (MIL), dirigé par Pierre Debizat, ancien « patron » du Service d'action civique (SAC), a généreusement distribué par milliers des autocollants très appréciés signifiant sans circonlocutions : « Mitterrand socialiste honteux », « Mitterrand Tonton magouille », « Mitterrand, c'est le droit de vote aux immigrés », ou encore « Mitterrand ou la France, il faut choisir ».

La France et les otages

Presque au complet, les ministres du gouvernement Chirac se sont abstenus de participer à cette fête. De Michèle Barzach à Alain Chalandon, de Jean-Bernard Raimond à François Léclercq, de Robert Pandraud à Édouard Balladur, ils se sont réfugiés dans les plis du drapeau tricolore, revenant sans cesse sur leur « amour de la France », comme renforcé depuis l'opération militaire d'Ouvéa et la libération des trois derniers otages français retenus au Liban. « Ce soir, nous sommes encore un peu plus fiers d'être Français. Nous ne voulons pas d'une France ennuyée », a résumé Michèle Barzach.

La France et les otages. Les otages et la France. Ce fut le refrain émettant de cette soirée, ponctuée par l'apparition de Charles Pasqua, longuement applaudi, cherchant à doper des militants assurément actifs mais très incertains quant à leur victoire : « C'est vrai que l'espoir a changé de camp, leur a-t-il assuré. C'est vrai que maintenant, tout est possible. Dimanche, Chirac sera président. » Et tandis que le ministre évoquait la Nouvelle-Calédonie, quelques centaines de personnes scandaient « Tjibou assassin, Tjibou assassin ! ».

Dans les premiers rangs de ce rassemblement improvisé en quelques jours, des femmes, coiffées d'un canotier et couvertes d'autocollants, acclamaient cet homme fort apparu sur une musique d'enfer. Il leur restait, en finale, à ovationner Jacques Chirac, qui, par la magie d'un satellite et d'un écran géant, est apparu pour leur dire quelques mots et un grand « merci ». Il leur restait à entonner une *Marseillaise* — celle de Valmy, celle du cœur — avec Line Renaud en jupe noire et veste rose. Il leur restait, encore, la joie de défilé jusqu'à la place de l'Opéra, renvoyant François Mitterrand à Latche et expédiant Jacques Chirac à l'Elysée, se disant que, dimanche soir, la rue ne serait peut-être pas à eux...

LAURENT GRELSAMER.

Les VUES de Raymond Depardon



Vendredi 6 mai, 20 h 30

Place de la Concorde
Le rassemblement pour la défense de la V^e République est terminé. Beaucoup de personnalités ont défilé sur le podium, de l'amiral de Gaulle à Chantal Goya, et de Jacques Martin à Antoine Pinay. Michel Debré était là aussi

en tête des parlementaires. Seule Claude Chirac a refusé de se montrer en public. Pas question d'aller à l'Arc de Triomphe comme en 1968. Les temps changent. Les amoureux ont toujours vingt ans.

Le meeting de la majorité à Clermont-Ferrand

M. Giscard d'Estaing prodigue ses conseils à l'élu du 8 mai

CLERMONT-FERRAND de notre envoyé spécial

M. Jacques Chirac a passé la dernière journée de sa campagne en terre UDF. L'UDF rassemble centriste à Agen, puis l'UDF vieille socialiste et rapatriée à Perpignan, ont accueilli le candidat « unique » qui s'est imposé à elles le 24 avril, avant que le père de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing, ne s'engage « délibérément » au côté de son ancien premier ministre à Clermont-Ferrand.

A Agen, sous un chapiteau dressé dans l'un des deux an-buts (le « Terre promise ») du stade de rugby Armandie, le Grand Sud-Ouest était représenté, autour de M. Jean François-Poncet, président du conseil général du Lot-et-Garonne, l'un des grands ducs du barrième, par M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, président du conseil régional de Midi-Pyrénées, autre barrième, et par M^{me} Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat à l'éducation nationale. Il était plus encore, peut-être, par le président de la Fédération française de rugby, M. Albert Ferrasse, que M. Chirac a assuré de sa présence au Parc des Princes, le 24 mai

prochain, pour la finale du championnat.

M. Baudis a assuré M. Chirac de son soutien « loyal » et « désintéressé », et M. François-Poncet l'a félicité d'avoir « réussi pour la France ». M. André Rossat, ministre des relations avec le Parlement, président du Parti radical, témoignait son appui en silence. Le premier ministre s'est rendu, ensuite, à Perpignan, où il a été accueilli par le maire, M. Paul Alduy, sénateur (PSD), et par M. Jacques Blanc, député (UDF-PR), président du conseil régional de Languedoc-Roussillon. Accompagné de M. Camille Cabana, secrétaire d'Etat, M. Chirac a renouvelé, devant quelques centaines de personnes, dont de nombreux rapatriés, ses engagements envers eux-ci.

C'est à l'aéroport d'Aulnat, près de Clermont-Ferrand — le maire de la ville, M. Roger Quilliot, ancien ministre socialiste, ayant, par ailleurs, refusé de louer son palais des sports pour la circonstance — que M. Chirac est venu recevoir l'adoubement promis par M. Giscard d'Estaing. Entré seul sur la scène, le premier ministre en est descendu, après avoir salué l'assistance, pour accueillir le président du conseil régional d'Auvergne. Celui-ci a d'abord expliqué pour quelle raison il était présent : « Pour démontrer, a-t-il dit, que l'union, que j'ai sans cesse appelée de mes vœux depuis sept ans, est la condition nécessaire de toutes nos victoires et, dimanche, celle de votre succès ».

« On va gagner ! », scandait la foule. « On va gagner », a répondu M. Giscard d'Estaing, mais, juste avant, on va parler. Il y avait de quoi, on allait le voir. L'Auvergne, d'abord, chacun le sait, c'est le cœur de la France, le centre de l'Europe ». C'est bien pourquoi, selon l'ancien chef de l'Etat, M. Chirac y avait « débuté » sa campagne le 7 mars (la campagne du premier ministre avait commencé, alors, depuis un mois et demi).

« Retrouvons le langage du cœur, non pas le langage des promesses faites pour séduire et, souvent, pour tromper, mais le langage de l'élan du cœur, celui qui, hier, nous avait fait gagner », a proposé M. Giscard d'Estaing. Hier, c'était, bien sûr, il y a quatorze ans, lorsque le candidat de la majorité d'alors avait victorieusement contesté à M. François Mitterrand le « monopole du cœur ». Celui de la majorité d'aujourd'hui n'aurait-il à proposer que des « promesses » ?

Puis M. Giscard d'Estaing s'est adressé à sa « famille », l'UDF, qu'il a appelé à ne pas « se décourager, ni, surtout, se disperser », au moment où « ses idées ont progressé au point de devenir toute la classe politique française ». Il faut, selon l'ancien chef de l'Etat, qu'elle continue à se battre « pour [ses] idées et, pour [ses] valeurs », à la différence de ceux qui sont prêts à accepter celles des autres...

A sa « patrie », enfin, l'ancien président de la République a demandé de choisir la continuité, afin que la France ne redonne pas, comme sous la IV^e République, « l'homme malade de l'Europe », mais il a insisté, surtout, sur le « besoin d'union » et, parlant pour l'élu du 8 mai, quel qu'il soit, tout en s'adressant à M. Chirac, il a déclaré : « Monsieur le Premier ministre, si vous êtes élu, dimanche, président de la République, si vous communiquez, à votre tour, la fête et la fierté exaltante d'avoir gagné la confiance et le soutien de notre peuple, je vous demande d'avoir comme premier objectif de faire travailler ensemble les deux valétus de la France ». Etant entendu que M. Giscard d'Estaing était venu demander à ses amis « de voter pour le candidat de notre majorité UDF et RPR, Jacques Chirac ».

Invité par son hôte à bannir les propos polémiques, M. Chirac a dit, au surplus, rappeler lui-même les récents résultats de son action pour la libération des otages du Liban, pour celle des gendarmes détenus en Nouvelle-Calédonie et pour le retour en France du capitaine Dominique Fricier, « torse encaissé » — ce qui a été « dûment constaté par la Faculté » — et, donc, selon lui, rapatrié en métropole conformément à l'accord conclu avec la Nouvelle-Zélande et sans qu'il soit possible de supposer que ce retour ait été « programmé de telle sorte qu'il intervienne à la veille du second tour de scrutin ».

L'important, c'était la photographie de MM. Giscard d'Estaing et Chirac, et ce dernier s'est accordé avec l'ancien chef de l'Etat pour juger que « l'union de la majorité est la clé de voûte de toute action politique si elle veut conduire au succès ».

PATRICK JARREAU.

M. Pasqua affirme que M. Mitterrand n'est strictement pour rien dans la libération des otages du Liban

NICE

de notre correspondant

An cours d'un meeting, le vendredi 6 mai à Fréjus (Var), M. Charles Pasqua a longuement commenté la libération des otages détenus au Liban, ainsi que l'opération menée par l'armée en Nouvelle-Calédonie. Le ministre de l'intérieur s'est notamment indigné « qu'il y ait toujours dans ce pays le parti du déniement ». « Il y a toujours ceux, a-t-il insisté, qui sont prêts à dénigrer la France et à dénigrer les Français, à se faire l'écho de tous les ragots qui peuvent courir ici ou là, à l'étranger ou en France. Nous n'avons aucune leçon à recevoir de l'étranger. Nous n'avons aucune leçon à recevoir concernant la Nouvelle-Calédonie de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande. Qu'ils fassent donc le ménage chez eux ! Concernant les otages du Liban, nous avons eu une leçon à recevoir de l'Angleterre et de M^{me} Thatcher. Et je m'inscris en faux contre les colonnes répandues par ceux qui disent : « Ils ont payé ! » Nous n'avons pas payé, mais ils pensent que nous avons payé parce que c'est ce qu'ils ont fait. Eux, ils ont payé et ils n'ont rien obtenu en échange ».

M. Pasqua a ensuite répondu aux déclarations faites par M. François Mitterrand lors de sa dernière intervention officielle à la télévision. « Il a dit : « Il n'y a pas de distinction entre le gouvernement et moi, j'ai pris ma part dans la libération des otages ». J'ai le regret de dire — et je suis très modéré dans mes propos — que le président de la République n'y est intervenu pour rien. Peut-être aurait-il pu nous aider. En tous les cas, il ne l'a pas fait ».

Au sujet de la libération par la force des otages d'Ouvéa, le ministre de l'intérieur a confié à son auditoire : « Cela a été pour moi un grand moment que celui où j'ai vu le premier ministre décider en conseil de sécurité que l'assaut serait donné [...] quel qu'en soit le prix à payer [...]. Lorsque j'ai appris que les terroristes avaient été mis hors d'état de nuire et que malheureusement deux soldats d'élite du 11^e Choc avaient trouvé la mort pour libérer leurs camarades, j'ai eu en même temps un grand sentiment de fierté et beaucoup de peine. Je me suis senti comme vous redevenir fier d'être Français ».

G. P.

Le trou de mémoire

Après le poids des « coups », le choc des dates. La course à l'événement s'est achevée, vendredi soir, place de la Concorde, sur un retour au passé, un surcroît de mémoire. A vingt ans de distance, les gaullistes ont tenté de se réchauffer au souvenir du 30 mai 1968. Etonnant jeu de la mémoire et du hasard ! S'ajoutant à d'autres, la référence dessine en effet une année 1988 encombrée d'anniversaires, toute en réminiscence : le RPR qui fête avec la rhétorique de 1958, la Nouvelle-Calédonie qui fait surgir le fantôme de la guerre d'Algérie, et jusqu'à M. Le Pen qui nous oblige à fêter le centenaire de l'irruption triomphale du général Boulanger, sous la III^e République...

Les gaullistes semblent avoir compris trop tard qu'il était en jeu caché de cette élection : une affaire de mémoire, justement. Quelles que soient leurs arrière-pensées tactiques, M. Séguin, quand il appelle à « rester soi-même », à retrouver des « références », ou M. Pasqua, quand il quête, contre l'« éboulement », un « mouvement populaire », font le bon diagnostic. Il ne suffit pas de proclamer l'avenir, la modernisation, l'efficacité, l'irréversibilité, il faut aussi incarner un passé dans le présent, mettre en scène un imaginaire collectif surgi de la longue durée, brasser ces deux mémoires que distingue l'historien Pierre Nora, l'idéologique et le sociale. Las, il suffisait de se promener dans la foule très BC8G de la Concorde pour comprendre le malheur du RPR : la prise de conscience est bien tardive et le gaullisme populaire bien mal en point.

L'agitation de ces derniers jours a quelque peu chassé l'ombre du Front national, comme

dans un exorcisme. Pourtant, ce dialogue du passé et du présent est au cœur du succès de M. Le Pen. Durant cette décennie, il s'est glissé sur la scène politique par un trou de mémoire. « Une mémoire en France, c'est ce qui justifie la prétention d'une force politique au pouvoir, c'est ce qui représente un instrument de pouvoir aux mains des manipulateurs de la politique », écrit encore Pierre Nora (1). C'est parce que les mémoires fondatrices de la France d'après guerre sont en crise, déchirées, dévalorisées, que la vieille tradition française d'extrême droite resurgit sous les atours de la modernité.

Le travail du deuil

M. Le Pen a un avenir parce qu'il a un passé, parce qu'il en vit et le proclame. En face, la France paye l'oubli. Mémoires gaullistes et communistes se nourrissent l'une l'autre dans la construction d'une légende : le refus d'affronter le souvenir d'une France d'abord collaborative et pénaliste, le vocabulaire de la grandeur recouvrant la réalité d'un retrait historique sur la scène mondiale, l'année où volait la guerre d'Algérie et la fin de l'empire. 1988 scelle l'effacement de ces deux imaginaires. La France s'est refusée à cette « maîtrise du passé », cette *Vergangenheitsbewältigung*, que les jeunes générations allemandes ont imposé à leurs pères.

La crise, le chômage, la nouvelle pauvreté ne suffisent pas à rendre compte de l'hypothèque qui pèse désormais, et durablement, sur la vie politique française. Le Front national se nourrit

d'un imaginaire de la crise, du déclin, de l'insécurité sous toutes ses formes, de représentations venues du passé qui travaillent la mémoire collective du pays comme l'illustrent à foison les travaux du démographe Hervé Le Bras (2). Qu'il s'agisse des guerres coloniales, du « détail » sur les chambres à gaz, des valeurs nationalistes et de la « grandeur de la France », M. Le Pen assume le passé oublié, y construit sa propre légende, réécrit l'histoire pour le présent.

Tel est le défi lancé au grand artisan tactique de l'ascension de l'extrême droite : François Mitterrand. En déstabilisant les mémoires gaullistes et communistes, en imposant une révolution culturelle aux socialistes, n'a-t-il pas, lui aussi, perdu le fil du passé ? La conversion au réel, à la gestion, à la modernité, n'a-t-elle pas égaré, en chemin, les références, l'ancre dans une tradition, dans un imaginaire qui puisse efficacement affronter celui qu'incarne M. Le Pen ? Car celui-ci prend au mot un certain discours convenu, consensuel, sur la France, sa prétention à la grandeur, et la personnalisation du pouvoir imposé par ses institutions depuis 1958, ce bonapartisme récurrent.

Le temps n'est-il pas venu, au contraire, de faire le travail du deuil, cher aux psychanalystes ? D'assumer pleinement une France qui n'est plus celle de la légende ?

EDWY PLENEL.

(1) Pierre Nora, « Quatre coins de la mémoire », in *revue L'histoire*, n° 2, juin 1979.
(2) Cf. Hervé Le Bras, *Les Trois France*, Odile Jacob, 1987.

Politique

L'extrême droite dans l'Histoire et son poids dans l'élection présidentielle

Le Pen a-t-il pris la suite du colonel de La Rocque ?

par Jacques Amalric

L'équation Le Pen égale La Rocque est la forme actualisée d'un des mythes où se résume l'avant-guerre française. La passion polémique d'aujourd'hui est obsédée en certitude historique. Pour signifier à quel point le chef du Front national est abominable, ses adversaires le violent successivement de La Rocque, dans l'emploi d'avatar du dirigeant fasciste français, simultanément redoutable et ridicule. Inversement, il est vrai que les électeurs âgés de M. Le Pen retrouvent devant lui la ferveur de leur jeunesse et l'intronisation héritière. « Le Colonel » pour ceux-ci, « Casimir » pour ceux-là, que vient faire La Rocque dans cette campagne électorale, et surtout à cette place ?

Ce n'est vraiment plus son affaire... L'équation Le Pen égale La Rocque n'est pas vérifiée du seul fait qu'un historien patenté l'écrit. Il s'agit d'une interprétation politique conjoncturelle. Le recours aux références historiques est toujours menacé par l'anachronisme, d'où s'inspirent tous les procès d'intention, à l'un ou l'autre bout de la chaîne. Quant aux faits eux-mêmes, de longue date qu'à la Fondation nationale des Sciences politiques des historiens en ont opéré la remise en perspective dans leur temps, en se dégageant de l'emprise du combat quotidien (1).

Le projet des Croix-de-Feu en 1933

Cette équation a été inscrite tout récemment par M. Serge Berstein, professeur d'histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques, spécialiste du Parti radical-socialiste (2). Il l'a faite par une paraphrase des documents publiés le 1^{er} octobre 1933 dans le *Flambeau*, organe du mouvement Croix-de-Feu. Nous décomposons son propos, dont voici les termes essentiels :

« La solution est simple : — que les « braves gens », les « vrais patriotes », les « nationaux », descendent dans la rue pour imposer à un pouvoir faible et laxiste, vendu à l'étranger, les véritables solutions aux difficultés nationales, l'allègement immédiat et rationnel du poids de la fiscalité, la défense de l'économie nationale contre les procédés abusifs de la concurrence étrangère, l'élimination de la main-d'œuvre étrangère, la garantie effective des droits de la main-d'œuvre française, la limitation et l'adaptation de la main-d'œuvre étrangère aux stricts besoins de la production... »

« Programme simple, apparemment efficace, désignant les étrangers comme le bouc émissaire des difficultés nationales, qui répond aux problèmes et aux angousses des Français des années trente... »

« C'est incontestablement du « national-populisme » des Croix-de-Feu que le mouvement incarné par Jean-Marie Le Pen apparaît comme l'héritier légitime. »

Le professeur Berstein marque bien ensuite les différences et son refus de « pousser trop loin la comparaison ». Aux lignes qui précèdent la « pression » dans la rue, dont « l'univers était celui du dévouement, non de l'action raisonnée », il oppose la stratégie parlementaire et électorale du Front national et estime que la transformation des Croix-de-Feu en parti Social français ne leur a valu que « des mécomptes électoraux ». Différence des clientèles enfin : les ligues recrutent dans les classes moyennes, et non dans les classes populaires.

Ces chapitres précisément, pourrait-on objecter à M. Berstein, ne sont pas ceux de différences mais de ressemblances.

Un développement serré, fondé sur beaucoup de textes et de preuves permettrait de renverser les opinions reçues, notamment sur les points suivants :

— L'emploi de la violence dans la rue ? La Rocque la proscrit formellement et fréquemment. La mémoire collective attribue aux Croix-de-Feu ce qui fut la marque des ligues rivales : Jeunesses patriotes, Solidarité française, Camelots du Roy.

— La voie parlementaire ? La Rocque a toujours visé à y aboutir. Les textes sont nombreux où il fait clairement allusion au régime républicain et à l'héritage de 1879. Loin de le déconcerter, la dissolution des Ligues en juin 1936, sert si bien son dessein qu'il peut mettre immédiatement sur pied un grand parti de masse, le Parti social français, qui, au lieu de subir des « mécomptes électoraux », recueillera à la veille de la guerre environ trois mille élus locaux. Une centaine de députés lui

sont prêtés pour les législatives de juillet 1940.

— Le programme ? De politique intérieure. Il est fort classique et, en ce temps, surgit sur tous les horizons politiques. On y trouve aussi des thèmes qui, vingt ans plus tard, feront fortune.

Nous réclameons : « L'association progressive du capital et du travail. C'est dans le plan de la profession organisée et de l'action sociale indépendante que nous fonderons la paix et la prospérité civile... La nation de l'Etat doit être restaurée, la classification logique des pouvoirs rétablie. »

« La France « collectivité-cadre »

Sur l'essentiel, le racisme et le rejet des immigrés, aucun rapprochement n'est justifiable entre les thèses du Front national de 1988 et celles de La Rocque... Il est qu'en 1988 certaines restrictions heurtent la sensibilité et les convictions, modelées par l'évolution qu'a imprimée le racisme ou choquées par l'aveuglement des nationalismes.

Mais, sur le principe de base, La Rocque s'oppose à Le Pen aussi radicalement qu'une philosophie de l'accueil au réflexe de l'exclusion. Tout le discours de Le Pen vise la ségrégation. Celui de La Rocque

raciste ? Voudrait-on lui appliquer le discriminant négatif d'un xénophobie à retardement quelles qu'en soient les victimes ?

— En août 1936, lorsqu'il vient de parcourir l'Afrique du Nord pour changer les cadres des sections PSF qui sont tentés par les arguments raciaux dans l'opposition au gouvernement Blum, La Rocque écrit sans ambiguïté dans le *Flambeau* : « Je confirme ici ma pensée inchangée sur l'antisémitisme : la France est par nature assimilatrice et le racisme est contraire à son génie. »

En 1933-1934, « la question des étrangers » se pose, non pas en vertu de préjugés ethnico-racistes, mais pour des raisons économiques — à la suite des « innombrables appels de main-d'œuvre » depuis 1918, qui ont constitué « un pulvérisement de colonies » à l'intérieur du territoire — ou pour des motifs d'ordre public, causés par la nécessité d'« héberger une foule grouillante, virulente, d'outlaws que rien ne garantit ».

On préférerait certes un autre langage, mais le principe est clair : l'assimilation sans autres limites que celles mêmes dictées jadis par les conceptions jacobines :

« La France est la plus douce des mères adoptives, à condition que ses nouveaux enfants se donnent à elle

De Saint-Cyr à la mort en résidence forcée

Né le 6 octobre 1886 à Lorient, François de La Rocque entre à Saint-Cyr en 1906. Affecté en Algérie puis au Maroc, il fait campagne dans le protectorat jusqu'en avril 1916, reçoit de graves blessures qui l'éprouveront jusqu'à la fin. Commandant un bataillon d'infanterie dans les tranchées jusqu'en 1918, il passe à l'état-major du maréchal Foch, commandant en chef des armées alliées. Après des séjours en Pologne puis de nouveau au Maroc, il quitte l'armée sur sa demande en 1928 comme lieutenant-colonel.

Son action, de 1930 à 1943 à ce résumé : prenant en mains un groupement d'anciens combattants, dit les Croix de feu, fondé sur l'éthisme et la cooptation, il en fait un mouvement de masse, le Parti social français (PSF), dépassant le million d'adhérents à la veille de la guerre.

Son rejet de l'aventure lui vaut la haine de l'extrême droite (Action française et Jeunesse patriotes) avec laquelle il refuse tout compromis, soit au 6 février 1934, soit dans le Front national de 1935, dans le Front de la liberté autour de Doriot en 1937, puis dans l'organisation clandestine surnommée la Cagoule. Plus tard, à Vichy, il fera échouer les deux tentatives de parti unique,

interdira aux cadres du Progrès social français (ancien PSF) de s'intégrer à la Légion des combattants.

Le PSF sera dissous par le gouvernement de Vichy en avril 1942, avant une nouvelle dissolution prononcée par l'occupant en octobre 1942, et confirmée le 9 mars 1945 par le gouvernement de la Libération.

La Rocque est arrêté le 9 mars 1943 par la Gestapo pour s'être opposé à la création de la Milice et avoir mis sur pied un réseau de renseignements militaires en lien avec les services britanniques, mais non avec ceux de la France libre. Cent cinquante de ses compagnons, dont plusieurs mourront en déportation, sont également arrêtés.

Repatrié d'Allemagne le 8 mai 1945, il est accueilli au Bourget sur l'ordre du ministre de l'intérieur socialiste, Adrien Tixier, confiné dans la mansarde d'une caserne de Versailles. Il sera mis en résidence forcée le 3 décembre 1945, à Croisey, envoyé à deux reprises des suites de ses blessures. Il s'éteindra le 28 avril 1946. Le général de Gaulle rendra justice à sa mémoire et fera remettre à son épouse la carte de déporté établie à son nom, le 28 avril 1961.

visé l'assimilation des communautés hétérogènes, la fusion des classes, l'union, la « réconciliation française » de nos « tenements », reprend à son compte la pensée même du Sicle de Lumière, la croyance que l'assimilation à la France promet le bonheur aux hommes qui n'y sont pas nés. L'inspiration hégémonique de cette thèse n'était pas alors mise en relief, mais elle appartenait idéologiquement à la « gauche » et La Rocque la soutint jusqu'au bout contre une fraction de ses partisans.

Au principe de l'assimilation, la pratique apporte des restrictions. Elles s'expliquent par le climat de 1934 et la menace de guerre venue du Reich. La Rocque se situe exclusivement dans le cadre de la défense nationale. Il condamne absolument le « racisme exacerbé » de l'Allemagne et développe :

« On frémit lorsqu'on dénombre la multitude de réfugiés qui, venus d'Allemagne, se fixent dans nos villes, spécialement à Paris. Certains d'entre eux sont d'authentiques victimes des expulsions hitlériennes. Mais à ces victimes s'ajoute une foule d'indésirables sans foi ni loi. Une surveillance sévère, un contrôle restrictif des naturalisations, des refoulements massifs s'imposent. Plus que jamais, nous avons besoin d'un contre-espionnage averti... »

Un an plus tard, le quatrième chapitre de *Service public* est consacré au « problème ethnique » et pose nettement ce principe, qu'on ne trouverait évidemment pas dans les textes de l'actuel Front national :

« Nous formons une collectivité-cadre... Comment commettrions-nous l'erreur d'un exclusivisme

Les nouveaux anti-européens

(Suite de la première page.)

Même si le slogan sans cesse ressassé « La France aux Français » a sans doute influencé le subconscient de beaucoup, les petits producteurs de lait qui ont « trahi » M. Chirac au bénéfice de M. Le Pen ne l'ont pas fait par peur du Maghrébin mais parce qu'ils savent confusément qu'ils ont été condamnés à la mort lente par « ceux » de Bruxelles. Nul besoin de Maghrébins non plus pour expliquer le vote de ces dévots alsaciens ou lorrains en faveur d'un homme qui ne répugnait pas, il n'y a pas si longtemps, à exalter le paganisme celtique : bon nombre d'entre eux ne sont-ils pas contraints à franchir le Rhin tous les matins pour aller gagner leur vie en marks, tandis que les capitaux ouest-allemands rachètent les entreprises locales et que leurs détenteurs restructurent à qui mieux mieux sans souci du chô-

me, et s'installent en maîtres dans les résidences secondaires du cru ? Par quotas linguistiques ou par proximité géographique, les uns comme les autres se savent aux avant-postes de cette Europe à venir qui, craignent-ils, va les écraser.

Un audit de la société française

Ces craintes vagues, ces peurs mal analysées, n'épargnent pas les professions libérales : qu'un vétérinaire hollandais s'installe dans un coin de la campagne française, et c'est toute la profession qui se sent menacée. Le phénomène fera vite tâche d'huile chez les médecins — déjà, de toute façon, trop nombreux en France — les pharmaciens, les notaires et autres petits notables, inquiets de voir leur rente un jour battue en brèche. Les chefs d'entreprise n'échappent pas tous, loin de là, à la maladie. Parfois à juste titre, d'ailleurs, comme les transporteurs routiers condamnés à disparaître pratiquement de l'Hexagone s'ils ne réagissent, pas au prix de douloureuses concentrations, pour pouvoir faire face à leurs concurrents ouest-allemands et hollandais. Mais des responsables d'entreprises parfaitement saines sont aussi atteints par le virus, rêvant, les bonnes nuits, de protectionnisme, peuplant leurs cauchemars, les mauvais, d'OPA trans-européennes et de diables ayant le visage d'un De Benedetti ou d'un Agnelli.

Toutes ces craintes sont d'autant plus vives qu'aucun candidat à la présidence — hormis peut-être M. Barre, dont le tort aura quand même été, à ce chapitre, de ne s'intéresser qu'à la fiscalité, pas du

absolument discerner une continuité de La Rocque à nos jours, sur ce terrain comme sur d'autres, elle aboutit surtout du côté de Raymond Barre, parfois de Jacques Chirac, et non pas chez Jean-Marie Le Pen.

De qui ce dernier reprend-il alors l'héritage, s'il en reprend un ? Et où se trouve ce « national-populisme » dont l'étiquette est collée à La Rocque ?

Le Pen, par sa présence physique, ses dons de tribun, rappelle moins La Rocque que Doriot, il lui manque, de ce dernier, l'essentiel : son expérience politique n'est pas celle d'un apparatchik communiste. Ce pseudo-Doriot ne trouve dans son entourage ni Drioux, ni Pucheu, ni Jouvelet, ni Fabre-Luce. Avant guerre, le national-populisme, forme française du péronisme était, au PPF, non au PSF. Le Pen n'en a repris qu'une certaine forme de manipulation des foules, rien en tout cas qui le relie à l'héritage des gauches, réformistes ou révolutionnaires. S'il y a quelque similitude de clientèle, c'est celle-là même des groupes sociaux qui s'étaient détachés de La Rocque pour l'aventure doriotiste ou d'autres dans le même champ.

La Rocque incarnait délibérément ce que ses fidèles trouvaient en lui : un enchaînement des traditions dans leurs perspectives historiques, y compris le régime républicain. Il tablait en fait sur le lent cours du temps et décourageait les extrémistes situés sur sa droite. Ils firent dissidence par vagues successives, jusqu'à l'ultime commando qui fut probablement à l'origine de son arrestation par les Allemands.

Les premiers, personnages de second rang, inconnus aujourd'hui, quittèrent les Croix-de-Feu dès 1930. Les anciens soldats d'aventure rompirent plus tard avec La Rocque, pour partir à la Cagoule, qui le combattait durement ; les militants venus du sous-prolétariat chez Doriot, les jeunes bourgeois activistes, les Jeunes patriotes ou la Solidarité française. Les catholiques traditionalistes s'étaient toujours retrouvés à l'Action française, non chez La Rocque.

Quant aux dirigeants, en 1935, ceux qu'on nomma « les maréchaux » rejoignirent Doriot. Ils prônèrent l'intégration au Front de la Liberté, constitué autour de lui. La Rocque s'y refusa, comme, plus tard, il refusera l'intégration à la Légion des combattants, à Vichy.

Aux Croix-de-Feu comme au PSF, cette ligne fascina de loin bien des électeurs fondamentalement modérés mais mécontents, tout prêts à se rallier à des aventures à la condition de n'y pas participer, comme ils l'avaient fait en Italie.

Toute la stratégie de La Rocque visa à les détourner, mais la mémoire collective, paradoxalement, l'a souvent confondu avec le mort de La Rocque, revenu de déportation. Elle est maintenant pleinement confirmée par l'étude des documents.

La France, enfin, n'est plus la même. La carte électorale du Front national le 24 avril montre que son implantation ne recouvre que partiellement celle du PSF, dans l'Est, en Isère, dans le Nord. La ligne de coupe Nord-Sud s'est substituée à la ligne coupe Est-Ouest. La Rocque s'inscrivait dans des structures vieilles de plusieurs siècles. Les tout récents travaux d'Emmanuel Todd (4) ont annoncé sur ce point les mutations radicales de la carte politique et en ont donné les motifs de façon convaincante. Celles-ci expliquent le succès de Le Pen. La France de La Rocque n'était pas celle-là.

(1) Ce rétablissement des perspectives a été cessé par le professeur René Rémond, dès 1952, avec la première édition de son étude fondamentale, *La Droite en France*. D'autres chercheurs ont approfondi ses intuitions et ses questions, notamment Mlle Janine Bourdin et le regretté sénateur socialiste Philippe Machefer, qui enseigna à Nanterre et à l'Institut d'études politiques. Les porte-parole de l'imaginaire collectif, en particulier les « historiens télévisés », ne semblent pas avoir connaissance des fluctuations qui sont le fruit de ces recherches. Le dernier état en a été établi par Pierre Milza, dans le cadre de son travail : *Fascisme français, passé et présent*, Flammarion, 1987, 464 p.

(2) Libération du 26 avril 1988.

(3) Ralph Schor, « La question immigrée (1919-1939) », in : *L'Histoire*, mai 1988, pp. 87-88.

(4) Emmanuel Todd, *La Nouvelle France*, éd. du Seuil, 1987.

Mêmes les vérités de La Palice furent ignorées au cours de cette campagne électorale, qui aura encouuré un peu plus divisé la France tant il n'y fut question que du passé et des travers humains des rivaux en



présence. Quel camp eut-il l'idée élémentaire de procéder à une sorte d'audit de la société française, secteur par secteur, pour expliquer l'enjeu de 1993 ? Aucun, si l'on fait abstraction d'une étude confidentielle et tout à fait hermétique publiée sur le tard par le secrétaire général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne. Aucun candidat ne pensa non plus à faire une proposition de bon sens : la création d'un super-ministère de l'Europe dont le titulaire n'aurait pas la charge des négociations européennes (avons-tout de même tiré d'un Quai d'Orsay qui aura tant souffert de la cohabitation) mais celle de la préparation de la société française au grand marché et de l'information des Français sur toutes ces questions. Tant d'imprévoyance n'étonne pas trop, il est vrai, quand on constate les mêmes carences de la part de la plupart des associations socio-professionnelles.

Le terreau, on le voit, est extrêmement favorable à M. Le Pen, surtout depuis que le gaullisme s'est rallié à l'idée européenne, dans la foulée de la conversion de M. Chirac. Tous ceux qui savent qu'une France frileuse, repliée sur elle-même, n'aurait aucune chance, doivent en tenir compte s'ils ne veulent pas voir le mal progresser davantage ou même engendrer une fatale surenchère, non seulement entre forces politiques françaises mais aussi entre les Douze, car on ne compte pas des « peureux de l'Europe » que dans l'Hexagone. Le défi à relever pour 1993 est immense ; encore faut-il que les Français en connaissent exactement les termes.

JACQUES AMALRIC.

PANJIL WOLFGANG, TU FERAS INFORMATIQUE!

un portrait acéré de notre système d'éducation et de ses — trop nombreuses — faiblesses.

En vente en librairie

Une coédition La Découverte - Et Monde

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LE MONDE

صكذامن الملاصل

Politique

Une légère accalmie régnait en Nouvelle-Calédonie à la veille du second tour

Le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, a quitté Nouméa le samedi après-midi 7 mai (heure locale) en estimant qu'il avait accompli sa mission visant à libérer les vingt-trois otages qui avaient été détenus par le FLNKS sur l'île d'Ouvéa...

taire sur la base d'indications selon lesquelles l'assaut devait « aboutir à un minimum de victimes ». « Il a donné son accord, mais l'opération devait se faire dans des conditions fort différentes de celles que l'on connaît maintenant »...

dre le dialogue avec tous ceux qui respectent le verdict des urnes. Il faut que le référendum du 13 septembre soit respecté. L'association SOS-Racisme a demandé la constitution d'une « commission d'enquête indépendante » pour que « toute la lumière soit faite » sur l'opération militaire d'Ouvéa...

Incertitudes après un assaut

Les indépendantistes d'Ouvéa menaçaient surtout les membres du GIGN

NOUMÉA de notre correspondant

Y avait-il réellement imminence d'un massacre des gendarmes détenus en otages par leurs ravisseurs du FLNKS ? Le risque était-il tel qu'un coup de force contre la grotte de Gossant devenait d'une extrême urgence ? Selon des indications recueillies de diverses sources à Nouméa, ces questions-clés - aujourd'hui au cœur de la polémique soulevée par l'assaut meurtrier de jeudi - appellent des réponses nuancées.

gendarmes mobiles ou territoriaux bénéficiaient d'un traitement plutôt convenable. Aux premiers, les militants du FLNKS reprochaient leur responsabilité dans la mort d'Éloi Machoro, abattu en janvier 1985 par des tireurs de cette unité d'élite. Ils les ont gardés menottés toute la durée de la détention et leur servaient des rations de nourriture en dernier, après tout le monde.

En revanche, les ravisseurs avaient noué avec les autres gendarmes des rapports autrement plus décrits. Ils les avaient libérés de leurs menottes et les entretenaient - au cours de multiples parties de cartes - de leurs motivations politiques. De la perspective de l'indépendance à la coutume canaque en passant par le rôle des églises et l'économie de comptoir, les sujets abordés ont été des plus variés.

« Achevez votre sale besogne ! »

Aucun incident n'a été signalé, le samedi 7 mai, sur l'archipel, quarante-huit heures après la mort de dix-neuf indépendantistes et de deux agents secrets dans l'assaut de la grotte de Gossant. Cependant, l'état-major du FLNKS a annoncé une « remobilisation » à l'occasion du second tour du scrutin présidentiel. A Nouméa, une manifestation de protestation contre les événements d'Ouvéa a rassemblé un millier de personnes. Les militants indépendantistes n'ont pu obtenir l'autorisation de marcher sur le centre ville et ont dû se contenter d'un meeting dans le quartier populaire de Montravail. Ils sont restés durant près de six heures face à un imposant cordon de CRS qui les empêchait de quitter ce quartier.

CRS. « Se voyant perdus, nos camarades auraient pu tuer vos otages, ils ne l'ont pas fait », a-t-il ajouté. M. Hnalane Ureget, un des responsables du bureau politique du FLNKS, a pour sa part affirmé que « selon les informations communiquées à Flitser », plusieurs des militants d'Ouvéa « auraient été délibérément massacrés alors qu'ils cherchaient à se rendre ».

dredi soir, une case aménagée en classe, une autre servant de local administratif et devant accueillir un bureau de vote dimanche a été totalement brûlée dans la nuit, et des inscriptions indépendantistes ont été laissées à proximité, selon la gendarmerie. Celle-ci faisait aussi état de petits barrages d'abatis, sur la côte est et à Yaté, dans le sud, ainsi qu'une vingtaine d'autres dans la matinée sur l'île de Maré, dont cinq en flammes, qui ont tous été dégageés. Alors que la radio indépendantiste djidjo faisait aussi état d'affrontements, la gendarmerie expliquait seulement qu'une dizaine d'hommes s'étaient présentés devant les forces de l'ordre en les invitant à tirer et s'étaient ensuite dispersés sans incident.

Cases incendiées

Une délégation de cinq manifestants a été reçue par le chef de cabinet du haut-commissaire de la République à Nouméa, M. Bernard Soulas. Selon cette délégation, elle a obtenu un vol soit organisé dimanche 8 mai pour Ouvéa à l'intention des familles des victimes. La restitution des corps des ravisseurs à leurs familles dépend, en revanche, du juge d'instruction chargé de l'enquête toujours en cours, leur a-t-on répondu au haut-commissariat.

Sur l'île de Lifou, après un incendie qui a partiellement détruit, ven-

La logique militaire

Tel un engrènement, la logique militaire s'est enclenchée durant le week-end dernier, plus précisément le lundi 2 mai, au retour d'une mission d'urgence de la situation en Nouvelle-Calédonie, par l'un des sous-chefs d'état-major des armées, plus spécialement chargé des opérations, qui a été dérotté, pour la circonstance, d'un voyage prévu de longue date en Polynésie. Des renseignements plus détaillés. Une appréciation plus fine de la situation sur place, dans l'île d'Ouvéa. Une crainte aussi, que, progressivement, plus personne ne contrôle réellement la situation dans la grotte et dans ses alentours protégés par la végétation et par des forêts, voire des échauguettes, où des tireurs étaient embusqués avec les armes prises à la brigade de Fayouad.

De même source, on explique que cette tension à l'intérieur de la grotte correspond à l'audition, par les indépendantistes qui soumettent leurs rapports, d'informations selon lesquelles ils détenaient, sans le savoir, des hommes du GIGN qui auraient participé, en janvier 1985, à l'affrontement entre les gendarmes et le groupe d'Éloi Machoro tué par eux en Nouvelle-Calédonie. L'agressivité des ravisseurs s'est alors déchargée - à tort - contre le capitaine Picon. « On est entré, constate un officier de l'état-major des armées, dans un cycle dont personne ne maîtrisait le tempo ».

Le général Jacques Vidal a reçu, dans ces conditions, la direction d'organiser l'assaut à partir des derniers éléments techniques et tactiques recueillis à Nouméa. Au ministère de la Défense, on considère que, devant les menaces physiques dirigées contre les otages, personne n'avait le droit de s'en tenir à « des contingences électorales ».

M. Mitterrand : une certaine idée de l'homme et de la liberté

Lors du dernier meeting de sa campagne électorale, le vendredi 6 mai à Portes-sur-Garonne, près de Toulouse, M. Mitterrand a évoqué, sans nommer le territoire, la situation en Nouvelle-Calédonie, en exaltant le rôle de l'éducation pour donner « une certaine idée de l'homme dans la société, de l'individu par rapport à l'Etat, un certain sens de la liberté, une volonté d'égalité, un désir non pas désespéré, mais acharné à préférer le respect des autres à la domination ou à la répression ».

monde où floite le drapeau de la France et où doit s'exercer l'arbitrage de la République. « Voilà pourquoi il m'arrive souvent de songer qu'il est urgent - mais lundi prochain n'est pas loin - (...) de donner toujours préférence au dialogue, à la compréhension, à l'esprit de justice. Et quand je dis respect des autres, j'entends du même coup respect de l'histoire des autres, respect des autres cultures, respect de tout ce qui forme un être humain, dès lors que les chemins de l'histoire nous ont conduits à vivre ensemble, dans la même patrie, formés aux mêmes disciplines, avec la même ambition de placer ce pays-là, la France, au rang qui est le sien. »

Violons non identifiés Plusieurs lecteurs, émus par les récentes déclarations de M. Chirac et de ses amis sur les « dizaines et dizaines » de violés qui auraient été commis par les militants du FLNKS au cours des troubles de l'hiver 1984-1985, nous ont demandé des précisions à ce sujet. Il convient donc de préciser qu'en dépit des rumeurs entretenues à Nouméa ces accusations n'ont à ce jour trouvé aucune confirmation.

Débat à Antenne 2 à propos d'un reportage sur la Nouvelle-Calédonie

Un reportage sur la Nouvelle-Calédonie, diffusé le vendredi 6 mai, dans le journal de 13 heures, a suscité un certain émoi dans la rédaction d'Antenne 2. Reprit le point de vue de la gendarmerie sur les derniers événements, le journaliste terminait son reportage par le commentaire « on a ainsi évité un massacre ». Après un long et vif débat en conférence de rédaction, la société des journalistes a cependant jugé préférable de ne pas « extérioriser » la polémique et de la limiter à une discussion interne.

Mais le syndicat CFDT a, de son côté, rédigé un communiqué dans lequel il « s'étonne qu'Antenne 2 ait pu diffuser tel qu'il l'a été le reportage expédié par l'un de ses envoyés spéciaux ». Rappelant que « dix-neuf indépendantistes et deux militaires ont été tués pour la libération de vingt-trois otages, la CFDT conclut : « A quelques heures du deuxième tour de l'élection présidentielle, la couverture des événements de Nouvelle-Calédonie requerrait et requiert une rigueur particulière. Elle a fait défaut. »

PRÉCISION : « ravisseurs » et non « rebelles ». - M. André Giraud, ministre de la Défense, nous indique que, contrairement à ce que nous avons écrit à deux reprises, sur la foi d'une dépêche d'agence, il n'a jamais parlé des preneurs d'otages d'Ouvéa comme de « rebelles » mais comme de « ravisseurs ». Dont acte.

CORRESPONDANCE

Le droit d'expression des militaires

Nous avons reçu cette lettre du général d'armée aérienne (cadre de réserve) Philippe Maurin : Je suis un des signataires de l'article dont vous avez donné qu'un extrait dans le Monde du 4 mai et que vous avez critiqué dans celui du 5 mai. Les vérités énoncées dans cet article ne peuvent gêner ceux qui cherchent à les camoufler ; le souci de la défense de la France qu'il exprime a une autre grandeur que la polémique que vous entretenez.

armées, puissent se mêler à celles des militants de base ? Cependant, vous ne pouvez ignorer ce verset de l'Internationale : « Appliquons la grève aux armées/Crasse en l'air et rompons les rangs./S'ils s'obstinent, ces canibales/A faire de nous des héros./Ils sauront bientôt que nos balles/Sont pour nos propres généraux. »

Un appel de personnalités de gauche. - Une soixantaine de personnalités s'associent à l'appel que vient de lancer le Comité de réflexion sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie pour condamner « la sanglante absurdité d'Ouvéa, qui a provoqué la mort de vingt et une personnes : dix-neuf Canaques et deux militaires ». « Pour nous, l'honneur du peuple français, c'est reconnaître au peuple canaque ses droits et sa dignité et non pas verser à nouveau son sang sur sa terre », souligne, vendredi 6 mai, un communiqué de ce comité, en exprimant sa « sympathie [...] aux familles de toutes les victimes ». MM. Yves Jouffé, président de la Ligue des droits de l'homme, Henri Nogues, résistant, l'historien Pierre Vidal-Naquet, l'amiral Antoine Sanguinetti et Philippe Farine (PS), conseiller de Paris, font partie des signataires.

Une suggestion d'experts

« Il faudrait attribuer en bloc toutes les terres libres aux Mélanésiens »

Dans le numéro 7 de Réalités du Pacifique, MM. Jean Guirar, et Pierre Max font diverses suggestions pour une issue politique de la crise calédonienne. Ils écrivent notamment : « Le fait essentiel, qui doit être reconnu et respecté, est que les Canaques ne veulent plus être commandés par les Blancs. C'est devenu physique. Ils ne peuvent plus supporter le maintien d'une forme de domination, sous quelque forme que ce soit. »

« Ce serait le moyen le plus aisé de casser le système ancien, mais perfectionné par le RPCR, de marginalisation des Canaques. Ce serait en outre de territorialiser les Réserves, en faire un seul périmètre

à peu près cohérent et assurer la société canaque de son droit à survivre un peu plus au large en se dégageant du passé colonial [...]. Cela ne serait pas supprimer le statut Pons mais le transformer de l'intérieur. »

La sélection présidentielle

Les nouveaux anti-européens

Le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, a quitté Nouméa le samedi après-midi 7 mai (heure locale) en estimant qu'il avait accompli sa mission visant à libérer les vingt-trois otages qui avaient été détenus par le FLNKS sur l'île d'Ouvéa...

Le week-end dernier, plus précisément le lundi 2 mai, au retour d'une mission d'urgence de la situation en Nouvelle-Calédonie, par l'un des sous-chefs d'état-major des armées, plus spécialement chargé des opérations, qui a été dérotté, pour la circonstance, d'un voyage prévu de longue date en Polynésie.

Advertisement for 'Le Monde' magazine, featuring the title 'Le Monde' and 'Le Monde du 8 mai'.

Société

La «révolution pénitentiaire» menacée ?

Une enquête est demandée à l'inspection des finances pour des anomalies de marchés

La «révolution pénitentiaire» de M. Chalandon est-elle mort-née, et les quinze mille nouvelles places de prison que le garde des sceaux entendait faire construire et gérer par des établissements privés vont-elles jamais le jour ?

Sans se prononcer sur la philosophie de ce programme d'une grande ambition - politique et financière, - la commission des marchés, dont l'avis est indispensable au ministre de la justice pour qu'il engage définitivement l'Etat, vient de créer une surprise de taille en retirant de son ordre du jour l'examen du premier des quatre dossiers de fonctionnement des nouveaux établissements pénitentiaires. De mémoire de fonctionnaire, cette décision est sans précédent.

Pour avoir constaté «des anomalies tant sur la forme que sur le fond» la commission annonce qu'elle va demander à l'inspection des finances de procéder à une enquête. Elle envisage même de saisir la brigade interministérielle d'enquête, composée de magistrats, ce qui peut conduire à des poursuites pénales.

Jusqu'ici, au ministère de la justice, on a seulement - officiellement - appris l'ajournement de l'examen de ce marché de fonctionnement présenté par les sociétés Fougères et Sodhexo pour les établissements pénitentiaires de la zone ouest inscrits au programme des quinze mille places. Ce dossier, pour des raisons techniques, serait, en principe, examiné le 24 mai, en même temps que le dossier Dumez pour la zone est. En réalité, l'affaire agitée depuis une quinzaine de jours les fonctionnaires des finances et du budget, auxquels se heurte le ministère de la justice, les marchés de construction, d'un montant global de 4,5 milliards de francs, avaient déjà donné lieu à de sérieuses controverses entre la Rue de Rivoli et la Place Vendôme, avant d'être finalement avortés, fin mars, sans enthousiasme. C'est aujourd'hui l'examen des marchés de fonctionnement des nouveaux établissements pénitentiaires (le Monde du 7 mai), une enveloppe de 8 milliards de francs sur dix ans, qui risque de tout remettre en question.

Dans une lettre datée du 6 mai et transmise à tous les ministères inté-

ressés, le secrétaire général de la commission centrale des marchés s'interroge sur la régularité de la passation de ces marchés et écrit que «des anomalies [peuvent même] entacher les conditions de dévolution des marchés conclus pour la construction». Il s'étonne aussi que les sociétés Fougères et Sodhexo, «le cinquième moins-disant pour le fonctionnement», aient été retenues par le ministère de la justice.

Le soupçon prend corps lorsqu'on examine attentivement les chiffres et les projets. En vérité, on peut penser que les entreprises lauréates du concours ne pouvaient présenter des prix de construction très compétitifs (270 000 francs par place pour un prix moyen habituel de 400 000 francs) qu'à condition de remporter aussi les marchés de fonctionnement dont les prix, eux, paraissent bien trop élevés. Le surcoût a été dénoncé à maintes reprises par les représentants des ministères des finances et du budget. Ce système de vases communicants entre des marchés distincts faisant l'objet d'appels d'offres dis-

crets constitue une infraction au code des marchés. Les interventions répétées du ministre de la justice pour imposer l'examen du dossier Fougères-Sodhexo le 10 mai - première date utile de cette commission qui se réunit tous les quinze jours - ont également intrigué. M. Chalandon joue contre la montre, nous a-t-on dit au ministère de l'économie. «Quel que soit le résultat de l'élection présidentielle, et même si M. Chirac devait remettre très rapidement la démission de son gouvernement, il n'aurait empêché le garde des sceaux... qui expédierait les affaires courantes - de signer le marché le 10 mai si la commission l'avait examiné ce jour-là.»

Le blocage du processus par la commission centrale des marchés risque donc bien de remettre en question, non seulement la concession au secteur privé du fonctionnement des nouveaux établissements pénitentiaires, mais aussi l'ensemble de ce programme des quinze mille places qui devait marquer le passage de M. Chalandon au ministère de la justice.

AGATHE LOGEART.

L'avenir de la police nationale

Les deux candidats à l'élection présidentielle répondent à la FASP

Principale organisation syndicale du monde policier, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) a écrit, le 25 avril, aux deux candidats à l'élection présidentielle restés en lice à l'issue du premier tour. Avec l'UNEF-ID, la FASP est le seul syndicat qui ait reçu une réponse signée par M. François Mitterrand. M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, a été chargé de répondre à la FASP au nom de Jacques Chirac.

Dans sa lettre aux deux candidats, la FASP «part de ce constat: la police française possède un capital humain fantastique mais son rendement est médiocre. Le taux d'efficacité des affaires reste faible, les gaspillages sont formidables, les rivalités persistantes et les tâches indues écrasantes». La FASP estime qu'il faut aujourd'hui aller «au-delà» du plan pluri-annuel de modernisation adopté en 1985, appelant de ses vœux des «réformes en profondeur».

Trois objectifs lui semblent prioritaires: la territorialisation, qui consiste dans la définition d'une nouvelle circonscription de police, véritable élément de base et ferment d'unité de la police nationale, puis la création de directions régionales de police dont la compétence couvrirait les régions économiques; l'unification, qui doit mettre fin à l'extrême division de la police en multiples corps et catégories, homogénéiser les déroulements de carrière et promouvoir une formation initiale commune; «la transparence concrétisée par l'instauration d'un Conseil supérieur de la fonction policière composé de personnalités indépendantes, qu'élus, associations et syndicats pourraient saisir, qui garantirait le respect du code de déontologie promulgué en mars 1986, et recourrait aux services d'inspection pour assurer régulièrement un état des lieux de la police nationale».

En dehors de ces «trois grandes urgences», la FASP demande une réflexion sur la division du travail entre la police, la gendarmerie, les polices municipales et les polices

privées: «Ne pourrait-on réfléchir au principe d'un seul service public chargé de la sécurité, d'une seule institution totalement civile, comme c'est le cas dans d'autres démocraties?» Dans l'immédiat, elle souhaite que des «limites» soient imposées au développement des polices municipales et qu'un «contrôle draconien» soit instauré sur les sociétés de gardiennage et de sécurité. Enfin, estimant que les policiers, comme les autres agents de l'Etat, ont subi l'austérité, elle revendique une augmentation de vingt-cinq points annuels pour l'ensemble des personnels de police.

Dans sa réponse, M. Mitterrand, après avoir rappelé le bilan de son septennat, assure qu'il demandera s'il est réélu, «un gouvernement de s'engager dans plusieurs directions nouvelles qui rejoignent largement [les] trois objectifs de territorialisation, unification et transparence». Il propose l'installation «dans chaque département, auprès du préfet, d'un responsable unique de la sécurité», ainsi que la création d'un échelon régional. Il se prononce pour «une plus grande unité des corps, aujourd'hui trop morcelés (...) en rapprochant le statut des policiers du droit commun de la fonction publique». «La réussite d'une politique de sécurité, conclut-il, requiert l'adhésion des citoyens. Celle-ci repose sur la confiance que doit lui inspirer le service public qui est la police, proche de lui, ouvert, quotidien, rassurant».

La réponse de M. Pandraud, au nom de M. Chirac, propose notamment «l'instauration de troncs communs pour la formation des policiers, l'harmonisation complète des déroulements de carrière, la mise en place de passerelles entre les corps en tenue et en civil». Elle retient l'échelon régional comme instance de territorialisation. Elle est favorable à un «Conseil supérieur de la fonction policière» qui «comprendrait des représentants de l'administration et des personnels» et aurait à connaître «de l'organisation des services, des problèmes statutaires et des problèmes sociaux» des seuls policiers. Elle y ajoute un «Haut Conseil de la sécurité intérieure», rattaché au premier ministre.

A la demande du garde des sceaux

La Cour de cassation examinera la demande de révision du procès Vandapuy

La demande en révision du procès de Max Ernest Vandapuy, condamné à quinze ans de réclusion criminelle par la cour d'assises des Alpes-Maritimes le 21 mai 1984, connaît une évolution favorable au condamné et de nature à satisfaire ceux qui le soutiennent dans sa protestation d'innocence (le Monde du 16 avril).

Le garde des sceaux, M. Alain Chalandon, vient, en effet, de transmettre le dossier, après son examen par la commission spéciale prévue par l'article 623 du code de procédure pénale, à M. Pierre Arpaillange, procureur général près la Cour de cassation, pour qu'il

saisisse la chambre criminelle de la demande en révision. Cette juridiction, après s'être assurée que l'affaire est en état d'être examinée, peut soit rejeter la demande si elle l'estime mal fondée, soit annuler l'arrêt de condamnation et approuver s'il est possible de procéder à de nouveaux débats contradictoires, auquel cas elle désigne une nouvelle cour d'assises pour la révision du procès initial.

M. Vandapuy est détenu depuis le 7 avril 1982. Il avait alors été inculpé de tentative d'homicide volontaire sur deux policiers. Depuis sa condamnation et le rejet de son pourvoi, il purge sa

peine à la centrale de Poissy (Yvelines). La constance avec laquelle il ne cesse d'affirmer son innocence lui vaut le soutien de plusieurs personnalités telles que Marguerite Duras, Claude Mauriac, Théodore Monod, Jean-Marie Domenach, ainsi que l'appui de la Ligue des droits de l'homme. Le défenseur de Max Ernest Vandapuy, M. Irène Torrel, en apprenant la décision du garde des sceaux, a fait savoir qu'elle demandait une mesure de suspension de l'exécution de la peine de deux policiers. Depuis sa condamnation et le rejet de son pourvoi, il purge sa

● Un dépôt d'explosifs dans la banlieue de Toulouse. - Des gendarmes à la recherche d'un évadé de la centrale de Muret (Haute-Garonne) ont découvert chez M. Philippe Baron, trente-deux ans, susceptible d'avoir hébergé le fugitif, à son domicile de Castanet-Tolosan dans la banlieue de Toulouse, un lot d'explosifs divers.

Ils ont saisi trente-cinq détonateurs électriques, soixante-quinze bâtons à mèches, deux cents relais et cent vingt mètres de mèche lente.

Bien que M. Baron ait assuré avoir découvert cet ensemble dans une poubelle, il a été inculpé de détention illicite d'explosifs et écroué à Toulouse.

Mulhouse aux prises avec la pollution

MULHOUSE de notre envoyé spécial

Il était une fois en Alsace, du côté de Mulhouse, des mines de potasse (MDPA) accusées de polluer le Rhin en rejetant directement leurs saumures au fleuve. A cause d'elles, mais aussi de tous les chimistes installés le long du fleuve, les Néerlandais devaient tourner sept fois leur langue dans leur bouche avant d'oser boire l'eau du robinet ou même d'arroser leurs cultures...

Mars 1986: la commune de Kingersheim (Haut-Rhin) découvre que son eau «potable» a pris une couleur jaune et sent la chimie à plein nez. Elle porte plainte contre X... et demande au distributeur d'eau local, la Société de gestion de services publics et privés de l'Est (SOGEST), filiale de la Lyonnaise des eaux, de lui faire un branchement de secours. La SOGEST s'exécute aussitôt mais s'inquiète: il se trouve qu'elle a racheté, en 1979, le réseau de distribution d'eau potable mis en place par les mines de potasse pour l'alimentation de quarante-cinq communes du Sundgau, du nord de Mulhouse, dont six communes situées à l'aplomb du bassin potassique. Par la grâce des mines, qui pouvaient à tout, ces six communes paient leur eau potable à un prix défiant toute concurrence: 90 centimes le mètre cube.

La SOGEST appelle sa maison mère, la Lyonnaise, qui procède aussitôt à des examens de l'eau imbuvable: on y découvre du chloroforme, du benzène, du trichloroéthylène, du tétrahydrofur, du perchloroéthylène. Renseignements pris, ce genre de produit ne peut venir que de deux sites industriels de Mulhouse: la Société de produits chimiques et matières colorantes de Mulhouse (SPCM), filiale de Pechiney, qui a fermé en 1981; et l'usine Industrielle chimique Mulhouse-Dornach (ICMD), filiale de Rhône-Poulenc, qui emploie aujourd'hui trois cent soixante personnes à la nitration du chlorobenzène et autres produits utilisés dans l'industrie des colorants et des produits phytosanitaires. A son tour, la SOGEST et la Lyonnaise des eaux portent plainte contre X... car il faut bientôt rejeter à l'égout l'eau de trois forages. Début 1987, en effet, le ministre de la santé indique que l'eau mise en distribution ne doit pas dépasser 30 microgrammes de chloroforme par litre - une tolérance accordée pour un an. La SOGEST demande alors à la ville de Mulhouse un raccordement sur son réseau d'eau potable, grâce à une canalisation opérationnelle, en juin 1987.

L'on s'avise ensuite que les mineurs de fond ne sont pas des consommateurs comme les autres: à cause de la chaleur et de l'air sec du

service régional de l'aménagement de l'eau (SRAE), comprend ce refus: «Est-il normal que des gens paient leur eau plus cher parce que des industriels l'ont polluée?» A la préfecture de Colmar, cependant, on observe que «les élus, de toute façon, vont devoir convaincre leurs clients, démarchés que l'eau coûte plus cher dorénavant».

La ville de Mulhouse, prête à faire de nouveaux forages sous la forêt de la Harde pour satisfaire les besoins du bassin potassique, offre aujourd'hui un prix de 1,75 franc le mètre cube, mais c'est encore le double du prix actuel. En outre, la SOGEST s'est retournée contre Pechiney et Rhône-Poulenc, car elle dépense quelque 10 millions de francs en deux ans pour modifier son réseau de distribution, analyser l'eau et surtout pour pomper l'eau des forages inutilisables afin de purger la nappe phréatique contaminée par deux «langues» de pollution.

«Du mécano écologique» Ces péripéties pourraient être considérées comme négligeables, puisque personne n'est privé d'eau dans le bassin potassique, mais l'affaire ne fait que commencer. D'abord, le service des eaux de la ville de Mulhouse facture son eau 3,36 francs le mètre cube. Les communes lésées, regroupées en un Syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU), présidé par M. Antoine Gisinger, soixante-quatorze ans, directeur de Wittenheim et ancien député (RPR) du Haut-Rhin, refusent donc de payer la différence entre l'ancien tarif et le nouveau - presque quadruplé! «Nous allons bientôt payer l'eau aussi cher que le vin», proteste M. Gisinger, bien décidé à ne pas se laisser faire. Tout en contestant l'arbitraire des normes imposées par la santé, M. Alain Vigerson, chef

de francs de provision pour les travaux de dépollution. Le 8 avril, la chambre commerciale du tribunal de grande instance de Mulhouse a condamné l'ICMD - la seule usine encore en activité - à verser 7 millions de francs. Décision surprise, si l'on songe que la responsabilité de la pollution n'a pas encore été établie et que les juges n'ont pas tranché sur le fond... Bien entendu, l'ICMD a fait appel de ce «référé-provision».

Et attendant le jugement du tribunal sur le fond, le SIVU va consulter ses experts juridiques pour savoir quelle solution adopter (raccordement définitif au réseau de Mulhouse, nouveaux forages dans le bassin potassique ou démantèlement du champ captant) et le comité départemental d'hygiène va se réunir exceptionnellement pour se fixer une ligne.

Situation paradoxale: Mulhouse, cité «verte» aux portes de la Suisse et de l'Allemagne, la ville qui offre à la France le candidat «écolo» Antoine Waechter, est aujourd'hui aux prises avec une pollution bien à elle. Et ce n'est qu'un début: ces deux langues de pollution chimique se déplacent dans la nappe phréatique en suivant la pente, c'est-à-dire vers le nord de l'Alsace. Et l'on appréhende le jour où fermeront définitivement les mines de potasse (en 2005). On prévoit déjà qu'une partie du bassin potassique risque l'inondation si l'on ne continue pas à pomper l'eau de la nappe, car le niveau du sol a baissé parfois de 4 mètres. Mais que faire d'une eau chargée de sel et de résidus chimiques? ROGER CANS.

Sanction modérée pour trois policiers qui prêtèrent main-forte à un commando

Trois gardiens de la paix qui, hors service, avaient, pour le compte d'une milice patronale, participé, le 13 avril 1987, à l'investissement d'une usine occupée par des grévistes à Dammariens-Lys (Seine-et-Marne) viennent d'être sanctionnés par M. Robert Pandraud, ministre délégué à la sécurité. Le conseil de discipline réuni le 2 décembre 1987 avait proposé leur révocation pure et simple. Le ministre, par arrêté en date du 26 avril, s'est nettement moins sévère en décidant d'abaisser d'un échelon les trois fonctionnaires.

Le 13 avril 1987, vers 4 h 30 du matin, un commando de dix-neuf personnes investissait l'usine Saëur, occupée par des grévistes, à Dammariens-Lys. Le groupe était dirigé par le responsable d'une société de musculation et de sports de combat, François Briouze, qui avait recruté, pour la circonstance, une vingtaine de «gros bras», membres ou ex-membres de sociétés de surveillance et de sécurité. Parmi ces auxiliaires figurait l'officier de paix principal Henri Leman, commandant du corps urbain de La Courneuve (Seine-Saint-Denis), et trois gardiens de la paix, Jean-Louis Coehy, Thierry Baffioni et Marc Baudrenont.

La reprise de l'usine se fit sans incident: seuls quelques militants de la CGT l'occupaient à l'arrivée du commando. Quelques heures plus tard, d'autres ouvriers se rassemblaient devant l'établissement, obligeant la police à intervenir et à émettre tous les membres du commando au commissariat pour vérification d'identité. Les policiers découvraient alors, outre la présence de quatre de leurs collègues dans l'équipe, diverses armes (nunchakus, nerfs de boef, matras, pistolet à grenaille, etc.). Dix des personnes interpellées avaient déjà eu affaire à la police pour infraction à la législation sur les stupéfiants, faux chèques, vol à main armée, port d'armes à feu, coups et blessures volontaires.

Suspendus de leurs fonctions, les fonctionnaires en cause devaient expliquer qu'ils étaient là pour rendre service à leur ami Briouze, croyant que ce dernier avait besoin d'aide pour un désengagement... L'officier de paix Henri Leman comparait bien évidemment devant le conseil de discipline de son corps, qui proposait pour toute sanction l'abaissement d'un échelon, proposition bien sûr ratifiée par M. Robert Pandraud. La commission de discipline, en revanche, proposait la révocation des gardiens de la paix.

Cette différence de traitement avait suscité à l'époque un certain émoi. Sans doute est-ce la raison pour laquelle M. Pandraud a décidé un nivellement par le bas des sanctions et vient d'aligner celle des trois gardiens de la paix sur celle de l'officier.

L'équité explique moins bien d'autres cas de sanctions bénignes. C'est ainsi que le conseil de discipline des gardiens de la paix, dans sa séance du 28 avril dernier, a examiné le cas d'un policier accusé de violence illégitime. Un passant qui tentait de s'interposer pour prendre la défense d'une personne interpellée sans ménagements avait lui-même été pris physiquement à partie par le policier. Le conseil de discipline a proposé six mois d'exclusion contre le fautif.

G. M.

SPORTS

AUTOMOBILISME: le tour de Corse

Une première pour Didier Auriol

Après onze victoires consécutives en championnats du monde des rallyes, Lancia a échoué, le vendredi 6 mai, dans le tour de Corse. La nouvelle Delta intégrale, invaincue depuis ses débuts en compétition au rallye du Portugal, n'a pu conjurer le mauvais sort qui frappe l'écurie italienne en Corse depuis les accidents mortels d'Attilio Bettiga (1985) et de Henri Toivonen (1986).

En l'absence de Massimo Biasion, le leader du championnat du monde, opéré récemment d'un méninge, ce sont Yves Loubet partant grand favori. Une commande de boîte de vitesses cassée dans la douzième épreuve spéciale, où il a perdu huit

minutes, a ruiné ses espoirs. Malgré vingt-deux meilleurs temps en spéciales contre cinq pour Didier Auriol (Ford Sierra Cosworth) et trois pour Bruno Saby (Lancia Delta intégrale) - le pilote de Porto-Vecchio a dû se contenter de la deuxième place à 3 minutes 5 secondes de Didier Auriol.

Le double champion de France des rallyes (1986-1987) qui avait fait des apparitions remarquées dans les rallyes de San Remo et du Portugal, signe en Corse sa première victoire dans une épreuve comptant pour le championnat du monde, malgré le handicap constitué par les deux roues motrices de la Sierra

Cosworth. Pour cette course, Ford-Grande-Bretagne avait, il est vrai, préparé une voiture plus légère (de 70 kg) et équipée d'une boîte de vitesses plus maniable et de freins plus gros.

A vingt-neuf ans, Didier Auriol vise cette saison un troisième titre national consécutif. Il espère surtout que ses futures prestations dans les rallyes de San Remo et de Grande-Bretagne inciteront Ford, qui n'avait battu que l'équipe de championnats du monde depuis le rallye des 1 000 lacs 1981, à mettre au point une voiture à quatre roues motrices et à lui confier un volant pour un programme mondial complet en 1989. G. A.

● Les Sud-Africains interdits de compétition en Espagne. - Le ministre espagnol des affaires étrangères a annoncé, le vendredi 6 mai, qu'il serait désormais interdit à tout ressortissant sud-africain de participer à des compétitions sportives en Espagne. Jusqu'à présent, les Sud-Africains ne pouvaient y participer qu'à titre individuel. Cette nouvelle mesure fait suite à un combat de boxe organisé à Madrid, au cours duquel le Sud-Africain Brian Mitchell avait conservé son titre mondial.

● FOOTBALL: championnat de France. - L'Olympique de Marseille a battu Niort (1-0) le vendredi 6 mai, en match avancé de la trentième journée du championnat de France. G. M.

صكزانت الاصل

JEUX

échecs

N° 1279

CONJUGAISONS

(Championnat de Suède par correspondance, 1988)

Noirs : S. ERIKSSON

Partie espagnole.

1. e4	21. Cc5	Fb7 (a)																	
2. Cf3	22. Cf6	23. Rg3 (f)	24. Td1 (a)	25. Fb7 (a)	26. Rf5 (e)	27. Rg2 (f)	28. Rb2+	29. Tg2 (v)	30. Td1	31. Tg1	32. Dd6 (w)	33. Txd6	34. Dd7 (w)	35. Dd7 (w)	36. Rf5 (e)	37. Cx5 (a)	38. Dd7 (w)	39. Txd7+	40. Rg4

NOTES

a) On joue aussi assez souvent 5... Cc6 avec la suite 6. Fxc6, dx6; 7. dx6, Cf3 (ou 7. Cc4; 8. Dc2, Ff5; 9. Td1, Dc8; 10. Td4 (comme dans la partie Lobron-Lombardy, New-York, 1987) ou 8. Dxd8+, Rxd8; 9. Cc3 ou 9. f4 ou 9.b3.

b) Probablement le plus énergique et le plus connu depuis une certaine époque; Albin préférait 6. Td1 contre Teichmann en 1897 comme Marco contre Pillsbury en 1902, alors que Tch-

gorine expérimentait 6. d5 contre Zakaron en 1885.

c) La proposition de Trifunovic, 6... d5, est considérée comme risquée, bien qu'aucune réfutation n'ait été trouvée; 7. Cxé5, Fd7; 8. Fxc6 (si 8. Cxd7, Cxd4); 9. Cc5+, e6; 10. Fxc6+, Cxé6; 11. Cf3, Dd0 avec un bon jeu pour les Noirs; Fxc6; 9. Td1, Fd7; 10. Ff4, e6.

d) On 7... dx6; 8. dxé5, Cf5; 9. Td1, Fd7; 10. Cc3, 0-0; 11. Cc4 et les Blancs sont mieux.

e) A cet étrange saut du C-R, certains préfèrent la continuation 8... Cf5; 9. Dc4, g6; 10. Cc4 (ou 10. b3, 0-0; 11. Fb2, Fb7; 12. Td1, d5; 13. éxd6, dx6; 14. Cb-d2, d5; 15. Df4, f6; 16. e4, Tf7; 17. gxd5, gxd5; 18. Cc4, Fd6; 19. Df5, Cg7; 20. Cf1 avec avantage aux Blancs (Popovic-Karavick, 1987), Cxd4; 11. Dxd4, 0-0; 12. Fb6, Td8; 13. Cc3 ou 13. Cd2.

f) 9. Dd7 est à regarder de plus près.

g) Et non 9... Cc5 à cause de 10. Cd4, Fa6; 11. Dg4, Fx11; 12. Dxd7, Tf8; 13. Rxf1 et l'attaque des Blancs vaut plus que la qualité (Showalter-Tarrasch, Vienne, 1898).

h) Pillsbury recommandait 10. Td1.

i) Si 10... Cc5; 11. Td1, Dd8; 12. Cf5, f6; 13. Fb1, Cc6; 14. Dg4.

j) Après 11. Td1, Dd8; 12. Ff4, Fd4; 13. Txd6, e5; 14. Fg3 les Blancs ont, semble-t-il, les meilleures perspectives.

k) Dans la partie en consultation, Marco-Schlechter contre Charousck-Fahedric, 1898, la suite 11... Dd8; 12. f4, d3; 13. Td-e1, Fb6 donnait aux Noirs un jeu satisfaisant.

l) Les Blancs dominent la case e5.

m) Un plan simple et efficace: l'avance du pion g2.

n) Afin de pouvoir mettre en jeu le T-d sans perdre le pion a7.

o) Le blocage 18... b4 est défectif en raison de la manœuvre Cc3-Cxc5, Fxc5-Dd8, Td-e1 suivi de Fb1-Fd1-Td2 et le pion b4 tombe.

p) Si 20... Fxc4; 21. é6! ou 21. Dg3.

q) L'infériorité positionnelle des Noirs est maintenant manifeste. 21... c5 perd après 22. Fxc5, Cxc5 (ou 22... Fxc2; 23. Dxc2, Cxc5; 24. Td-e1, e6; 25. Cxd5); 23. Dxc5, Fxc2; 24. Cxd5.

r) Les Noirs, qui s'attendaient à la consolidation 23. a3, ont la surprise de voir l'ennemi attaquer sur l'autre aile.

s) Menace 25. Dd2.

t) Si 26... bxc3; 27. fxc6.

u) Menace 28. é6 comme 28. f2+.

v) Menace 30. Txe6, dxé6; 31. Dxb7 mat. Naturellement si 29... Txc6; 30. é6+.

w) Le C Blanc est en prise depuis neuf coups.

x) Si 32... Txf6; 33. éxf6, Df7; 34. Dxb7+1, Dxb7; 35. f7+ et mat au coup suivant. Si 32... Td6; 33. éxf6, Rg8; 34. Tg1+, Rb8; 35. Df8+1, Txf8; 36. f7 mat. Les Noirs sont contraints de perdre la qualité pour éliminer le dangereux F Blanc.

y) Menace 35. é6.


z) Si 36... Txc7; 37. Df6+.

aa) Et voici l'entrée en jeu du C et longtemps menacé.

ab) Si 38... Df7; 39. Ta8+, Tg8; 40. éf6, Txa8; 41. Dxb7+, Dxb7; 42. Txb7 mat.

ac) 39... Rxb7; 40. Cf6+ et 41. Cxé8. Si 39... Rg8; 40. Cf6+.

ÉTUDE N° 1279
M. LIBURKINE (1931)



SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1279
K. TATTERSOL, 1911
Blancs: Rb8, Dg8, Ph7 et g7.
Noirs: Rg5 et Dd2.
1. Dd8!, Dd1 (et non 1... Dc3; 2. Dg3+1 et 1... Dd4 (D3); 2. Dd8+1); 2. Dg3+, Rf5; 3. Df2+, Rf4 (si 3... Rf6; 4. Da2+1 et si 3... Rg5; 4. Dg1+1); 4. Dg2+, Rf5; 5. Rg6!

Blancs (6): Rb4, Cf7, Fa5, c4, é7, f5.
Noirs (5): Ra6, Ta8, Cd4, Fc7, e4.

Les Blancs jouent et gagnent.
* Précédent: La partie publiée le 2 mai aurait dû porter le n° 1278 et la solution le n° 1277.

bridge

N° 1277

LA GRIFFE DU DIABLE

Le grand chelem extraordinaire a été réussi grâce à un coup qui est pour les Anglais le véritable Coup du Diable.

La donne a été distribuée au cours d'un championnat au Danemark.

♠ RD
♥ R103
♦ A753
♣ 8742

♠ 765
♥ D85
♦ RV102
♣ 953

♠ 9832
♥ V7
♦ D986
♣ V106

♠ AV104
♥ A9642
♦ 4
♣ ARD

Ouest entame le Valet de Carreau en pensant que le mort avait As Dame et que le déclarant n'oserait pas faire l'impasse au Roi. Comment, après avoir pris avec l'As de Carreau, Tony Hessel a-t-il gagné ce GRAND CHELEM A CŒUR contre toute défense?

Réponse:
Les chances de trouver D V sont écartées trop minces, Hessel a préféré utiliser un jeu de raccourcissement et d'élimination dont le déroulement a été le suivant: il a commencé par couper un Carreau, puis il est monté au mort par la Dame de Pique pour couper un deuxième Carreau; ensuite il a tiré As Roi de Trèfle et, ayant constaté qu'aucun adversaire n'avait fait d'écarts (pour indiquer un partenaire un nombre pair de cartes), il se décida pour le Coup du Diable: il joua une troisième fois Trèfle, réalisa le Roi de Pique, coupa le dernier Carreau du mort, tira l'As de Pique et joua son dernier Pique, le 10:

♠ RD85 ♥ RV103 ♦ 9V7
♣ 10VA9

Ouest coupa le 10 de Pique avec le 5 de Cœur, le mort surcoupa avec le 10 de Cœur et le déclarant fit les deux dernières levées avec le Roi et l'As de Cœur.

Il aurait mieux valu que Ouest coupe avec la Dame de Cœur, mais

le déclarant aurait surcoupé avec le Roi de Cœur, et il aurait vraisemblablement fait l'impasse au Valet de Cœur au tour suivant.

Comment tuer un mort?
Quand cette donne a été publiée dans un concours en montrant seulement les mains d'Ouest et de Nord (le mort), 85 % des participants ont trouvé la défense mortelle. Essayez de jouer aussi bien qu'eux en cachant les mains d'Est et de Sud (le déclarant). Le coup à l'origine avait été joué en Belgique.

♠ V109653
♥ ARV5
♦ 6
♣ 84

♠ RD72
♥ 8654
♦ 83
♣ AD

♠ 84
♥ RDV102
♦ D10962
♣ 8

♠ A9
♥ 74
♦ RV10975432
♣ Ann: S. don. Pers. vuln.

Sud Ouest Nord Est
5 ♠
contre passe passe...
Ouest entame l'As de Pique coupé par Sud qui joue le 4 de Carreau pour l'As du mort et le 6 d'Est. Le déclarant joue le 6 de Trèfle pour le 8 d'Est, et Sud fournit le Valet. Ouest prend avec la Dame de Trèfle et joue le Roi de Pique. Sud coupe et donne à Ouest l'As de Trèfle sur lequel Est fournit le Roi de Cœur. Comment Ouest doit-il jouer pour faire chuter CINQ TRÈFLES?

Note sur les enchères
L'ouverture de cinq dans une mineure est rare car elle nécessite un couleur d'au moins huit cartes sans soutien dans aucune majeure.

PHILIPPE BRUGNON.
COURRIER DES LECTEURS
Que pensez-vous du Texas?
Au sujet de l'utilisation du Texas, J. Charbonneau écrit que « la valeur d'une main de 1 SA peut

varier de 16 H jusqu'à 21 points de soutien ». Non, c'est impossible car les experts n'admettent l'ouverture de 1 SA avec 18 H que si la distribution est 4-3-3-3. Il ne peut donc y avoir de points de soutien (même avec un fit de quatre cartes) quand la main contient 18 H.

Haute sécurité (n° 1262)
« Le coup à blanc à Trèfle est un chef-d'œuvre, écrit Antoine Roux, mais il n'aurait servi à rien sur l'entame à Carreau qui était plus indiquée que celle d'un petit Pique sous D V... »

Les annonces n'avaient pas été indiquées, et, avec quatre petits Carreaux, il n'était guère tentant d'entamer dans la couleur d'ouverture du mort (qui avait certainement ouvert de 1 Carreau). Toutefois avec Dame-Valet l'attaque normale était la Dame et non pas un petit à un contrat à la couleur.

dames

N° 327

L'INSTINCT BRÉSILIEN

1. 32-28	18-23	20. 31-26	5-10
2. 34-29 (a)	23-34 (b)	21. 46-41	18-15 (l)
3. 40-29 (c)	19-24 (d)	22. 41-37	14-20
4. 39-34	14-19	23. 25-14	9-20 (m)
5. 34-39	28-24	24. 37-32	28-22
6. 28-20	25-14 (e)	25. 37-42	4-9
7. 37-32 (f)	12-18	26. 42-37	9-14
8. 41-37	7-12	27. 27-22 (n)	18-27
9. 43-29	17-12 (g)	28. 32-27	12-17 (o)
10. 39-34	15-20	29. 44-40	14-28 (p)
11. 38-25	28-24 (h)	30. 39-34 (q)	24-28 (r)
12. 34-29	10-15 (i)	31. 33-29	19-29
13. 29-28	15-24	32. 43-34 (s)	23-28 (t)
14. 43-39	18-23	33. 34-23	17-21 (u)
15. 49-43	17-21 (v)	34. 26-17	25-39
16. 31-27	12-18 (l)	35. 35-24	20-17
17. 37-31	21-26	36. 32-21	11-31 (w)
18. 50-44	26-27	37. 36-27	8-12
19. 42-31	7-12 (k)	Abandon (w)	

NOTES
a) Pour la troisième fois dans cette rubrique, les Blancs poursuivent, comme dans presque toutes les parties proposées jusqu'aux dernières levées, soit par 2. 33-29, soit par 2. 38-32.
b) Plus fréquente est la prise 2... (23-32); 3. 37-28 (12-18, bl, b2); 4. 41-37 (16-21); 5. 31-26 (19-23); 6. 28-19 (14-34); 7. 39-30 (21-27) [Leontiev-Mogiljanski, championnat des ligues d'URSS, 1986-1987].
c) 3... (19-23); 4. 28-19 (14-34); 5. 39-30 (10-14); 6. 44-39 (12-18); 7. 50-44 (7-12); 8. 30-25 (1-7) [Matarasso-Juan, championnat de France, 1963].

b2) Dans les tendances actuelles on observe: (20-25); 4. 41-37 (15-20); 5. 37-32 (17-21); 6. 46-41 (21-26); 7. 41-37 (16-21); 8. 40-34 (11-16); 9. 45-40 (19-24) [Wal-Gantwarg, Coupe du monde, 1985, Le Monde du 10 août 1985].

c) Moins usuel que la prise par 3. 39-30 puis, entre autres multiples variantes de début 3... (20-25); 4. 44-39 (25-34); 5. 39-30 (16-21); 6. 31-26 (21-27); 7. 30-25 (19-24); 8. 40-34 (11-16); 1. 9. 37-32, les Blancs placent une belle combinaison en six temps 9... (17-22) !!; 10. 32-21 (16-27); 11. 28-17 (12-21); 12. 26-17 (24-30); 13. 35-24 (14-20); 14. 25-14 (10-28) [L'instinct brésilien, championnat des Pays-Bas, juniors, 1981, Le Monde du 28 août 1982].

d) Au stade de l'ouverture, cet enchaînement répond le plus souvent au désir de perdre des temps sans retard.
e) Confirmation en est donnée, en tout logique.
f) 7. 31-27 est interdit [pour tout nouveaux damistes].
g) Équilibre parfait de la structure des Noirs, qui possèdent d'immenses réserves de puissance sur les cent quarante-deux degrés.
h) Interdit 12. 31-27 (17-22); 13. 28-17 (11-31); 14. 36-27 (24-30); 15. 35-24 (19-28); 16. 32-23 (18-29), N+2 et+.

i) Le plus fort est bien l'occupation renouvelée de cette case d'un haut intérêt stratégique; accentuation de la pression sur le centre adverse face à deux pions passifs à la bande (pions à 25 et 35). L'instinct du jeu est dès lors manifeste.

j) L'instinct du jeu au service des connaissances théoriques dans ce début classique.

k) La comparaison des positions ne se limite pas au plaisir des yeux de l'initié. Et pourtant il faut bien convenir que les positions pour les Blancs de rêve convergent irrésistiblement vers la formation des Noirs, équilibrée, riche de chaînes offensives, sans pion faible à la bande, sans aucun problème de développement des ailes, solidement implantée au centre.

l) Sur 21... (17-17), les Blancs demeurent en six temps: 22. 35-30 (24-35); 23. 25-20 (14-25); 24. 33-29 (23-34); 25. 39-30 (35-24); 26. 27-21 (16-27); 27. 32-25, rafle cinq pions, dame, C+5.

m) Formation d'une colonne d'attaque compromettant le déploiement de l'aile droite des Blancs.

n) C'est sur cet échange qu'apparaît la faiblesse positionnelle des Blancs.

o) L'application clairvoyante de la théorie, qui précède cet enchaînement réduisant considérablement la liberté de mouvement sur l'aile gauche des Blancs.

p) Nouvelle colonne d'attaque prête à déclencher la foudre si 30. 39-34.

q) Sur le fil du rasoir, subissant une constante pression depuis le quatorzième temps, les Blancs, psychologiquement fourbus, laissent place à la virtuosité de leur adversaire, encore très peu connu sur le plan international.

r) Lancement d'une originale combinaison en sept temps et à variantes.
s) Si 32. 28-19 (19-24); 33. 43-39 (17-24); 34. 32-23 (24-30); 35. 35-24 (20-18), N+1.

t) Nouvelle accélération faite à la fois d'acquit théorique et d'instinct, la Fédération brésilienne du jeu de dames compte moins de vingt ans.

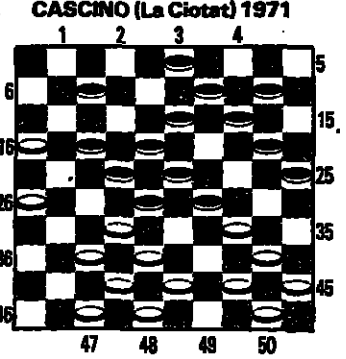
u) Pour une succession de deux vastes rafles.

v) Le résultat de l'engagement grandissant pour le jeu de dames et du tempérament brésilien dans cette phase tactique caractérisée par un florilège de crochets, d'arabesques, de changements de rythmes, s'ouvrant sur l'embarquement du damier.

w) La supériorité numérique des Noirs.

x) Pour obtenir la liste actualisée des principaux ouvrages didactiques et recueils en langue française qui permettent dès les premiers mois de franchir plusieurs caps de l'initiation, les lecteurs peuvent s'adresser directement à Jean Chaze: « La Pastourelle », bâtiment D, boulevard de Paste, 07000 Privas.

PROBLÈME
CASCINO (La Clotat) 1971



Les Blancs jouent et gagnent en 7 temps.
Les Blancs jouent et gagnent en 7 temps. Hautement spectaculaire, ce coup pratique, dont le mécanisme est bien connu des initiés, se concrétise, dans cet exemple, par deux vastes rafles consécutives d'ambuscade.
SOLUTION: 32-27! (22-31) 37-32 (28-37) 34-30 (25-34); suivent deux doubles sacrifices qui caractérisent, pour l'essentiel, le mécanisme 43-39 (34-32) 42-43 (37-39) 26-8! [rafle quatre pions] (3-12) avant le prodigieux parcours du pion 44 qui rafle huit pions: 44-21 !!, dame+.

JEAN CHAZE.

mots croisés

N° 507

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											
XI											

Horizontalement
I. Généralement compromis. - II. Mieux vaut se taire que la prononcer. Très intérieur. - III. Elles ne forcent ni leur entrain ni leur gaieté. Plus jamais jadis. - IV. C'est moi, je le reconnais. Pas bien gras. Article. - V. Pour Potage. Son importance dépend de ses parties et son sens a varié. - VI. Symbole. Ils nous font bien rire, ceux-là. - VII. Tiennent du discours. Beaucoup s'y laissent prendre. - VIII. Tiendras quiette. Possessif. - IX. Napoléonienne. Même dans le

bon sens, ne déchaîne pas l'enthousiasme. Vous l'êtes, si vous en terminez avec moi. - X. Napoléonien. Révolutionnaire. - XI. Pour la vie.

Verticalement
I. Qui le sera demain? - 2. Crac, boum, lui! Il est tout prison. Tant pis pour eux. 4. En Suisse. Fait chanter. - 5. Elle en fait des châtiments! Belle quand on l'épelle. - 6. Font de belles rames. Rate dans un sale état. - 7. Préposition. Souvent sur la scène. - 8. Toujours cachés, sauf accident. Note. - 9. Article dans un sens ou dans l'autre. S'exprime. On ne s'y fie pas. - 10. Voilà du nouveau. Dans les vieux récits de voyages. - 11. Elle en impose. Donne des sucres. - 12. Qui les arrêtera?

SOLUTION DU N° 506
Horizontalement
I. Irréductibles. - II. Raisonner. Ana. - III. Rictus. Trains. - IV. Enrac. Daignes. - V. Géniose. Thème. - VI. Epeiche. Eim. - VII. Louis. Rares. - VIII. Ipe. Diner. An. - IX. Etendre. Nialt. - X. Restaur.

Verticalement
I. Irrégulier. - 2. Raine. Opta. - 3. Riconcesse. - 4. Estropient. - 5. Douces. Da. - 6. Um. St. Fru. - 7. Ca. Décor. - 8. Téra. Han. - 9. Irritérent. - 10. Agh. Era. - 11. Laines. An. - 12. Emmei. Air. - 13. Sassements.

FRANÇOIS DORLET.

anacrosés

N° 508

Horizontalement
1. CILNOS. - 2. BINORRSU. - 3. AFINNOT. - 4. EREHRT. (+2). - 5. AEIORT (+2). - 6. ADLNOS. - 7. AEGINORR (+2). - 8. BEERTV. - 9. AENNST (+1). - 10. CEEHRTU (+1). - 11. NILOST. - 12. BEOQSSU. - 13. ACEPRIT. - 14. EIMSSS (+2). - 15. EEMPRS. - 16. CEEHLS. - 17. EELRST (+1). - 18. EEEHLLV.

Verticalement
19. AACHNRT (+1). - 20. ALNORR. - 21. AEBMNR (+2). - 22. CEEGNNO. - 23. AEEGR. - 24. CEHOPR. - 25. BEHOPS. - 26. EHOORRT. - 27. EEPRTSU (+2). - 28. BEEIQRU. - 29. EEILOT. - 30. DEEMOS. - 31. AENSTUV (+1). - 32. DEHINOR. - 33. BEEISS. - 34. ABEESST. - 35. AEIINR. - 36. AILST (+2). - 37. AEMOTT (+1). - 38. EEESSS. - 39. AAEIINST (+1).

Les anacrosés sont des mots croisés dans les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implicites sur la grille.

Comme au scrabble, on peut conquérir. Tous les mots figurés dans la première partie du Petit Larousse illustré de l'année. (Les mots propres ne sont pas admis).

SOLUTION DU N° 507
1. PUANTEUR. - 2. RAUCHER, rometre à section une galerie de mine (RUCHERA CHARRUE). - 3. EPRENONS (PERSONNE). - 4. TAHTIEN. - 5. TILBURY, voitures légères. - 6. OLIVATRE (TRAUVIOLE, etc.). - 7. ESPERERA (REPARÉES). - 8. ARMADAS (MADRASA). - 9. GRELEUX. - 10. ETAYERAI. - 11. ANXIETE. - 12. XANTHOME, tumeur contennu du gland. - 13. NICOTINE. - 14. ADORÉE. - 15. HUIERONS. - 16. RENTIER (RETEINIR TERRIEN TERRINE). - 17. EXAMINE. - 18. MERZLOTA, terres toujours

gélées. - 19. PATRONAL. - 20. EXIASIE. - 21. RUSTAUDE. - 22. ATHESME (HEMATIES). - 23. YTRIUM. - 24. ASTRONIEF. - 25. URETRES. - 26. RENIES (NERIES, etc.). - 27. ORIECHES. - 28. ROMBIERE. - 29. ASTERIE (ATRESIE). - 30. LUNAIRE (ULNAIRE LAINEUR). - 31. USU RIERE. - 32. UNIMENT. - 33. HOUSEAU, pl. guêtres. - 34. RETRECI. - 35. EXTIRPA (EXPIRAT).

MICHEL CHARLEMAGNE
et **MICHEL DUGUET.**

* Anacrosés. - Merci à l'lecteur anonyme qui, des solutions de l'AC n° 503, a fait un poème.

صكنا من الأصل

ÉTRANGER

1° - ÉTATS-UNIS : M. Robert Campeau, homme d'affaires canadien de Toronto, parvient à acquérir pour 6,6 milliards de dollars Federal Department Stores, cinquième groupe de distribution américain, après plus de deux mois d'une intense bataille boursière (3-4, 5 et 9).

1° - INDE : Au Pendjab, le massacre de trente-sept villageois par des terroristes sikhs porte à près de six cent cinquante le nombre des tués en trois mois (2, 3-4, 6 et 26).

3 - ÉTHIOPIE-SOMALIE : Un « accord de paix » est signé entre Addis-Abeba et Mogadiscio afin de mettre fin au conflit larvé qui s'est poursuivi depuis la guerre de l'Ogaden en 1977 (6 et 27).

5 - PROCHE-ORIENT : Un Boeing-747 koweïtien, qui effectuait la liaison Bangkok-Koweït avec cent douze personnes à bord, est détourné vers Mechhed (Iran). Les pirates de l'air exigent la libération de dix-sept extrémistes pro-iraniens emprisonnés au Koweït, mais les autorités koweïtiennes refusent catégoriquement. Il s'ensuit quinze jours d'extrême tension, le Boeing gagnant Lamaca (Chypre) le 8, où deux otages koweïtiens sont tués le 9 et le 11, puis Alger le 13, où les trente et un otages encore à bord finissent par être libérés le 20. Les auteurs du détournement obtiennent l'impunité, leur identité reste inconnue, mais le Koweït et M. Arafat ont accusé l'Iran d'être directement impliqué (du 6 au 23, 26 et 28).

5 - URSS : La Pravda critique sévèrement le véritable « manifeste des forces hostiles à la restructuration » que le quotidien de Moscou *Sovetskaja Kossia* avait publié le 13 mars et que M. Egor Ligatchev, numéro deux du régime, avait fait largement diffuser dans les organisations du parti. Les jours suivants, articles et lettres de lecteurs en faveur du changement se multiplient dans tous les journaux et les hauts responsables régionaux du parti, réunis en trois fois au Kremlin, les 11, 14 et 18, apportent leur soutien « unanime » aux réformes économiques et politiques. Les rumeurs de disgrâce de M. Ligatchev sont apparemment démenties le 22 par la participation de ce dernier à une cérémonie aux côtés de M. Gorbatchev (7, 8, 12, du 16 au 26, 29 et 30).

5-8 - LIBAN : De violents combats opposent au Liban sud les milices chiites d'Amal et du Hezbollah. Ils font au moins soixante morts et aboutissent à la quasi-élimination du Hezbollah (intégriste pro-iranien) de cette région à majorité chiite (7, 8 et 9/IV, 7/V).

6 - ÉTHIOPIE : Les autorités demandent aux organisations humanitaires d'évacuer les provinces de l'Erythrée et du Tigré, où l'armée éthiopienne s'apprête à lancer une importante offensive après les succès remportés par les guérillas tigréenne et érythréenne. Sans l'aide internationale, plus de deux millions de personnes sont menacées de mourir de faim dans cette région (1°, 2, 5, du 7 au 18, 22 et 28).

8 - CHINE : M. Yang Shangkun, âgé de quatre-vingt un ans, est élu chef de l'Etat par les députés. L'âge moyen des principaux ministres, élus le 12, baisse de sept ans. Lors de la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire, du 25 mars au 13 avril, les observateurs étrangers constatent l'accroissement des scrutins à bulletin secret et des votes négatifs (3-4, 9, 10-11, 13 et 23).

9 - PROCHE-ORIENT : M. Mikhaïl Gorbatchev, recevant à Moscou M. Yasser Arafat, invite l'OLP à « la reconnaissance de l'Etat d'Israël et la prise en compte de ses intérêts de sécurité » (9, 12, 15 et 16).

10 - PAKISTAN : Des centaines d'habitants des villes jumelles d'Islamabad et de Rawalpindi sont tués dans l'explosion d'un dépôt de munitions qui servait de centre de transit pour les armes destinées à la résistance afghane. Les autorités n'excluent pas qu'un attentat soit à l'origine de la catastrophe (12, 13 et 14).

11 - GRANDE-BRETAGNE : Une vaste réforme du système de protection sociale, qui réduit le rôle de l'Etat-providence et institue en 1992, entre en vigueur malgré les protestations travaillistes (13, 15, 21, 26 et 30).

13 - ITALIE : M. Ciriaco De Mita, secrétaire général de la Démocratie-chrétienne, forme un gouvernement qui reconduit la coalition de cinq partis au pouvoir depuis 1981. Deux attentats sont commis les jours suivants : le 14, à Naples, l'explosion d'une voiture piégée

Avril 1988 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par EDOUARD MASUREL

devant un cercle de l'armée américaine fait cinq morts ; le 16, Roberto Ruffilli, un des principaux conseillers de M. De Mita, est assassiné chez lui à Forlì, près de Bologne, par un commando du Parti communiste combattant, proche des Brigades rouges (du 13 au 19 et 23).

14 - AFGHANISTAN : L'accord sur le retrait militaire soviétique est signé à Genève par les ministres des affaires étrangères d'Afghanistan, du Pakistan, d'URSS et des Etats-Unis, en présence du secrétaire général de l'ONU. Les cent quinze mille soldats soviétiques devront quitter l'Afghanistan en neuf mois à partir du 15 mai. La résistance afghane rejette cet accord et annonce qu'elle poursuivra le combat jusqu'au renversement du régime de Kaboul (du 2 au 19 et du 22 au 30).

14 - BELGIQUE : L'assemblée générale extraordinaire de la Société générale de Belgique confirme que le groupe Suez et ses alliés belges possèdent la majorité des actions. Aucun représentant de M. Carlo De Benedetti, qui contrôle 47 % du capital, n'est élu au conseil d'administration (du 12 au 18).

14 - FINANCES MONDIALES : L'annonce d'un déficit commercial des Etats-Unis de 13,83 milliards de dollars pour février, contre 12,44 milliards en janvier, provoque des remous sur les marchés financiers. La chute du dollar est limitée par l'intervention rapide des banques centrales, alors que les ministres des finances des sept principaux pays industrialisés, réunis le 13 à Washington, avaient réaffirmé leur volonté de stabiliser les changes. A Wall Street, l'indice Dow Jones, qui, à 2 110 le 12, était le plus élevé depuis le krach d'octobre, perd 101 points (-4,8 %). Mais l'optimisme est à peine entamé

à la Bourse de Tokyo, où l'indice Nikkeï a rejoint plus de sept fois plus hauts niveaux historiques au-dessus de 27 000 (6, 8, 10-11, 13, du 15 au 18 et 24-25/IV, 2/V).

14 - FRANCE-CANADA : Le conflit franco-canadien sur le pêche s'envenime avec l'arraisonnement d'un chalutier français venu pêcher illégalement dans les eaux canadiennes. L'incarcération à Terre-Neuve, le 15, des quatre élus de Saint-Pierre-et-Miquelon et des dix-sept marins qui étaient à bord du chalutier est vivement critiquée par Paris, avant leur libération sous caution le 17 (14, du 16 au 22, 26 et 30).

16 - PROCHE-ORIENT : Abou Jihad, chef militaire et numéro deux de l'OLP, est assassiné dans sa résidence de Sidi-Bou-Said, près de Tunis. L'opération, qui aurait été menée par un commando israélien, est vivement condamnée dans tous les pays arabes, ainsi que le 25, par le Conseil de sécurité de l'ONU. Les Etats-Unis s'abstiennent. Trois cent mille Palestiniens participent, le 20, aux obsèques d'Abou Jihad dans le camp palestinien de Yarmouk, au sud de Damas (du 17 au 27).

16-17 - ISRAËL : L'assassinat d'Abou Jihad en Tunisie est suivi d'une flambée de violences sans précédent dans les territoires occupés, où près de vingt Palestiniens sont tués. Le 19, huit Palestiniens sont expulsés vers le Liban, après huit autres le 11. Du 19 au 23, de nouvelles mesures d'isolement total sont imposées par l'armée à la Cisjordanie et à Gaza. Les tentatives d'infiltrations de commandos palestiniens se multiplient à la frontière nord, où le 26, deux militaires israéliens, dont un lieutenant-colonel, sont tués (à partir du 2).

18 - IRAN-IRAK : L'Iran subit deux graves revers : l'armée irakienne, après une offensive éclair lancée le 17, dilège les gardiens de la révolution de la péninsule de Fao qu'ils avaient conquise en février 1986. Dans le Golfe, Washington ayant décidé des représailles après la découverte de nouvelles mines, dont l'une a endommagé une frégate américaine le 14, six navires américains détruisent les plates-formes pétrolières de Sirri et de Sasan. Les forces navales iraniennes tentent de répliquer : plusieurs affrontements avec des navires américains s'ensuivent et six unités iraniennes sont détruites, dont une vedette lance-missiles et deux frégates. Dans la « guerre des villes », une trêve interrompt le 20, depuis le 28 février, plus de deux cent cinquante missiles sol-sol ont été tirés, dont les trois quarts par l'Irak (du 2 au 14, 16, du 19 au 27 et 29/IV, 2 et 3/V).

19 - DANEMARK : M. Poul Schlüter, qui dirige depuis 1982 un gouvernement unitaire de centre-droit, décide de dissoudre le Parlement élu le 8 septembre 1987, après le vote, le 14, d'une résolution de l'opposition de gauche visant à obliger les navires de guerre entrant dans les eaux territoriales à déclarer s'ils sont porteurs d'armes nucléaires. Les élections sont fixées au 10 mai (14, 16, 17-18, 20 et 21).

19 - ÉTATS-UNIS : M. Michael Dukakis, en remportant la primaire de New-York, prend un avantage décisif dans la course à l'investiture démocrate (5, 7, 9, 13, 16, 19, 21 et du 23 au 29).

20 - PANAMA : L'état d'urgence est levé. Les sanctions économiques américaines n'ont pas entraîné le départ du général Noriega, souhaité par Washington (du 3 au 14, 22, 26, 28 et 30/IV, 2/V).

23 - LIBAN : Un attentat à la voiture piégée fait soixante-neuf morts à Tripoli (24-25 et 26).

25 - ISRAËL : John Demjanjuk est condamné à mort pour crimes contre l'humanité. Jugé par un tribunal spécial de Jérusalem depuis février 1987 après avoir été extradé des Etats-Unis, il était accusé, malgré ses dénégations, d'avoir été de 1942 à 1945 un des bourreaux du camp de la mort nazi de Treblinka (20, 23, 26 et 27).

25 - PROCHE-ORIENT : Les entretiens à Damas entre le prési-

dent Assad et M. Arafat marquent les retrouvailles syro-palestiniennes après cinq ans de brouille (21, 22, 23, 26 et 27).

26 - ARABIE SAOUDITE-IRAN : Ryad rompt ses relations diplomatiques avec Téhéran afin d'éviter de nouvelles manifestations de pèlerins iraniens en juillet pendant le pèlerinage à La Mecque (13, 28 et 29).

26 - CORÉE DU SUD : Aux élections législatives, le Parti pour la justice et la démocratie du président Roh Tae Woo perd la majorité absolue en n'obtenant que 125 des 299 sièges. Avec 35 sièges, le Nouveau Parti démocrate et républicain (conservateur) de M. Kim Jong Pil est en position d'arbitre. Dans l'opposition, le Parti pour la paix et la démocratie de M. Kim Dae Jung, avec 70 sièges, devance le Parti pour la réunification démocratique de M. Kim Young Sam, qui recueille 59 sièges (23, 28, 29 et 30).

26 - PÉTROLE : Sept pays exportateurs non membres de l'OPEP, réunis pour la première fois à Vienne, acceptent de réduire pour deux mois leur production de 5 % si la conférence des seize pays de l'OPEP, qui s'ouvre le 28, accepte le même effort (6, 9, 12, 13, 14, 17-18, 20, 22, 23 et à partir du 27).

26 - POLOGNE : Un mouvement de grève est lancé par les ouvriers des aciéries Lénine de Nowa-Huta, près de Cracovie, pour protester contre les hausses des prix. Tandis que le mouvement s'étend, les arrestations d'opposants se multiplient avant les célébrations du 1^{er} mai (3-4, 24-25 et à partir du 27).

26-27 - MOZAMBIQUE : Les représentants des pays et des organisations donateurs d'aide, réunis à Maputo, s'engagent à fournir une assistance de 270 millions de dollars au Mozambique, ravagé par la guerre civile et la famine (21 et 29).

28-30 - NICARAGUA : Les représentants du gouvernement sandiniste et de la Contra, réunis à Managua, ne parviennent pas à s'entendre pour prolonger le cessez-le-feu en vigueur depuis le 1^{er} pour soixante jours (5, 7, 9, 12, du 16 au 20, 24-25 et 30/IV, 2 et 3/V).

29 - URSS : M. Gorbatchev, recevant au Kremlin, pour la première fois depuis Staline, le patriarche de l'Eglise orthodoxe, en appelle au soutien des croyants et du clergé pour la « perestroïka » (2/V).

FRANCE

6 - L'engagement de la CGT en faveur du « candidat du PCF » provoque les protestations de plusieurs responsables de la centrale (6, 8, 14, 22 et 24-25).

7 - M. Mitterrand rend public sa Lettre à tous les Français : il ne s'agit pas d'un « programme », mais d'une « réflexion » sur la France et son avenir qui, en cinquante feuillets, mêle l'analyse et l'anecdote, la pédagogie et la polémique. Tandis que M. Barre y relève « l'immobilisme affiché, le socialisme masqué et l'imprécision constante », M. Chirac critique un « projet flou, vague et surtout porteur d'immobilisme ». Les jours suivants, le campagne se durcit entre le président et son premier ministre, placés en tête par les sondages : M. Chirac met en cause la compétence, la bonne foi mais aussi l'âge de M. Mitterrand,

qui dénonce la « vulgarité » de ces arguments et critique « l'agitation de la pensée » du « candidat de l'Etat-RRP » (du 2 au 25).

8 - L'Association pour la recherche sur le cancer (ARC) est mise en cause dans un rapport de l'inspection générale des affaires sociales, qui dénonce son mode de fonctionnement ainsi que des pratiques jugées trop interventionnistes (du 10 au 14, 16 et 20/IV, 4/V).

11 - Hachette obtient l'accord du conseil d'administration de l'éditeur américain Grollier pour son OPA lancée le 13 mars. Grâce à cette acquisition, Hachette devient le troisième éditeur mondial et, en rachetant, le 13, Diamant, septième groupe de presse américain, il accède au premier rang mondial d'éditeur de magazines (2, du 10 au 15, 21 et 28).

11 - M. Christian Derveloy, PDG de Peugeot, et M. Jérôme Seydoux, président des Chargeurs, s'entendent pour se partager le groupe Prouvost après la bataille boursière de l'été 1987. Les activités de négoce-peignage sont vendues au numéro deux du textile français derrière DMC (13, 14 et 23).

12 - En février, le déficit du commerce extérieur a atteint 5,2 milliards de francs. En mars, le nombre de chômeurs inscrits a diminué de 1,8 % et les prix ont augmenté de 0,3 % (7, 13, 14, 17-18, 27, 28 et 29).

14 - L'élection d'un UDF à la présidence du conseil régional de France-Comté grâce aux voix du FN est dénoncée par les socialistes comme la « préfiguration » d'un futur accord national entre la droite et l'extrême droite, tandis qu'un désaccord surgit entre MM. Mitterrand et Chirac à propos du droit de vote des immigrés aux élections locales (12, 15, 16, 20, 21 et 27).

14 - M. Michel Droit se met « en congé » de la CNCL après avoir été mis en cause pour avoir conservé des liens financiers avec le groupe Hersant, son ancien employeur. Le juge Grellier, dont les investigations ont permis cette découverte, se voit menacé d'être dessaisi, comme en décembre 1987, de ce nouveau dossier (du 8 au 19, 22, 24-25 et 29).

16-17 - Une nouvelle mutinerie, après celles de 1987, éclate à la cen-

trale d'Ensisheim (Haut-Rhin), qui est dévastée (19, 20 et 21).

20 - Le groupe Bolloré prend le contrôle de Rhin-Rhône après être parvenu à un accord avec la société nationale Elf-Aquitaine, qui avait tenté de contourner l'OPA qu'il avait lancée le 4 mars (7, 9, 12, 13 et 21).

21 - La signature de deux contrats avec Dassault-Breguet et la SNECMA lance officiellement le programme de l'avion de combat Rafale, qui équipera après 1996 l'armée de l'air et l'aéronautique navale (12 et 22).

24 - Au premier tour de l'élection présidentielle, l'extrême droite est en net progrès et la droite traditionnelle, gauchiste comme libéral-centriste, recule. M. Mitterrand, arrivé largement en tête avec 34,09 % des suffrages exprimés, appelle au rassemblement « autour des valeurs de la démocratie : progrès, justice sociale, égalité des chances, respect des autres ».

M. Chirac (19,94 %) reçoit le « soutien » de M. Barre (16,54 %),

mais ne reprend pas dans sa déclaration deux des six objectifs que M. Barre venait, à ses côtés, au Sénat, de lui demander de défendre : « une société ouverte, tolérante, qui refuse la xénophobie, le racisme et tous les extrémismes ; l'impartialité de l'Etat ».

M. Le Pen se félicite du « tremblement de terre politique » provoqué par ses 14,39 % de voix. Le PCF envisage le plus faible score de son histoire, avec 6,76 % de voix pour M. Lajoinie. Ni l'écologie ni l'extrême gauche ne progressent : M. Waechter obtient 3,78 %, M. Juquin 2,10 %, Mlle Lagullier 1,99 % et M. Boussel 0,38 %. Le taux d'abstention est de 18,62 % (26, 27 et 29).

25 - M. Mitterrand dénonce à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) les « théories de violence et de ségrégation » qu'aucun candidat responsable ne se laissera aller jusqu'à traiter avec le Front national (27 et 28).

5 - Mort du cinéaste Pierre Prévert (7 et 8).

11 - Le Dernier Empereur, film de Bernardo Bertolucci sur la vie de Pu Yi, le dernier empereur de Chine, remporte neuf Oscars à Hollywood (13).

11 - Mort d'Alan Paton, écrivain blanc sud-africain adversaire de l'apartheid (13 et 19).

12 - Parution du premier volume des œuvres complètes de Sigmund Freud. Les vingt autres seront publiés par les Presses universitaires de France jusqu'en 1996 pour former la seule édition historique et critique en français dans une nouvelle traduction après unification du vocabulaire psychanalytique (15).

14 - Les Pays lointains de Julien Green, obtient le gutenberg du meilleur roman français décerné à l'occasion du huitième Salon du livre, qui a quitté le Grand Palais pour le Parc des expositions de la porte de Versailles (15, 16 et du 19 au 22).

14 - Mort de l'écrivain Daniel Guérin, militant et théoricien de l'anarchisme (15 et 22).

17 - Mort de Louise Nevelson, sculpteur américain (20).

18 - Mort de l'humoriste Pierre Desproges (20).

19 - Création française de King Priam de Sir Michael Tippett dans une mise en scène d'Antoine Bourwiller à l'Opéra de Nancy (26).

21 - M. Giorgio Sirchia exprime, dans une lettre adressée à M. François Mitterrand, son inquiétude pour l'avenir du Théâtre de l'Europe, dont il est le directeur depuis sa création en 1983 (16 et 23).

22 - Mort de Tchicaya U Tam'si, écrivain congolais franco-phone (23 et 27).

26 - M. Claude Hagège prononce sa leçon inaugurale au Collège de France, où il occupe le chaire de théorie linguistique (28).

26 - Le groupe AXA et la Compagnie du Midi annoncent leur union, qui formera le deuxième groupe d'assurances français, derrière l'UAP, afin de contrer l'offensive du groupe d'assurances italien Generali sur le Midi (16, 21, 22, 24-25, 28 et 30/IV, 2/V).

27 - Le conseil central du PCF approuve le rapport de M. Marchais qui appelle à voter au second tour pour M. Mitterrand sans s'engager à ses côtés (du 26 au 30).

27 - M. Giscard d'Estaing annonce qu'il soutient M. Chirac, « qui est maintenant le candidat unique de la majorité UDF et RPR » (29).

28 - Au cours de leur face-à-face télévisé sur Antenne 2 et TF 1, M. Mitterrand et M. Chirac s'opposent durement, en particulier sur la Nouvelle-Calédonie et à propos de la

lutte contre le terrorisme (27, 29 et 30/IV, 2/V).

29 - Un « meeting unitaire » est organisé autour de M. Chirac au palais omnisports de Bercy. M. Barre, insistant sur sa « loyauté » pour son « camp », prend la parole avant que M. Chirac n'exprime sa volonté de « comprendre tous les Français sans exception », tout en réaffirmant son « refus intransigeant » du racisme (2/V).

30 - Les propos de M. Pasqua, affirmant à Valeurs actuelles que, « sur l'essentiel, le Front national se réclame des mêmes préoccupations, des mêmes valeurs que la majorité », suscitent de nombreuses protestations, y compris de la part d'UDF et de RPR (2, 3, et 4/V).

Elections et troubles en Nouvelle-Calédonie

Le 22, un « commando » d'indépendantistes canaques du FLNKS attaque un poste de gendarmes sur l'île d'Ouvéa : quatre gendarmes sont tués et vingt-sept autres pris en otages. Dans d'autres régions, la tension s'accroît à l'approche du scrutin régional que les indépendantistes ont appelé à boycotter.

Le 24, les élections présidentielles et régionales, fixées par le gouvernement le même jour, sont perturbées par la multiplication des violences. Le taux d'abstention, supérieur à 40 % pour l'ensemble du territoire, est beaucoup plus élevé dans les communes où la population mélanésienne est majoritaire. Le RPCR, proche du RPR, obtient 36 (+10) des 48 sièges au Congrès du territoire et le Front national 8 (+5).

Les jours suivants, des affrontements entre gendarmes et indépendantistes se poursuivent dans plusieurs régions, en particulier dans les îles de Lifou et de Maré ainsi que, sur la côte est de la Grande Terre, à Pouébo et surtout à Canala. Dans l'île d'Ouvéa, douze gendarmes sont

libérés le 25 et le 26, mais sept autres, dont le commandant du GIGN, et un magistrat, venus négocier avec les ravisseurs, sont capturés à leur tour le 27.

Le 28, alors qu'en métropole une vive polémique sur les responsabilités politiques de la dégradation de la situation en Nouvelle-Calédonie oppose M. Mitterrand à M. Chirac ainsi que les socialistes au RPR. M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM arrivé le 25 à Nouméa, demande la dissolution du FLNKS, qui a refusé de se désolidariser des preneurs d'otages. M. Chirac, après avoir réuni le 29 à Matignon un conseil de sécurité intérieur, demande à M. Pons des « compléments d'information ».

A la fin du mois, les violences ont cessé, mais la situation reste très tendue. Les négociations avec le groupe indépendantiste d'Ouvéa sont dans l'impasse, les ravisseurs demandant la nomination d'un médiateur « pour discuter d'un référendum d'autodétermination » (15, 8, 9, 12, 13, 17-18 et à partir du 22).

UN CHOIX D'ENQUÊTES ET DE REPORTAGES

- ALGÉRIE : Attaque en piqué contre les criquets (6).
- SCIENCES : L'ozone en fuite (6).
- CAMPUS : Les débouchés de la chimie (7).
- JAPON : L'immigration des pauvres d'Asie (7).
- AFFAIRES : Ici, le chimiste britannique à l'assaut des Allemands (9).
- FRANCE : Le monde agricole et l'élection présidentielle (14).
- LIVRES : 2001, l'odyssée de l'esprit (15).
- FRANCE : Les renseignements généraux et les sondages électoraux (21).
- FRANCE : La vie en or des Duvalier (24-25).
- ÉCONOMIE : Le bilan de santé de la France (26).
- FRANCE : Les transports parisiens du XXI^e siècle (28).
- AFFAIRES : La retour d'Amroise Roux (30).

Économie

ETRANGER

En Yougoslavie

Les mesures de redressement vont entraîner une nouvelle hausse des prix

BEIGRADE de notre correspondant

Le gouvernement yougoslave présentera le 15 mai son plan d'assainissement économique et financier du pays, qui traverse une crise aiguë depuis 1980, ainsi qu'un bilan de ses activités au cours des deux dernières années. Certains éléments de ce plan auraient été élaborés en collaboration avec le Fonds monétaire international, dont les experts auraient éprouvé quelques difficultés à comprendre le fonctionnement du système yougoslave. Comment se fait-il, par exemple, qu'après le gel des prix en novembre dernier, l'inflation ait pu croître depuis de 5,4 % en moyenne par mois ? Les points forts du plan sont la libéralisation de 60 % des prix, du régime des devises qui est à l'origine d'interminables disputes entre les républiques et régions autonomes, et le passage au cours « réel » du dollar, ce qui sous-entend une nouvelle dévaluation de la monnaie nationale.

La première conséquence de la mise en œuvre de ce programme sera une hausse des prix estimée par la presse

entre 30 et 70 %. Les détails qu'elle publie à ce sujet ont suscité une vive inquiétude, frottant parfois la panique, surtout parmi les personnes aux plus bas salaires. En revanche, les particuliers « aisés », disposant d'argent liquide assiègent déjà les magasins.

« Les gens veulent s'assurer au dernier moment le maximum de réserves possible », a déclaré le directeur d'une entreprise de denrées alimentaires. Ils achètent tout et on a l'impression qu'ils se préparent à la guerre.

Le malaise, perceptible dans tous les milieux, a entraîné une vague de critiques contre le gouvernement. Nombreux sont ceux qui demandent publiquement sa démission. Ils font valoir que les responsables fédéraux n'ont pas atteint, au cours des deux dernières années leur principal objectif : à savoir juguler l'inflation qui durant cette période a été supérieure à 300 %.

Les critiques les plus virulentes arrivent de Slovaquie, république fédérée la plus développée et où un mouvement séparatiste se développe rapidement surtout parmi les intellectuels et les jeunes. Le numéro un de la région,

M. France Popit, est allé jusqu'à qualifier récemment de « contre-révolutionnaire » l'activité de ceux qui, au niveau fédéral, décident de la politique économique. Il s'est attiré une vive réaction de la direction collégiale de la Ligue des communistes pour laquelle cette alléguerie est « irresponsable, nuisible et inacceptable ».

Néanmoins, la direction de la Slovaquie a donné l'instruction à sa délégation à Belgrade de ne pas approuver le rapport du gouvernement et de poser la question de confiance. On assiste donc à un conflit ouvert, le plus grave depuis la guerre, entre la fédération et l'une des républiques qui la composent : aux conséquences politiques imprévisibles. De son côté, le chef du gouvernement, M. Branko Mikulic, faisant preuve d'un flegme tout britannique, maintient ses positions. Tout au plus a-t-il rappelé que l'Assemblée nationale avait le droit d'engager si elle l'estime nécessaire, la procédure de son renvoi.

La Yougoslavie a déjà procédé à plusieurs réformes économiques. Aucune d'elles n'a pu être réalisée en raison des conflits d'intérêts qui opposent les différentes républiques et régions autonomes, mais aussi du fait de la crainte de désordres sociaux, chaque réforme impliquant une sévère cure d'austérité. Ce risque, aucun des gouvernements précédents n'a eu le courage de courir. Il existe également à l'heure actuelle, mais M. Mikulic et son équipe semblent décidés à le prendre, quitte à se rendre impopulaires.

PAUL YANKOVITCH.

Les paradoxes américains

(Suite de la première page.)

La plupart des indices vont dans le même sens : la productivité de l'industrie continue de s'améliorer au rythme de 4 % l'an, les crédits à la consommation ont sensiblement augmenté en mars (10 % en rythme annuel), les investissements restent importants, et au total la croissance depuis le début de l'année atteint 2,3 % en rythme annuel.

Le « mauvais » côté de ces bonnes nouvelles est que, selon bon nombre d'analystes, le danger de « surchauffe » est maintenant réel, et ne pourra être prévenu que par une hausse - dommageable - des taux d'intérêt, sur lesquels certaines pressions se font déjà sentir.

Jusqu'à présent, l'inflation - se maintient à un niveau raisonnable (4% environ) parce que la hausse des salaires reste faible. Mais l'état actuel du chômage signifie qu'en fait, dans certains Etats, les employeurs se livrent à une véritable bataille pour la main-d'œuvre. La conséquence logique devrait être une hausse des rémunérations, en particulier des plus basses d'entre elles.

Les crédits à la consommation ont continué d'augmenter rapidement : un peu plus de 10 % en rythme annuel au cours des trois premiers mois de l'année.

Autre facteur potentiel d'inflation : certains secteurs de l'industrie américaine tournent à plus de 85 %

de leur capacité de production. La « sagesse » économique - du moins dans son acception la plus répandue - voudrait donc que, faute de pouvoir accroître très rapidement les investissements, des mesures soient prises pour freiner la demande intérieure. Sagesse bien improbable en année électorale. Ni l'administration ni les démocrates qui contrôlent le Congrès n'ont envie de heurter l'opinion.

Reste donc le recours à une politique de relèvement des taux d'intérêt, par l'intermédiaire de la Réserve fédérale. Mais, là aussi, il paraît peu probable que son président, M. Alan Greenspan, dont les sympathies pour les pépublicains sont connues, applique avec beaucoup de vigueur une politique peut-être salutaire à long terme, mais susceptible de gâcher d'ici là le joli tableau économique que l'actuelle administration - et le vice-président Bush, porte-drapeau du Parti républicain - auront à cœur de présenter aux électeurs d'ici à novembre.

D'ailleurs, M. Greenspan a déjà expliqué, il y a quelques jours, qu'à son avis les tensions sur le marché de l'emploi n'étaient pas encore de nature à déclencher une forte inflation. Vendredi 6, le président de la chambre américaine de commerce, M. William Kanaga, a abondé dans le même sens. Même Wall Street ne semble pas nourrir de bien sérieuses

inquiétudes : l'annonce, tôt vendredi matin, de la nouvelle contraction du chômage n'a été suivie que d'une baisse très modérée de l'indice Dow Jones, qui se maintient au-dessus de 2000 depuis maintenant plusieurs semaines.

Naturellement les responsables de l'administration - et M. Reagan le premier - se frottent les mains : « Les bonnes nouvelles continuent, l'économie poursuit sa croissance à une allure modérée et l'inflation reste contrôlée », a déclaré, vendredi, le président américain, après avoir dénoncé, quelques jours plus tôt, les prophètes de malheur qui, selon lui, n'ont pas cessé de se tromper.

Tout au long de sa campagne électorale, le vice-président Bush annonçait évidemment le même refrain et répète que les Etats-Unis en sont actuellement à leur soixante-cinquième mois de croissance ininterrompue.

De fait, le thème de la crise économique, qui, à l'automne dernier, semblait devoir fournir d'excellentes munitions de campagne au Parti démocrate, a fait long feu. Des problèmes aussi considérables que les déficits budgétaires et commerciaux semblent perçus avec moins d'aigreur. N'est-ce pas là, précisément, un motif supplémentaire... d'inquiétude ?

JAN KRAUZE.

AFFAIRES

La publicité et l'OPA sur Télémechanique

Rappel à l'ordre de la COB

La Commission des opérations de Bourse (COB) épingle certaines informations financières contenues dans les publicités généralement diffusées dans la presse par les sociétés Télémechanique, Frantoma et Schneider, acteurs d'une OPA-fléuve depuis le mois de février.

La COB critique la qualité des savants calculs auxquels se livrent les perdus prétendants à propos des risques de « réduction » encourus par les actionnaires qui décident de répondre à l'OPA de Schneider. Ce groupe se propose d'acheter une partie seulement du capital de Télémechanique, les actionnaires ne pourront lui céder la totalité des titres Télémechanique qu'ils détiennent. Rien que de très basel jusqu'ici. Mais la question est de savoir dans quelle proportion ils pourront ou non profiter des conditions offertes par Schneider. Et c'est là que le bât blesse. A longueur de colonnes, les deux camps se disputent sur ce point, chiffres à l'appui...

Relevant des imprécisions et lacunes dans les affirmations des uns et des autres, allant jusqu'à un manque d'objectivité chez Télémechanique, la COB a donc décidé de mettre le holà à cette inflation publicitaire et demande aux parties incriminées de cesser leurs pratiques.

Le japonais Stanley va s'implanter en Loire-Atlantique

Le groupe japonais Stanley, un des leaders mondiaux de l'équipement pour l'éclairage automobile, a obtenu l'autorisation du gouvernement français d'implanter une unité de fabrication de diodes électroluminescentes et de systèmes d'affichage à cristaux liquides. Le site de Malville, en Loire-Atlantique, recueille les faveurs de M. Teshima, le président de Stanley, mais la décision définitive n'interviendra qu'à l'issue de la réunion du conseil du groupe, en juin prochain.

Le montant des investissements dépassera 70 millions de francs et cent soixante-dix emplois pourraient être créés d'ici à 1991. Étaient en concurrence les sites d'Orléans, de Bordeaux, d'Aix-les-Bains et l'Alsace. Le site de Malville dispose des anciens locaux de GCA Matra, équipés de salles à atmosphère protégée. Le conseil régional des Pays de la Loire et le conseil général de Loire-Atlantique se désolent prêts à accorder chacun 2 millions de francs de subventions pour l'achat des bâtiments. La commune de Malville devrait également consentir une exonération totale de taxe professionnelle pendant cinq ans. Le projet bénéficie aussi d'une prime d'aménagement du territoire.

En 1984, la régie Renault avait envisagé de s'associer à Stanley pour la production d'affichages à cristaux liquides (utilisés, par exemple, dans l'affichage des mètres et des calculatrices). Mais, à la suite de ses difficultés économiques, la Régie avait abandonné le projet.

Paribas vend à la Caixa de Barcelone sa filiale CGIB

Le groupe Paribas va vendre à la Caixa de Barcelone sa filiale, la Banque pour la construction et l'équipement (CGIB). Spécialisée dans le financement des acquéreurs de biens immobiliers et des professionnels de ce secteur, cette banque avait dû être renflouée en 1983 par son actionnaire unique, Paribas, après une perte de 77 millions de francs, due à des provisions sur crédits. Son bilan s'élève à 7,5 milliards de francs, et elle dispose de quinze agences, avec un en-cours de 7 milliards de francs et 2,5 milliards de francs de crédits distribués en 1987.

La Caixa, première caisse d'épargne ibérique et premier établissement d'Espagne pour les dépôts, avec un bilan d'environ 120 milliards de francs, cherche à s'implanter en France dans la perspective du marché unique européen.

« Pas de mariage à trois dans les produits d'entretien. - M. Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, après avis de la commission de la concurrence, a interdit aux deux groupes Henkel (RFA) et Colgate Palmolive (Etats-Unis) d'exploiter et de commercialiser conjointement les produits d'entretien Lessieur-Cotelle (Persavon, Javel La Croix, etc.) rachetés à Lessieur. La commission a en effet jugé que cette opération donnait aux deux sociétés des parts de marché supérieures à 50 % pour cinq produits de nettoyage et était de nature à porter atteinte à la concurrence ». Les groupes Henkel et Colgate Palmolive ont immédiatement fait savoir qu'ils abandonnaient leur projet initial de se partager les actifs de Lessieur-Cotelle.

TRANSPORTS

La Compagnie américaine Texas Air réclame 1,5 milliard de dollars à ses syndicats

La direction de la compagnie aérienne américaine Eastern Airlines (filiale du groupe Texas Air) a engagé, le vendredi 6 mai, une action en justice contre deux syndicats, celui des pilotes et celui des mécaniciens. Elle les accuse de « diffamation » et d'« extorsion de fonds ». Selon elle, ces syndicats veulent affaiblir la compagnie pour ensuite pouvoir la racheter à bas prix. Devant la justice, Eastern Airlines leur réclame aussi 1,5 milliard de dollars de dommages-intérêts.

M. Franck Lorenzo, président de Texas Air, a déclaré que sa filiale éprouvait des difficultés financières persistantes. Le revenu d'Eastern par passager transporté a baissé de 21,8 % en avril par rapport à avril 1987. Eastern fait, par ailleurs, l'objet d'une enquête de la part de l'administration fédérale américaine à propos de la manière dont la compagnie respecte ou non les règles de sécurité.

« La CFT rachète Sanara. - La Compagnie française d'investissements et de transports (CFT), filiale à 40 % d'Elyse investissements vient d'acheter à la société Le Rhin, filiale de l'ATIC, 90,57 % du capital de Sanara, a annoncé Elyse investissements, le vendredi 6 mai, dans un communiqué. Sanara, qui a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires de 600 millions de francs et qui est bénéficiaire, est surtout connue pour son activité dans le transport fluvial.

567^F

Pour découvrir l'Amérique dans tous ses Etats.


Découvrir les USA, c'est pouvoir en parcourir tous les états au gré de son humeur.

TWA vous offre cette liberté. En effet, votre billet transatlantique TWA vous donne accès au Twaipass TWA. Le Twaipass*, c'est un forfait composé de 3 coupons minimum d'un coût unitaire de 567 F.

Chaque coupon vous permet de relier deux villes de votre choix, quelle que soit la distance qui les sépare.

Et TWA dessert plus de 100 villes américaines. Sauter de la Nouvelle Orléans à la Californie, de Las Vegas à la Floride, de Boston au Colorado et même, pour un tour petit supplément, à Hawaï ou aux Caraïbes, c'est vraiment l'Amérique. C'est vraiment TWA.

Pour en savoir plus, contactez votre agence de voyages; à Paris, TWA au 16 (1) 47.20.62.11; en province, notre agent général Worldship.



Pour le meilleur de l'Amérique.

*Achetez de billet 7 jours à l'avance. Valable 60 jours. 3 coupons minimum, 12 coupons maximum - Coupon complémentaire au-delà de 3: 500 F.

« avec la vapeur » d'ici à 1992

« grand ceux qui veulent tout » à M. Chirac

« les ombres continuent » à Ottawa

« La CFT rachète Sanara »

« Le japonais Stanley va s'implanter en Loire-Atlantique »

« Paribas vend à la Caixa de Barcelone sa filiale CGIB »

« La Compagnie américaine Texas Air réclame 1,5 milliard de dollars à ses syndicats »

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

MATCH nul, ou presque. Commentée sous le signe de la hausse, la semaine s'est achevée rue Vivienne sur une note incertaine, après que les valeurs françaises eurent reperdu le plus grand partie du terrain gagné initialement. Rien de plus normal à l'avant-veille du dernier choc entre M.M. Chirac et Mitterrand. Encore que, il y a sept ans, la Bourse, emportée un peu vite par le vent des sondages, avait fait preuve d'une réelle fermeté. Les temps ont changé. Si les sondages restent, le facteur politique, lui, a beaucoup perdu de son efficacité au profit d'autres centres d'intérêt.

Déjà le vendredi précédent par le débat télévisé des deux témoins de la campagne présidentielle, le marché reprenait dès lundi une progression à pas comptés (+0,83%) et continuait le lendemain d'avancer sur la pointe des pieds (+0,1%). Fut-il encouragé par son audace et l'absence d'obstacles ? Le fait est que, mercredi, le mouvement de hausse s'accéléra sensiblement (jusqu'à 1,8% en séance) avec des échanges accrus (1,5 milliard de francs de transactions sur les valeurs françaises, soit 50% de plus que quarante-huit heures auparavant) pour se terminer en clôture avec une montée de 1,2% des indices. Cette petite poussée de fibres n'eut cependant pas de suite. Jeudi, le soufflé retombe (-1,1%) et, à la veille du week-end, la prudence l'emportant, le marché, dans l'incertitude du score final, refusa d'entériner une reprise, qui s'était dessinée en cours de séance (+0,15%). Bref, d'une semaine à l'autre, les différents instruments servent à mesurer la température de la Bourse n'ont pas varié.

Pourtant, que d'événements ont émaillé ces cinq journées sous les lambris ! Il y eut d'abord ces rumeurs folles d'OPA qui circulaient avec insistance dans les travées désignant Orléans-Cabry, après la cession de certaines filiales de ce groupe à Lesieur, et surtout Perrot-Ricard, que beaucoup voyaient déjà marié soit à BSN, soit à Saint-Louis, voire à Perrier ou à LVMH. Le nom du britannique Grand Met fut même prononcé comme candidat aux mores d'Odia. Tout cela sans aucun élément de preuve. Mais le rumeur-montage eut pour effet de ramener les investisseurs. Beaucoup se lancèrent dans une véritable partie de chasse à l'opéable. Toutes les valeurs concernées y passèrent, depuis Assomat-Ray, Fives-Lille, DMC naturellement, Club Méditerranée, en passant par Accor et la Navigation Mixte, dont on disait à mots couverts que le patron était « mort de trouille ».

« Tout est désormais opéable », nous déclara sans ambages un banquier de la place. « Il faut s'habituer à ce que les années, qui viennent ». Simple ruse de l'esprit ou

Une partie de chasse à l'opéable

constat d'un phénomène en voie d'extension avec lequel il faudra vraiment compter ? Les étrangers ont semé et croient au point que des professionnels disent, parait-il, s'employer à expliquer énergiquement à ces investisseurs, venus d'ailleurs, que mieux valait mettre la pédale douce avant que ne se mette en place le nouveau panorama politique.

Frémissement d'inflation

Concils superflus. La tension observée sur le front des taux d'intérêt (voir ci-contre notre rubrique « Marché monétaire »), conséquence directe d'un frémissement d'inflation dans le monde, se chargea de tempérer les ardeurs des opérateurs les plus entreprenants. Le reflux des cours jeudi n'a pas eu d'autres causes que ces craintes d'origine monétaire, alimentées par l'enchérissement du loyer de l'argent en Allemagne fédérale, mais aussi par les déclarations intempestives de M. Alain Griespan, le président du FED américain. M. Griespan a en effet dit tout haut ce que tout le monde pensait tout bas, à savoir qu'il n'excluait pas la possibilité de relever les taux d'intérêt pour casser la spirale inflationniste. A bon entendre... La Bourse n'a pas négligé l'avertissement. Du coup, la libération insérée des otages au Liban et le coup de force engagé contre le FLNKS en Nouvelle-Calédonie pour récupérer les gendarmes retenus prisonniers dans les grottes d'Ouvéa, deux événements de nature à encourager le marché, sont passés inaperçus.

L'annonce d'un retour à l'équilibre (+1,8 milliard de francs) de la balance commerciale française pour mars n'a pas produit beaucoup plus d'effet, encore qu'il était vendredi difficile d'en juger au raison de l'attente observée quarante-huit heures avant le second tour de la présidentielle.

Mais le plus singulier est ces derniers jours est l'escamotage à peu près complet du facteur féodal. Mais faut-il s'en étonner ? Rue Vivienne, la communauté financière tient pour pratiquement acquise la réélection du

président Mitterrand, et elle se voit pas d'un mauvais œil la constitution d'un gouvernement de centre gauche. D'après le scénario le plus souvent évoqué sous les verrières, le président de la République, après avoir dissous l'Assemblée, attendrait la prochaine rentrée de septembre pour convoquer les Français à élire de nouveaux députés. Dans tous les cas de figure, il aurait, dit-on, les confidés alors plus franches pour confier des portefeuilles à des hommes de l'actuelle majorité. « Qui trahira ? », s'interrogeait-on sous les colonnes. Mais « les passions seront retombées d'ici là, fit remarquer quelqu'un. Ce ne sera plus que du dérivatif ».

De toute façon, les étrangers, assure-t-on, considèrent déjà que la France a « toutes les chances d'entrer dans une assez longue période de stabilité » et commencent à regarder son marché avec « les yeux de Chimène ». La Bourse n'a donc pas trop à s'inquiéter pour les prochains mois. A moins que l'inflation ne se propage dans la pyramide des taux d'intérêt. Ce que les pessimistes redoutent avec la chute du chômage aux Etats-Unis, à son plus bas niveau depuis 1974, qui traduit une certaine accélération de la croissance outre-Atlantique. « Inassez », disait un financier parisien vendredi soir. Mieux vaut par les temps qui courent être pauvre et malade que riche et en bonne santé ».

Les financiers, toutefois, ne se tracassent pas trop. De l'avis général, New-York sera de moins en moins appelé à tenir le rôle de « leader » pendant au moins un an, le temps pour la nouvelle administration américaine de s'installer et de mettre en route sa politique. La zone européenne, où la situation économique est plutôt bonne, pourrait servir de refuge aux capitaux en quête de placement. Dans l'immédiat, « si Mitterrand gagne, disait un ancien agent de change, on baissera lundi et mardi ». « Si Chirac l'emporte, ce sera la dirige surprise et on montera lundi et mardi. Mais, de toute manière, les pendules seront remises à l'heure mercredi ». Sauf accident monétaire majeur, Paris est d'ores et déjà en condition pour s'élever dans une nouvelle étape de hausse. A fin avril, le montant des achats à découvert avait encore diminué de 12,6% pour tomber à 2,61 milliards de francs. Ce qui, au rythme actuel des échanges, représente deux semaines de transactions, au plus. Difficile de souhaiter une situation plus idéale avec un plus, 1,21 milliard de francs de ventes à découvert. A n'en pas douter, le facteur monétaire fera la différence.

ANDRÉ DESSOT.

Semaine du 2 au 6 mai

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Alourdissement
Malgré un bon démarrage, le marché new-yorkais n'a pas réussi à tenir la distance. Il s'est graduellement affaibli, rependant non seulement tout le terrain gagné au départ (environ 26 points à l'indice), mais encore une partie des gains accumulés la semaine dernière. Finalement, le Dow Jones s'est établi à 2007,46, en retrait de 24,86 points (-1,22%) d'un vendredi à l'autre. Après avoir succombé aux charmes des OPA, s'est trouvée confrontée à la dure réalité de la hausse des taux. L'assurance donnée par M. Alan Greenspan, président du Fed, qu'il n'hésiterait pas à utiliser cette arme pour briser l'inflation a singulièrement refroidi l'ardeur des opérateurs. D'autant que l'annonce vendredi d'une réduction du chômage, à son plus bas niveau depuis quarante ans, témoignait de l'accélération d'une croissance que beaucoup s'attendaient voir mettre en veilleuse. D'une façon générale, l'activité a été assez faible avec 757,02 millions de titres échangés contre 707,45 millions précédemment.

	Cours 29 avril	Cours 6 mai
Alcoa	44	44
Allegis (ex-UAL)	82	85 3/4
ATT	26 1/2	26
Bearing	48	49
Chase Nat. Bank	24 5/8	24 1/2
De Post de Nemours	85 3/4	83 5/8
Eastman Kodak	40 5/8	41 5/8
Exxon	44 1/8	44 1/8
Ford	47 1/4	47
General Electric	40 1/4	39 1/2
General Motors	75	74 3/8
Goodyear	62 5/8	64 3/4
IBM	113 1/2	110 1/2
ITT	46 5/8	47 3/4
Mobil Oil	46 3/4	46 1/8
Pfizer	57 1/2	57 1/2
Schlumberger	59 1/2	57 1/2
Texasco	50 1/8	52
Union Carbide	23 1/2	23 3/8
USX	32	32 1/8
Windsor	52 1/8	50 3/4
Xerox Corp	54 1/8	52 3/8

LONDRES

Irregular
Après avoir poursuivi son avance dans la mouvance du courant d'OPA, le marché a évolué de façon très irrégulière pour finalement reprendre toute son avance initiale, et même un peu au-delà. En fait, il a assez mal encaissé la décision prise par le ministre du commerce et de l'industrie, lord Young, de porter devant la Commission des monopoles le cas de l'Office d'Investissement britannique, dont la participation dans BP atteint maintenant 22%. Cette démarche, qui pourrait être dissuasive pour les groupes étrangers désireux d'augmenter leur participation dans le capital des sociétés britanniques, a provoqué des départs sur les « opéables ».

	Cours 29 avril	Cours 6 mai
Beecham	476	469
Bovater	382	386
BP	272	268
Chl.	345	345
Conoco	386	377
De Beers (*)	10 3/4	11 5/8
Free Gold (*)	9 7/8	8 7/8
Glaxo	929	925
Shell	16 1/4	16 19/64
ICI	594	596
Renters	478	487
Shell	10 5/8	10 43/64
Unilever	452	458
Victors	168	170
War Loan	39 1/16	39

(*) En dollars.

FRANCFORT

Moins 1%
Rendu frileux par la tension observée sur le front monétaire, le marché allemand s'est réfugié dans un prudent attendisme. En moyenne, les cours ont fléchi de 1%.

L'annonce par Siemens d'une baisse de 9% de son bénéfice net pour le premier semestre de l'exercice 1987-1988 n'a pas peu contribué à rendre les investisseurs méfiant.

Indices de la Commerzbank du 6 mai : 1 343,2 (contre 1 356,2).

	Cours 29 avril	Cours 6 mai
AEG	284,70	289,30
BASF	242,20	241,50
Bayer	266,20	262,50
Commerzbank	226	218
Deutschebank	410	395,90
Hoechst	254,20	254,90
Karstadt	453	454
Mannesmann	135,90	139,50
Siemens	341	332,70
Volkswagen	239,40	239,80

TOKYO

Effrètement
Deux séances et demi seulement cette semaine en raison des cérémonies pour l'anniversaire de l'empereur. Les cours se sont généralement effrétés dans un marché très creux, les investisseurs réagissant à prendre des initiatives avant le retour à une activité normale.

Indices du 7 mai : Nikkei, 2 177,77 (contre 2 509,54), général, 2 197,20 (contre 2 195,54).

	Cours 29 avril	Cours 6 mai
Abat	629	639
Bridgestone	1 460	1 450
Canon	1 290	1 320
Fuji Bank	3 370	3 320
Honda Motor	1 820	1 840
Matsushita Electric	2 790	2 770
Mitsubishi Heavy	716	731
Sony Corp.	5 530	5 600
Toyota Motor	2 440	2 410

Banques, assurances

sociétés d'investissement

	6-5-88	Diff.
Bail Equipement	270	- 2
Banque (Cie)	399	+ 2,10
Cedex	603	- 54
Chargers SA	944	+ 63
CFP	836	inch.
CFI	368	- 7
Compt. Ind.	1 255	+ 46
Henn (La)	426	+ 11
Imm. Pl.-Monocou	324,50	+ 11,50
Localfrance	380,60	- 33,40
Mid (1)	1 700	- 41
Midland Bank	160	- 9
OFF	960	- 40
Paris de résc.	3 225,50	- 5,50
Prébil	1 135	+ 10
Soc. Génér.	268	- 12
Schneider	289,70	+ 9,70
Suez (Cie Fin.)	225	- 2
UCB	1 720,90	- 4,70

(1) Coupon de 12 F.

Filatures, textiles, magasins

	6-5-88	Diff.
Aspèche (Fin.)	1 530	+ 50
André Roudière	180	- 11
BHV	345	- 89
CFR	1 315	- 89
Damar-Serfont	1 000	+ 51
DMC	446,40	+ 7,40
Galeries Lafayette	772	- 18
La Redoute	2 400	+ 110
Nouvelles Galeries	346	+ 1
Printemps	394,80	- 36,20
SCOA	51	- 1,50

Métallurgie

construction mécanique

	6-5-88	Diff.
Alpi	225	- 10
Avions Dassault-B.	760	- 46
De Dietrich	1 575	- 15
FACOM	805	- 70
Fives Li	183,80	- 10
Ind. minie	253,50	- 3,50
Penhoët	289	- 2
Peugeot SA	1 023	- 2
Sagem	1 450	- 25
Saint-Chaillou	170,10	+ 4,10
Strafor	428,50	+ 8,50
Valéo	41	- 4
Valloire	94,50	+ 12,50

Matériel électrique

	6-5-88	Diff.
Alcatel	1 814	- 8
Alstom	268,20	- 1,80
CEG	235	- 6
Crouzet	207	- 4
SSE (ex-Sigaux)	267	+ 26
Générale des Eaux	1 132	+ 19
IBM	638	- 2
Interchimique	1 190	- 115
ITT	476	- 34
Lagrange	2 490	- 30
Leroy-Somer	596	- 54
Lyonnais des Eaux	1 150	+ 25
Mécat	1 491,10	- 13,90
Merlin-Gérin	1 910	+ 90
Moulinex	71	- 3,90
PM Labinal	625	+ 23
Radiochimique	761	- 31
Schulumberger	286	+ 17
SEB	752	+ 7
Siemens	1 127	- 31
Thomson-CSF	1 692,20	- 1,20

Mines, caoutchouc

	6-5-88	Diff.
Géophysique	454,10	+ 26,10
Imetal	172,50	+ 0,20
Mif-Aquidain	183	- 1,50
Min. Penarroya	47,80	+ 4
RTZ	40,20	+ 1,40
ZCI	1,40	inch.

Produits chimiques

	6-5-88	Diff.
Ind. Mérieux	3 320	+ 1
Labo. Bell	1 075	- 12
Micromed	152	- 9
BASF	410	- 15
Bayer	891	- 16
Hoechst	850	- 9
Imp. Chimie	183,40	- 0,50
Norsk Hydro	179	- 4,50

Pétroles

	6-5-88	Diff.
B.P. France	76,60	- 2,70
Elf-Aquidain	274	- 3
Esso	293,50	- 1,50
Exxon	238,80	+ 4,20
Petrolina	1 805	+ 32
Primagaz	600	+ 5
Raffinage	71,90	- 3,90
Royal Dutch	696	- 3
Soparim	271	- 4
Total	340	- 1,50

Valeurs diverses

	6-5-88	Diff.
Accor	420	+ 11
Agence Havas	537	inch.
Arjomari	2 055	- 35
Bic	630	- 29
Blé	1 049	- 33
CGIP	900	- 1
Club Méditerranée	423,50	+ 35,50
Estilor	2 078	+ 70
Europe	1 030	- 30
Hachette	1 870	- 80
L'Air liquide	479	- 2
L'Oréal	3 145	+ 85
Perrier	1 030	- 100
Nord-Est	85,70	- 1,20
Presses Citées	2 325	- 185
Saint-Gobain	410,50	+ 3
Saint-Helena	51	- 8
Skis Rossignol	734	+ 15

Mines d'or, diamants

	6-5-88	Diff.
Anglo-American	95,20	+ 0,05
Anglo	461	- 15
Buf. Gold M.	98,95	- 1,45
De Beers	67,40	- 5,40
Drief. Cons.	60	+ 1,10
Europe 1	510	- 30
Gold Field	102,90	+ 2,90
Harmoy	42	- 0,70
Randfontein	483,50	- 26,50
Saint-Helena	51	- 8
Western Deep	205	- 4

Bâtiment, travaux publics

	6-5-88	Diff.
Auxil. d'entr.	786	- 56
Bouygues	860	+ 22
Ciments Français	915	- 14
Carre	529	inch.
CGM	433,50	- 16,50
J. Lefebvre	720	- 43
Laforge	1 125	- 7
Maisons Pigeot	480	+ 4
Poliet et Chausson	480	+ 4
SCREG	555	- 13
SGE-SB	29,15	- 0,15

Valeurs à revenu fixe

ou indexé

	6-5-88	Diff.
10,20% 1975	102,55	+ 0,05
PME 10,6% 1976	102,75	+ 0,05
8,80% 1977	127,95	+ 1,35
10% 1978	102,12	- 0,28
9,50% 1978	100,15	- 1,85
9% 1979	100,00	- 10
10,80% 1979	103,95	- 0,20
16,20% 1982	112,45	- 0,18
16% 1982	114,10	- 0,25
15,75% 1982	109,25	- 0,22
CNE 3%	3,825	+ 11
CNB 5 000 F.	102,66	+ 0,01
CNB 10 000 F.	102,66	+ 0,10
CNB 20 000 F.	102,64	-
CNI 5 000 F.	102,63	inch.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	2 mai	3 mai	4 mai	5 mai	6 mai
RM	875 209	1 306 783	1 468 516	1 614 671	1 349 050
Comptant	725 792	840 773	8 859 670	6 680 434	7 252 902
R. et obl.	82 238	102 379	106 419	113 394	162 966
Actions	82 238	102 379	106 419	113 394	162 966
Total	8 215 239	9 810 935	10 434 605	8 408 499	8 764 918

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1987)

Crédits, changes, grands marchés

LEUROMARCHÉ

Un sujet accessoire

L'approche du nouveau septennat présidentiel n'aura eu aucune influence sur le crédit des emprunteurs français sur le marché international des capitaux. L'issue des élections n'est bien souvent un sujet majeur de préoccupation que lorsque la valeur d'une monnaie se trouve spécialement mise en cause. Certes, les opérateurs s'attendent à un renouveau au sein du système monétaire européen. Mais il s'agit plus précisément d'une réévaluation du mark qu'on envisage de 3% à 5%. L'ampleur devrait dépendre de l'issue de son fait en Allemagne du risque de réévaluation de l'inflon.

Mais pour ce qui est de la considération portée aux grands emprunteurs français, les élections de ce dimanche ne constituent pas un réel événement. La preuve en a été fournie ces dernières semaines par l'accueil réservé aux grandes sociétés d'Etat se présentant sous la garantie de la République. Elles ont sollicité avec succès et pratiquement dans les meilleures conditions possibles tous les marchés disponibles. Le plus souvent, elles étaient accompagnées, suivies de peu ou immédiatement précédées par les plus grandes signatures d'Autriche ou de Suède. Les trois pays ont ensemble, et en gros dans la même mesure, été les grands bénéficiaires du mouvement général de quête de la qualité qui s'est manifesté avec une rareté inédite depuis l'effondrement boursier du 19 octobre dernier. Leurs besoins d'argent frais pour cette année étant en partie comblés, ces pays en sont à réaménager leur endettement de façon la plus économique possible. Ils ne cessent de procéder au remboursement anticipé de nombreux emprunts aux coupons élevés dans le but de les remplacer par des opérations moins coûteuses.

C'est sur le marché suisse des capitaux que s'est portée leur attention la semaine passée. La Banque française du commerce extérieur (BFCE) a lancé à 101,25 % un emprunt de 200 millions de francs suisses qui portera intérêt au taux de 4,50 % l'an durant dix ans. Brillamment menée par le Crédit suisse, la transaction a été bien accueillie. En témoignent, vendredi, des demandes de l'ordre de 1,50 % qui se comptent à deux commissions totales de 2,75 %. Au prix d'émission, le rendement brut à l'échéance est de 4,34 %. Dans la foulée, une entreprise publique autrichienne du secteur hydro-électrique, T.W.A.G., a adressé au même marché pour une même durée de dix ans.

Dix ans, cela semble bien long actuellement alors que les prévisions auxquelles on se hasarde sont le plus souvent à très courte vue. Le marché suisse est encore un des rares à pouvoir offrir aux emprunteurs internationaux de telles durées avec quelques chances de succès. Comme il est particulièrement peu onéreux en terme de coupons, les prêteurs n'ont pas nécessairement à se soucier de réaliser une opération de swap afin de réduire le coût de leurs

emprunts. Ainsi croit-on que les 100 millions d'argent frais du produit de l'émission BFCE ne sont pas « swappés ». Les autres 100 millions serviront au refinancement d'un précédent emprunt de la BFCE, lancé en 1983, dont le coupon est de 6 % et qui sera remboursé par anticipation le 11 août prochain.

T.W.A.G., *Tiroler Wasserkraftwerke*, bénéficie de la garantie du Land du Tyrol. Sa proposition est en tout comparable à celle de la BFCE, à l'exception toutefois du prix d'émission. Ce dernier est de 101 %, c'est-à-dire inférieur de 0,25 % à celui de son concurrent français. Une différence s'imposait, ne serait-ce que pour tenir compte de la qualité des crédits, puisque l'emprunt tyrolien n'est garanti que par une région. On aurait pu même s'attendre à un rendement comparativement encore plus élevé, mais T.W.A.G. jouit en Suisse d'une grande faveur, due à l'existence de liens historiques particulièrement solides. L'emprunt T.W.A.G. est également destiné à remplacer une opération de 100 millions de francs suisses qui a été dénoncée pour remboursement au 14 juin ; lancée en 1982, les obligations avaient assorties de coupons de 6,25 %.

La forme sous laquelle les grands prêteurs nationaux français accèdent aux marchés obligataires mon-

diaux fait actuellement l'objet d'un sérieux examen. L'enseignement tiré de certains placements privés, effectués au début de l'année auprès d'investisseurs japonais, tend à prouver que, par exemple, la même BFCE ou le Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME) pourraient sans difficulté majeure s'adresser directement aux marchés publics. L'abandon de la garantie de la République française dont ils peuvent normalement se prévaloir leur infligerait vraisemblablement un coût supplémentaire, mais celui-ci resterait dans des limites supportables. Cela irait d'environ huit à quinze points de base par an selon les marchés, de celui du franc suisse à celui du dollar australien. La sortie de nouveaux véhicules financiers est donc attendue. Cela s'inscrirait logiquement à la suite d'autres opérations telles que les emprunts du Crédit local de France et d'interfinance. Ces nouveaux véhicules interviennent pour le compte des groupes CAEL et Crédit national quand ces derniers empruntent sur l'euro-marché sans garantie d'Etat. Le changement correspondrait à une évolution récente, celle de la diminution de l'activité de prêts bonifiés de la part de plusieurs établissements publics qui se trouvent de plus en plus livrés au jeu de la libre concurrence.

Raccourcir la durée

En abrégé de cinq à trois ans la durée minimale prescrite pour un euro-emprunt en France, les autorités financières de Paris viennent de fournir une nouvelle marque de leur attachement à l'existence d'un segment obligataire distinct du marché intérieur. Si la décision avait été prise plus tôt, elle aurait certainement déjà contribué à une animation de l'activité primaire. C'est en tout cas une mesure de nature à accélérer la réouverture de l'euro-compartiment dès que la situation politique du pays sera éclaircie. Les incertitudes internationales sont si lourdes qu'elles incitent les prêteurs partout dans le monde à préférer les courtes durées. Les débiteurs, pour leur part, sont généralement rebutés par le niveau réel de l'intérêt (c'est-à-dire déduction faite de l'inflation) produit par les titres libellés en francs français. Cet intérêt réel pourrait diminuer prochainement, à l'occasion du renouveau monétaire attendu au sein du SME. Il apparaît en tout cas d'autant moins prohibitif que le terme de l'opération obligataire considérée est rapproché.

D'aucuns n'hésitent pas à prévoir un surcroît d'animation qui pourrait provenir d'emprunteurs français attirés par la possibilité d'emettre en francs pour des durées courtes. La pratique fiscale veut encore qu'un emprunt lancé sur le marché intérieur ne soit pas inférieur à sept ans. Si, jusqu'à présent, les emprunteurs français sont demeurés peu nombreux sur le marché de l'eurofranc,

c'est, en partie, parce qu'on ne peut pas accéder à des coûts inférieurs à ceux des rendements des fonds d'Etat. Au contraire, il faut y joindre une marge de l'ordre de 20 à 30 centimes. Ainsi, pour une signature de toute première qualité, une euro-transaction de dix ans aurait dû, la semaine passée, offrir au moins 9,80 % de rendement, soit environ une trentaine de points au-dessus des obligations assimilables du Trésor. Les rendements seraient donc d'environ 9,60 % à sept ans, 9,40 % à cinq ans et — imaginez-les — de 8,90 % à trois ans. Il n'y a pas de comparaison directe avec les obligations d'Etat pour les plus courtes échéances. On en est donc réduit à des extrapolations.

Il se peut que l'avantage évident que procure le marché de l'eurofranc sur son homologue domestique conduise à la fixation de conditions meilleures pour les débiteurs. L'exemple allemand est éloquent à ce sujet. Depuis que l'on redoute une retenue à la source sur les coupons des obligations lancées en deutschmarks sur le marché intérieur, l'attrait de l'euro-marché, qui, lui, demeure exempt de toute taxe, est devenu irrésistible pour de nombreuses banques et entreprises d'outre-Rhin. Ces dernières sont désormais en mesure de lever des fonds à des coûts inférieurs à ceux de la République fédérale elle-même.

CHRISTOPHE VETTER.

LES DEVICES ET L'OR

La lire menacée

L'événement de la semaine a été l'accès de faiblesse de la lire, véritable « ventre mou » du système monétaire européen (SME). Jeudi 5 mai, le monnaie italienne était attaquée à Milan et la Banque d'Italie a laissé « filer » quelque peu vis-à-vis du mark, dont le cours montait à 746 lire, nouveau record historique. Rappelons que le cours pivot, ou médian, du mark à Milan est de 720,70 lire et que son cours plafond, supérieur de 6 % (au lieu des 2,25 % retenus pour les autres devises du SME) est fixé à 765,40 lire depuis le 12 janvier 1987.

C'est à l'égard de la devise allemande, la plus forte du SME, que la lire est la plus faible, phénomène aisément compréhensible, puisque l'Allemagne est le premier client de l'Italie, absorbant 20 % de ses exportations et assurant 18 % de ses importations.

Or l'évolution des données fondamentales — sur l'Italie indique que la lire est de plus en plus surévaluée. L'inflation, redescendue un moment en dessous de 5 %, remonte doucement, les salaires dérapent et, surtout, le déficit budgétaire, plaie saignante de la péninsule depuis des années, s'alourdit dangereusement atteignant 112 000 milliards de lire, soit un peu plus de 500 milliards de francs. Bref, la compétitivité de l'industrie italienne se dégrade plus vite que celle des autres pays de la CEE. En outre, le beau redressement du deuxième semestre 1987, avec un excédent commercial de 4 300 milliards de lire (19 milliards de francs) n'est plus qu'un sursaut. Dans ces conditions, les milieux industriels italiens réclament, à mots couverts, une nouvelle dévaluation, après la réévaluation du mark (3 %) en janvier 1987, qui dépréciait d'autant la lire.

Pour l'instant, la Banque d'Italie ne veut pas entendre parler de dévaluation. En septembre dernier, elle avait stoppé un mouvement de spéculation contre sa devise en intervenant sur les marchés de changes à hauteur d'une vingtaine de milliards de francs.

En même temps, la Banque centrale resserait son dispositif, ramenant à 8 % la croissance annuelle des crédits bancaires, en plein dérapage, avec une augmentation de 13 % et en raccourcissant de façon très sévère les délais d'utilisation des devises pour les opérations d'import-export. Levées depuis, tout au moins pour l'import-export, de telles mesures seraient susceptibles d'être appliquées à nouveau.

Cet accès de faiblesse, rapidement jugulé à la veille du week-end, avec un mark ramené à 745 lire après 747 lire en pointe, n'a pas manqué d'agiter les milieux financiers européens. Les plus pessimistes des opérateurs, rappelant la dévaluation-surprise de la lire le samedi 20 juillet 1985 (8 %), ne donnent pas quinze jours à vivre aux parités actuelles. En haut lieu, on affirme que la Banque d'Italie « fera le nécessaire », c'est-à-dire qu'elle interviendra et qu'on pourra durer jusqu'à l'automne. Il est certain, en effet, qu'une initiative italienne dans ce domaine, tendant à obtenir de l'Allemagne une réévaluation, déstabiliserait le SME. Que ferait la France, deuxième client et fournisseur de l'Italie ? En profiterait-elle pour demander également à l'Allemagne une réévaluation, sans doute inférieure ? Nul ne sait, car la décision risque d'être de nature politique et non pas froidement économique.

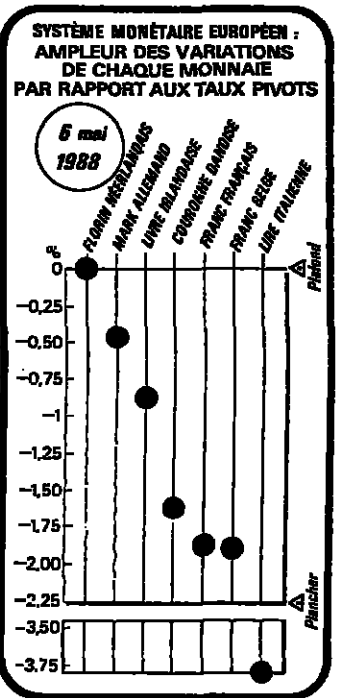
En tout cas, jeudi 5 mai, la courte défaillance de la lire ébranlait passa-

gèrement le franc qui faiblissait un peu vis-à-vis du mark. Le cours de la monnaie allemande passait brutalement de 3,3980 F à 3,4050 F avant de revenir sagement à 3,40 F à la veille du week-end de l'élection présidentielle. La monnaie française, nous l'avons souvent répété dans ces colonnes, n'est pas menacée à l'heure actuelle, protégée qu'elle est par des taux d'intérêt réels historiquement et ruineusement élevés.

La livre sterling a connu un peu de répit, ses cours retrouvant un peu vis-à-vis de ceux des monnaies européennes et revenant de 3,15 marks à 3,13 marks environ (10,65 F contre 10,70 F à Paris).

Quant au dollar, un peu déprimé en début de semaine par l'annonce d'une diminution des achats d'obligations américaines par les Japonais (voir ci-dessous), il s'est redressé assez nettement, en fin de semaine, sur l'annonce d'une nouvelle diminution du chômage aux Etats-Unis, tombé de 5,6 % à 5,4 % de la population active, au plus bas niveau depuis 1974. Cet indice d'une croissance toujours vigoureuse fait craindre un resserrement de la politique monétaire de la Réserve fédérale, soucieuse d'éviter la surchauffe et un regain d'inflation. Le resserrement provoquerait une hausse des taux d'intérêt américains, de nature à attirer les capitaux et renforcer le dollar, du moins dans un premier stade, ce phénomène étant appelé à s'inverser si l'inflation s'accélérait, comme cela n'est pas exclu.

FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 2 AU 6 MAI (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	SEIL	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Franc néerlandais	Lire italienne
New-York	1.862,5	—	17.482,5	71.326,6	59.453,0	2.843,3	53.022,2	0.877,9
Paris	1.862,5	—	17.482,5	71.326,6	59.453,0	2.843,3	53.022,2	0.877,9
Bruxelles	10.678	5.780	—	407,58	340,07	16.259	303,29	4.596
Zurich	10.654	5.630	—	408,55	339,69	16.257	303,29	4.579
Amsterdam	2.691	1.420	24.518	—	83.531	3.883	74.372	1.175
Milan	2.619	1.391	24.765	—	83.192	3.978	74.187	1.191
Frankfurt	3.139	1.620	28.487	119,97	—	4.782	89.184	1.348
Madrid	3.447	1.678	28.421	120,28	—	4.782	89.173	1.341
Bonn	65.690	35,17	1.148	25.886	289,18	—	18.679	2.825
Bruxelles	65.797	34,96	1.517	25.130	289,89	—	18.663	2.813
Amsterdam	2.691	1.420	24.518	—	83.531	3.883	74.372	1.175
Milan	2.619	1.391	24.765	—	83.192	3.978	74.187	1.191
Paris	233,25	124,58	219,31	894,79	745,83	35.696	666,16	—
Milan	233,30	124,5	218,72	893,60	745,42	35.649	663,93	—
Tokyo	232,50	124,90	218,350	893,878	745,84	35.613	662,288	0.8995
Tokyo	234,67	124,80	218,602	893,796	746,411	35,608	662,608	0.8984

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 6 mai, 4.5796 F contre 4.537 F le vendredi 29 avril.

LES MATIERES PREMIERES

Les non-ferreux sous pressions chinoises

Si les minerais et métaux non ferreux ont connu ces derniers mois une conjoncture favorable, marquée par un relatif assouplissement de l'offre et un raffermissement consécutif des prix, certaines substances minières sont menacées par les orientations récentes de la politique chinoise d'exportation. Grâce à ses réserves considérables, qu'elle commencent à peine à mettre en valeur, la Chine occupe déjà un rang de premier ordre pour la production de substances aussi diverses que la barytine (numéro 1 mondial), le spath fluor, le talc (20 % de l'offre totale), le tungstène, le silicium ou l'antimoine. Faute d'une capacité suffisante d'absorption par son industrie, Pékin multiplie les offres commerciales en cassant les prix pour écouler ces matières occidentales, avec l'Europe pour cible rapprochée. Le premier bilan de cette politique dressé par la Fédération française des minerais et métaux non ferreux est édifiant. En 1983, la Chine vendait 25 000 tonnes de barytine dans la CEE. Ce sont aujourd'hui plus de 70 000 tonnes qui entrent dans la Communauté, à des prix inférieurs de 40 % (en France par exemple) à ceux pratiqués par le Maroc, fournisseur traditionnel de l'Hexagone. Elément de haute pureté utilisé dans les écrans de télévision ou comme produit de charge dans les peintures, la barytine est extraite en France dans cinq sites miniers, en Corèze et dans le Var, notamment. La stratégie chinoise est de nature à entamer la rentabilité de ces gisements, de la même manière que, l'an passé, la mine de tungstène d'Angleterre (Arrière) a dû cesser son activité après l'effondrement des prix du

métal provoqué par les ventes à des prix défiant toute concurrence de Pékin.

Omniprésent dans la pharmacie et la cosmétologie, la papeterie et la céramique, le talc est depuis longtemps une « affaire » française avec le gisement de Luzenac. Mais, en 1987, les exportations chinoises vers l'Europe ont atteint le niveau record de 20 000 tonnes, « grâce à une politique de prix irréaliste », selon l'expression des professionnels français des métaux. Ces pratiques se répètent sur le spath fluor. Après l'Allemagne de l'Ouest, la France est devenue le deuxième objectif des producteurs chinois du spath fluor. Celui-ci passe les frontières avec des rabais de 15 % à 20 % sur les prix en vigueur dans la CEE. Bruxelles envisage, en outre, le dépôt d'une

plainte antidumping sur le dossier du manganèse, dont les ventes chinoises dans la Communauté ont explosé en 1987 pour atteindre près de 15 000 tonnes, contre 428 tonnes en 1985.

Les Etats-Unis étudient une riposte comparable sur l'antimoine (utilisé comme ignifugeant), que Pékin brade impunément, mettant à profit ses réserves considérables. C'est maintenant au tour du silicium chinois d'entrer dans la course, après la fermeture de plusieurs unités de production européennes. Des rabais de 10 % à 20 % sont consentis aux acheteurs de ce métal d'alliage précieux dans l'électronique. Pour l'industrie communautaire, cette offensive tous azimuts lancée par la Chine réveille un impératif de modernisation des procédés et de sélection des meilleurs sites. Elle est aussi un défi lancé à Bruxelles qui, à l'heure du grand marché européen, devra savoir conjurer l'ouverture et la nécessité de dresser « et là quelques Murailles de Chine... »

ERIC FOTTORINO.

(*) Dans le cadre de l'exposition « Parfums de plantes » s'est ouvert, le 27 avril et jusqu'au 16 mai, le Salon du café, au Musée national d'histoire naturelle. L'histoire du café, l'art et la manière de le préparer et de le déguster sont largement présentés, dans le cadre reconstruit du célèbre Procope ou du Florian. L'anecdote et le professionnalisme font bon ménage autour du petit grain à torréfier, qui représente chaque année un commerce mondial de 14 milliards de dollars. Deuxième matière première échangée sur la planète (seul le pétrole vient devant), le café attend les amateurs au 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris-5^e. Ouvert tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 17 h.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

La peur d'une hausse des taux

Les choses ne s'arrangent pas sur le front des taux d'intérêt, de part et d'autre de l'Atlantique. Aux Etats-Unis, les taux des obligations poursuivent leur lente et inquiétante remontée : porté à 9,11 % la semaine dernière, le rendement de l'emprunt à trente ans du Trésor, véritable thermomètre pour les observateurs du marché entier, a poussé une pointe à 9,17 % avant de revenir à 9,13 % en fin de semaine.

Après une montée continue l'an dernier, de 7,40 % fin mars à 10,50 % fin août, le week-end du 19 octobre, le rendement du « trente ans » était retombé à 8,25 % au début de l'année, à la satisfaction générale des milieux financiers. Depuis, il se raffermait inexorablement, sur la crainte d'un retour de l'inflation et, surtout, des mesures restrictives que pourrait prendre une Réserve fédérale soucieuse de ne pas laisser la machine s'emballer.

C'est pourquoi, à la veille du week-end, l'annonce d'une nouvelle diminution du chômage a provoqué une hausse de taux américains. Aux Etats-Unis, tout va trop bien, la consommation, la production, l'emploi, le tout à crédit et aux dépens des prêteurs du monde entier.

Ces derniers commencent d'ailleurs à se méfier. Ainsi, les investisseurs japonais ont réduit de 36 % leurs achats nets d'obligations étrangères, principalement américaines, au cours de l'exercice 1987-1988, clos le 31 mars dernier. Les achats nets se sont même écroulés pendant ce même mois de mars 1988, chutant à 1,14 milliard de dollars, contre 10,7 milliards de dollars le mois précédent. Explication : les investisseurs en question en ont

assez de voir les valeurs de leur portefeuille d'obligations libellées en dollars se déprécier à jet continu depuis deux ans. Aujourd'hui, ils préfèrent soit les actions, soit les actifs immobiliers, acquérant des gratte-ciel entiers à New-York et venant même prospecter en Europe, en France notamment ; un phénomène qui pourrait être lourd de conséquences pour le Trésor des Etats-Unis. Le semaine prochaine, celui-ci va émettre pour 27 milliards de dollars de bons : les résultats de l'adjudication seront suivis avec attention.

En Europe, on a noté avec inquiétude une nouvelle augmentation des taux à long terme en RFA. Le taux moyen des titres publics allemands est passé de 5,94 % à 6 %, contre 5,50 % en janvier et en mars. Les opérateurs en sont venus à suspecter la Bundesbank de vouloir relever ses taux d'intervention pour lutter, préventivement, contre un réveil de l'inflation, bien modeste au demeurant, puisque la hausse des prix outre-Rhin s'établit maintenant à 1 % sur une base annuelle.

Mais les cinq instituts de conjoncture d'Allemagne fédérale, ceux de Berlin, de Kiel, de Hambourg, de Francfort et d'Essen, prévoient une inflation de 2,5 % en 1988 et, à la Bundesbank, on n'aime pas cela du tout. Jeudi, après la réunion de son conseil d'administration, M. Helmut Schlesinger, le vice-président, a déclaré qu'il fallait maintenir la croissance de la masse monétaire allemande à l'intérieur des limites fixées. Sinon, il n'exclut pas un resserrement du crédit.

Une telle mesure, on s'en doute bien, ne serait pas prise unilatéralement. A Francfort, on se rappelle

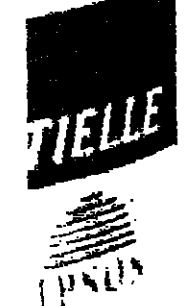
trop la violente réaction des Américains au relèvement des taux amorcé par la Bundesbank en octobre 1987, et tout ce qui s'ensuivit : chute du dollar et de Wall Street. Mais, assurent les milieux financiers de Francfort, si la Réserve fédérale des Etats-Unis fait monter significativement les taux outre-Atlantique, l'Allemagne suivra sans tarder. Et attendant, le taux d'intervention de la Bundesbank est resté fixé à 3,25 % cette semaine, sans véritable surprise. Le moment n'est pas encore venu.

En France, le MATIF a accueilli tout cela sans plaisir et a poursuivi son fléchissement. Le cours de l'échéance juin, qui, déjà, la semaine précédente, était retombé de 102,70 (et non pas 103,70, comme indiqué par erreur dans la revue du 2 mai de 1988) à 101, a encore fléchi jusqu'à 100,40, soit un rendement un peu supérieur à 10 %. On a pu voir se creuser l'écart entre les cours des obligations au comptant et ceux pratiqués sur le MATIF, les rendements du comptant (physique) se montrant inférieurs de 0,30 point, comme si les investisseurs se montraient plus confiants que les opérateurs de terme.

Dans le domaine des émissions, enfin, seule a compté l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables (OAT) par le Trésor, qui a limité à 6 milliards de francs son appel, avec des résultats qualifiés de « neutres ». Une tranche de 1,06 milliard de francs à échéance de 25 ans a trouvé preneur à 9,80 %, contre 9,37 % en mars dernier ; une autre de 1,45 milliard de francs à 10 ans a été adjugée à 9,48 %, contre 9,05 % en mars ; le reste, 3,5 milliards de francs, étant émis à taux variable.

F. R.

endez-vous



Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Après la libération des otages français du Liban. 4 Les élections législatives au Danemark. - La gouvernance polonaise envisage des mesures d'exception pour mettre fin aux grèves. 5 Le voyage du pape en Amérique latine.	6 La campagne de M. Mitterrand. 7 La campagne de M. Chirac. 8 Le Pen a-t-il pris la suite du colonel de La Rocque ? 9 La situation en Nouvelle-Calédonie.	10 Une enquête demandée sur des anomalies de marchés pour le fonctionnement des prisons privées. - Les candidats à l'élection présidentielle répondent aux questions sur l'avenir de la police nationale. - Mulhouse aux prises avec la pollution.	11 Mon Herbert, au Petit Odon. - Un Freischütz inédit à Toulouse. - Azeddine Alaïa à l'hôtel du Nord 3.	16 Le congrès de la Confédération européenne des syndicats à Stockholm. - La « guerre de la morue » : les escarmouches continuent entre Paris et Ottawa. 18 Revue des valeurs. 19 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements 2 Carnet 13 Jeux 14 Chronologie 15 Météorologie 13 Spectacles 12	LA NUIT DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE • <i>Dimanche 8 mai, 20 heures : tous les résultats ville par ville, les reports de voix, les analyses, les commentaires du Monde.</i> 3615 Tapez LEMONDE 3615 Tapez LM

Le second tour de l'élection présidentielle

La droite et la gauche face au Front national

« Comprendre » ou combattre

Leurs dernières allocutions

Les deux candidats ont mis un terme, le vendredi 6 mai au soir, à la campagne électorale officielle par une allocution de cinq minutes chacun sur « Antenne 2 » et « France Inter ».

M. Mitterrand a appelé au « rassemblement » des Français tout en les mettant en garde contre « la confusion ». Il les a invités à « se mettre en marche pour la France unie des uns, le 9 mai, nous pourrions aborder la nouvelle période de notre histoire qui s'ouvre devant nous ». Il a souligné : « Je n'ai pas voulu prendre part aux polémiques excessives ni aux attaques personnelles », car « il est grand temps de reprendre le langage du cœur et de la raison ».

M. Chirac a affirmé que « s'abstenir dimanche c'est voter, en réalité, pour le candidat socialiste ». Puis il a rappelé que depuis deux ans il avait gouverné notre pays en harmonie parfaite avec les autres pays de la Communauté européenne. Il a souligné qu'il gouvernait « jusqu'au terme de [son] mandat », « comme vous avez pu le voir avec les initiatives que j'ai prises pour rétablir le respect de la démocratie, de la liberté, et lutter contre le terrorisme en Nouvelle-Calédonie, ou en ayant permis la libération de nos derniers otages ». Il a ajouté qu'il voulait « continuer et amplifier » son action « pour avoir demain une France plus solidaire ».

Des débats que suscite la progression électorale du Front national commencent à se dégager, à droite comme à gauche, l'idée qu'appréhender le vote Le Pen comme un symptôme n'est pas adéquat et, en tout cas, pas suffisant. Le niveau atteint par M. Le Pen, le 24 avril, transforme la vision de ce que l'on considérait comme un « phénomène » — une désorganisation éphémère des comportements électoraux — et oblige à reconnaître que l'on a affaire à un mouvement politique consistant, ayant ses objectifs propres, auxquels correspond une stratégie.

Les déclarations de M. Charles Pasqua à Valeurs actuelles sur les « valeurs » communes au Front national et à la majorité, et les réactions qu'elles ont provoquées, témoignent de cette évolution et ont contribué, elles-mêmes, à déplacer la discussion de la question des facteurs sociaux du courant qui porte M. Le Pen à celle de son contenu politique. Ces électeurs expriment, sans doute, une « protestation », comme l'a dit M. Chirac, ou une « demande sociale », selon la formule de M. François Mitterrand, mais ils font, surtout, un choix politique qu'il n'est plus possible d'ignorer et dont, en bonne démocratie, ils ont le droit d'attendre qu'on leur donne acte.

Comme le dit un jeune ministre du RPR — et ce n'est pas nouveau dans sa bouche — déçus les partisans du Front national, en expliquant que leur vote est seulement le reflet des difficultés qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne, ne peut que les encourager à persévérer. Or ces électeurs, s'ils consistent des difficultés, choisissent de soutenir un parti qui se caractérise par une certaine façon de présenter et de comprendre ces difficultés et par les solutions qu'il propose. Pour paraphraser la formule de M. Fabius, ils ne se bornent pas à poser des questions, ils admettent une réponse, et, à vrai dire, la réponse est dans la question. On ne demande pas : « N'y a-t-il pas trop d'étrangers en France ? » sans avoir une idée en tête.

Il faut donc, selon ce jeune ministre, montrer ce que ce choix a d'insupportable et d'apprenable, s'il s'agit, à ceux qui le font. En d'autres termes, on ne gagne rien à affecter d'ignorer M. Le Pen pour ne s'intéresser qu'à ses électeurs. Ce qui les réunit, c'est M. Le Pen, son

discours, ce qu'il dit et ce qu'il laisse dire, ses « valeurs », enfin (qui ne sont rien d'autre, telles qu'elles apparaissent dans le document rendu public mercredi par M. Le Pen, qu'une copie conforme des thèses de l'extrême droite). On ne s'étonne pas que, pour ce ministre, haut placé dans le dispositif de campagne de M. Chirac, les propos de M. Pasqua dans Valeurs actuelles soient « inacceptables ».

Le parallèle écolo

Lorsque ce jeune ministre avait entrepris naguère, conformément à son analyse, d'attaquer M. Le Pen, le Front national et ce qu'ils représentent, « on » lui avait demandé de bien vouloir retourner sagement dans son coin. Et M. Chirac a suivi une autre méthode, celle qu'a parfaitement résumée la note de l'Institut de sondage BVA lui recommandant de trouver « les mots qui sauront désenclaver l'électorat de Jean-Marie Le Pen » — et ce pas ceux qui montrèrent à cet électorat qu'il fait fausse route. Ainsi le premier ministre a-t-il adopté la logique qui devait le conduire à ne pas voir le racisme là où il est et à qualifier d'« extrémistes regrettables » (Le Monde du 12 avril) des comportements qui ne sont, bien évidemment, rien d'autre que les manifestations actuelles du racisme.

M. Chirac et d'autres mettent volontiers sur le même plan, pour les besoins de la tactique électorale, le vote Le Pen et celui dont a bénéficié le candidat écologiste. La différence est, pourtant, considérable. Les électeurs écologistes forment, depuis une quinzaine d'années, une masse stable, qui exprime des préoccupations ne mettant nullement en cause les principes de la démocratie et du droit, et qui n'a jamais élaboré une démarche lui donnant prise sur la réalité politique.

En Allemagne, en revanche, les Verts sont parvenus, il y a quelques années, à constituer un courant, nourri à l'origine des mêmes inquiétudes devant la dégradation de l'environnement et les risques de l'énergie nucléaire, mais qui, au-delà, a tendu à affaiblir ce pays — et l'Europe occidentale — face à la pression soviétique. Chacun s'accordait alors en France (hormis le PCF) sur la nécessité de combattre ce mouvement, sans plus s'arrêter aux « questions » qu'il posait sur l'avenir des forêts ou sur la menace d'un accident électro-nucléaire.

Au surplus, si les obsessions des écologistes ne font de mal à personne — encore Alain Touraine et d'autres sociologues s'en inquiètent, en 1980, dans la *Prophétie antinucléaire*, de ce que l'on pouvait découvrir dans les tréfonds de ce culte angoissé de la nature, quelques partisans de M. Le Pen

n'ont rien d'innocent. On ne peut que s'alarmer de voir la facilité avec laquelle, corollaire de la montée du Front national et dans l'insupportable intention d'y comprendre quelque chose, on vient à accepter la relation que ce mouvement établit entre l'« immigration » et... l'état des immeubles HLM, la médiocre qualité de l'enseignement dans certaines écoles primaires, le fait que des quartiers soient laissés à l'abandon, sans parler de la délinquance ou du chômage.

Comme s'il n'y avait pas des offices d'HLM qui font plus ou moins bien leur travail, des responsables de l'éducation nationale qui négligent leur tâche ou qui manquent de crédits, des maires dont l'arbitraire laisse à désirer, des policiers en nombre insuffisant ou incompétents et... des dirigeants économiques dépassés par les événements. Comme si la mise en cause des immigrés avait pour elle la force de l'évidence et était, au fond, sans réplique possible, alors qu'elle procède d'un choix. Or ce choix-là fait son chemin par les mille détours d'une société dont plus d'un acteur est tenté par la démission. L'« explication » par l'immigré, justifiée jusque parmi les adversaires du Front national, gagne du terrain.

A sous-tendre du lepénisme ce qui est fait la dynamique propre, à s'aventurer sur ce qui circule autour de ce parti une fraction de l'électorat qui n'a cessé de croître depuis cinq ans, on s'expose à des douloureux révéls devant les problèmes politiques que pose cette force politique. La droite en fait, aujourd'hui, l'expérience. Le tour des socialistes pourrait venir.

« Paris vaut bien une messe »

Si les centristes, dans leur grande majorité, sont hostiles à toute idée d'alliance avec le Front national, tandis que certains, au RPR et au centre, sont disposés à l'accueillir dans la grande famille dont M. Pasqua a dessiné les contours, le débat traverse, en fait, toutes les formations. Au RPR, il y a ceux qui pensent qu'aucune entente n'est possible avec M. Le Pen, dont tout le projet est, plus que jamais, de « tuer » M. Chirac. Et puis il y a ceux qui disent que « Paris vaut bien une messe ». Pour l'heure, le premier ministre récusé toute espèce d'accord et s'insurge contre le piège du débat sur les valeurs, débat qu'il a lui-même, par les ambiguïtés de son discours — et que dire de celui de M. Pasqua — rendu indispensable.

Mais ensuite ? Combien de députés sont tout prêts, en cas de dissolution, à aller implorer leur salut chez les électeurs de M. Le Pen ? Le travail de « bouton de veste », que certains avaient entrepris dans l'espoir de rallier des élus

du Front national à la candidature de M. Chirac, continue... dans l'autre sens. Les téléphones sonnent, et l'on cogite sur l'après-8 mai. Les responsables les plus hostiles au compromis reconnaissent qu'il ne sera pas possible de tenir les troupes et que, même si l'on aborde des élections législatives anticipées en respectant l'Union pour une majorité nouvelle de juin 1981, cette union-là aura, dans bien des départements, le visage étrange que lui donnera, officiellement ou non, une composante nouvelle.

La bataille est, alors, dans le camp adverse. Le sort de la droite « classique » sera entre les mains de M. Mitterrand. Celui-ci considérera-t-il que les succès de M. Le Pen l'ont, jusqu'à présent, servi et que tout l'invite à se rejouer de l'échec de MM. Chirac et Barre, et à en profiter pour une dissolution rapide ? L'usage tactique du Front national, justifié par la même approche de ce courant en termes de « demande sociale », reste de mise parmi les dirigeants socialistes, que la tendance d'une partie des électeurs de M. Le Pen à choisir M. Mitterrand au second tour semblait, jusqu'à ces derniers jours, satisfaire, sans leur inspirer, apparemment, d'inquiétude sur la façon dont cette passerelle entre l'extrême droite et la gauche pourrait fonctionner dans l'avenir.

D'autres socialistes, en province et plus près de la base, ne se satisfont pas de cette analyse. Ainsi le premier secrétaire de la puissante fédération du Nord, M. Bernard Roman, distingue-t-il dans la progression du Front national dans son département les germes de la constitution d'un mouvement de type fasciste, et rappelle que les socialistes trouveront bien M. Le Pen en face d'eux le 9 mai. M. Michel Rocard est le premier dirigeant socialiste de haut niveau à critiquer ouvertement, dans ses discours, les électeurs de milieux populaires qui ont choisi de voter Le Pen. Ici ou là, comme le 3 mai à Limoges, lors d'un meeting auquel participait M. Fabius, s'exprime l'appel à un « front populaire » contre le Front national, dont on a pu voir l'esquisse, à Paris, lors des manifestations syndicales qui ont rassemblé, au total, le 1^{er} mai, plus de monde que M. Le Pen.

A cette demande instinctive de mobilisation contre le « fascisme » chez les militants répond, chez certains dirigeants, la crainte de l'opportunité qu'aurait à M. Le Pen la déstabilisation de la droite. Cette préoccupation est présente chez M. Lionel Jospin, sans que le premier secrétaire du PS en tire aucune conséquence quant à la démarche de M. Mitterrand après le second tour. Après avoir remis la gauche à flot, le président de la République, face au Front national, voudra-t-il sauver la droite de la noyade ?

PATRICK JARREAU.

Mort du graveur Stanley William Hayter

Stanley William Hayter est mort le 4 mai à son domicile parisien. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

Né à Londres en 1901, Stanley William Hayter était issu d'une famille d'artistes, ce qui n'avait pas empêché son père de le pousser à faire des études de chimie et de biologie. Celles-ci l'amèneront même à travailler, de 1922 à 1925, pour l'Anglo-Iran Oil Company, dans le Golfe.

Venu à Paris en 1926, où il avait commencé à s'intéresser à la gravure, Hayter ne devait plus quitter la capitale française, sauf pour New York, pendant la seconde guerre mondiale. Et c'est à Montparnasse que, dès 1927, il allait ouvrir ce fameux Atelier 17 qui fut fréquenté par Picasso, Dalí, Chagall, Miro et bien d'autres grands, ainsi que des jeunes artistes venus de tous les coins du monde chez « Bill », non pour apprendre un métier traditionnel, mais pour chercher auprès de lui à concilier gravure et langage contemporain.

Expérimentateur impatient, très lié dans les années 30 aux surréalistes, Hayter a, en effet, contribué au renouvellement complet de la gravure comme moyen d'expression moderne, abstrait, laissant leur chance à la spontanéité, à l'automatisme, multipliant les recherches de matière, d'impression (impression sur plâtre) et de couleurs. Peintre-graveur, créateur à part entière, Hayter a laissé une œuvre personnelle importante à laquelle il est rendu régulièrement hommage.

G. B.

Décès de Dany Bloch

Dany Bloch, attachée de presse au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, est morte le jeudi 5 mai à Paris. Elle était âgée de soixante-six ans.

Dany Bloch depuis quinze ans contribuait à donner un vrai sens aux trois lettres de l'ARC : Animation, Recherche, Confrontation, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Elle y était officiellement chargée du service de presse, mais son rôle était beaucoup plus important, simplement parce qu'elle était généreuse, qu'elle aimait vraiment la jeune création, et qu'elle défendait les artistes avec chaleur.

Elle était née à Paris en 1925 et avait travaillé au service de la recherche de l'ORTF avant d'entrer dans l'équipe de l'ARC. Elle s'était spécialisée dans l'art vidéo, son sujet de thèse à l'Université, et publiait sur cette discipline qu'elle connaissait mieux que personne en France (*l'Art vidéo*, aux éditions L'Image).

G. B.

Le Monde

UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL
(en deux cahiers séparés)

LUNDI 9 MAI (DATÉ MARDI 10)
Le deuxième cahier est diffusé uniquement en France métropolitaine

TOUS LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR :

- Les résultats département par département et ville par ville
- Les premières réactions politiques
- Les commentaires et analyses de la rédaction.

SUPPLÉMENT SPÉCIAL :

- Les syndicats face au nouveau président
- Les retards du patronat français
- Comment affronter le marché unique de 1992 ?

ET DES PAGES D'OFFRES D'EMPLOI POUR LES CADRES

ATTENTION : Ce numéro exceptionnel du Monde sera vendu, au prix habituel de 4,50 F, en deux cahiers séparés. N'oubliez pas de le demander à votre marchand de journaux.

36.15 LEMONDE code ELEC

DES DIMANCHE 20 h SUR MINITEL

- Les résultats ville par ville
- Les commentaires du MONDE
- Les résultats de 81 et du 1^{er} tour 88.

Les inquiétudes de la communauté juive

« Marseille ne deviendra pas la capitale du racisme »

MARSEILLE
de notre correspondant

« Qu'aurions-nous dit si ce vote s'était produit en Allemagne ? Que dirions-nous si un Le Pen allemand faisait 30 % des voix à Munich ? » La question posée par M^{rs} Gérard Bismuth, avocat marseillais et membre de l'Appel des Quarante signé par une quarantaine de personnalités juives de la ville, a donné le ton de la réunion organisée jeudi 5 mai sur le thème « Marseille ne deviendra pas la capitale du racisme » et à laquelle la communauté juive avait répondu, nombreuse, mais également des béurs, des Arméniens et des gitans.

« Nous sommes des juifs de tous horizons politiques », ont affirmé les organisateurs auxquels s'étaient jointes des personnalités : MM. Guy Sebag, Marek Halter et Beate Klarsfeld, qui ont appelé la société française à plus de vigilance ; Miché Boujenah et le grand rabbin Sitrak avaient adressé des messages de soutien.

L'Appel des quarante a été entendu au-delà de Marseille, puisque des structures identiques se sont constituées à Lyon, Strasbourg, Montpellier dans la perspective des prochaines élections municipales. Dans l'après-midi, un groupe de militants antiracistes, avec M^{rs} Klarsfeld à leur tête, a défilé sur le Vieux-Port et fait halte devant le Bar des yachts, dont le patron, M. Henri Lambert, a été récemment inculpé pour avoir, avec un pistolet à grenaille, tiré sur un jeune homme qui critiquait les thèses du Front national.

JEAN CONTRUCCI.

Graphologie MSI

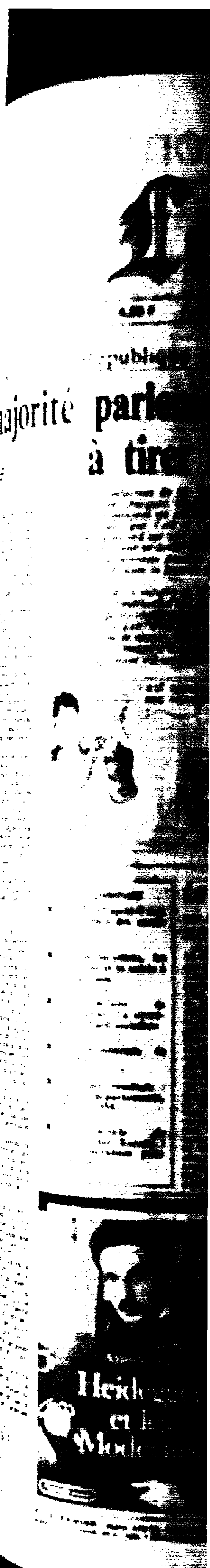
Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très intéressante. Informations gratuites à MSI.L.M.

BOITE 50106 de Graphologie, 50106 St-Denis, 93100 St-Denis, Seine-Saint-Denis

A B C E F G H

EN BREF

- **NORVÈGE :** trente-six morts dans un accident d'avion. — Un appareil d'une compagnie norvégienne régionale avec trente-six personnes à bord s'est écrasé et a pris feu, vendredi soir, près de Torshatten, sur une île à quelque 200 kilomètres au sud de Bodo. Il n'y a aucun survivant, selon la police. L'avion, de type Dash-7, avec trente-trois passagers et trois membres d'équipage, assurait une liaison Nansos-Broenneoyund et s'est écrasé pour une raison encore inconnue. — (AFP, Reuter.)
- **COLOMBIE :** la guérilla libérerait ses otages le 9 mai. — La guérilla colombienne qui détient quatorze otages en Colombie, dont l'attaché de presse de l'ambassade de France, M. Jean-Christophe Rampal, a déclaré, le vendredi 6 mai, dans un communiqué qu'elle les libérerait lundi. L'Armée de libération nationale (ELN) a déclaré que les otages étaient en bonne santé et qu'ils seraient relâchés pendant une conférence de presse en présence de journalistes étrangers. Par ailleurs, une journaliste de la télévision colombienne enlevée mardi par la guérilla a été libérée vendredi. — (Reuter.)
- **Le groupe sud-coréen Samsung s'implante en Espagne.** — Les fabricants sud-coréens de matériels électroniques grand public continuent d'investir l'Europe. Déjà implanté en Grande-Bretagne et au Portugal, le groupe Samsung vient de conclure un accord avec la firme espagnole Inter-Invest SA en vue de constituer avec elle une filiale de production dans la péninsule ibérique. Samsung sera majoritaire (90 %) dans la nouvelle entreprise. La construction de l'usine commencera au cours du premier semestre 1989. L'unité pourrait commencer à fonctionner au printemps 1990. Elle aura une capacité de fabrication de 300 000 téléviseurs couleur par an et de 250 000 magnétoscopes. Un autre group. sud-coréen, Goldstar, est, lui, installé en Allemagne fédérale, où il produit déjà 400 000 téléviseurs couleur par an.
- **Un cadavre dans un coffre de voiture.** — Un cadavre en état de décomposition avancée a été découvert, le vendredi 6 mai, dans le coffre d'une voiture stationnée depuis plusieurs semaines sur une place de Honfleur (Calvados). Le véhicule, dont la présence avait intrigué un habitant, appartenait à M. Hervé Goger, demeurant à Trivagou (Côtes-du-Nord). Ce dernier l'aurait prêté le 8 janvier à son frère Jean-Luc, ingénieur agronome, que personne n'a revu depuis cette date.



مكتبة الأصل